

ÉVOLUTION
DE LA
NOTION DE PROPRE
DANS LA COUTUME DE PARIS
DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE

Thèse pour le Doctorat
présentée et soutenue le 28 mai 1938, à 14 heures,

PAR

Marcelle DURUPT

Président : M. REGNAULT.
Suffragants : MM. OLIVIER-MARTIN,
PETOT.

POITIERS
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE
6 et 8, rue Henri-Oudin, 6 et 8

1938

ÉVOLUTION
DE LA
NOTION DE PROPRE
DANS LA COUTUME DE PARIS
DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE

ÉVOLUTION
DE LA
NOTION DE PROPRIÉTÉ
DANS LA COUTUME DE PARIS
DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 28 mai 1938, à 14 heures,

PAR

Marcelle DURUPT

Président : M. REGNAULT.

*Suffragants : MM. OLIVIER-MARTIN,
PETOT.*

POITIERS
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE
6 et 8, rue Henri-Oudin, 6 et 8

1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

« La Loi ne considère ni la nature ni l'origine des biens pour en régler la succession » ; ainsi s'exprime l'article 732 du Code Civil. En quelques mots il supprime tout un passé. Dans sa hâte de détruire, le législateur révolutionnaire n'a voulu tenir aucun compte des règles coutumières construites avec patience par nos « anciens » et consacrées par un long usage. Dans notre Droit moderne, qu'un bien soit meuble ou immeuble, qu'il soit venu au *de cujus* de sa famille, ou qu'il soit le fruit de son industrie, sa dévolution successorale est la même.

Notre ancien Droit, au contraire, considère et la nature et l'origine des biens pour en régler la succession. Le décès d'un individu ouvre non pas une seule succession mais plusieurs, suivant les différents biens qui composent son patrimoine : succession aux propres, succession aux acquêts et aux meubles.

La distinction du propre et de l'acquêt domine tout le régime successoral de l'ancienne France.

Mais, pourquoi cette différence entre le propre et l'acquêt ? Pourquoi diviser ainsi les biens, créer de multiples complications dans le règlement des successions au lieu d'adopter le système romain de l'unité de patrimoine ? Il paraît plus facile d'appliquer à tous les biens, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, le régime des acquêts : l'acquêt étant l'héritage venu à l'individu de son industrie, celui-ci en a la libre disposition, et à sa mort, son plus proche héritier le recueille. De Ferrière sur la Coutume de Paris (article 312) nous donne les raisons de cette discrimination : « Les Français ayant considéré que la conservation des biens dans les

familles contribuait beaucoup à la conservation de l'Etat, ils ont voulu que les biens échus aux enfants d'un côté ne passassent pas par leur succession dans une autre famille. »

M. Meynial a écrit (1) : « Dans notre ancien droit, chaque objet du patrimoine soutient pour ainsi dire une fonction sociale déterminée, reçoit une affectation spéciale en dehors et au-dessus de l'individu qui le détient. » Le Propre est à coup sûr, celui qui, parmi « les objets du patrimoine », joue le rôle social le plus important. Son institution assure la prospérité et la richesse de la famille, et par là même lui permet de se perpétuer et de conserver la cohésion qui fait sa force.

Qu'est-ce donc que ce bien que l'on sépare des produits de l'activité et de l'économie de l'individu ? Il importe de fixer dès à présent sa nature. Il existe deux sortes de Propre ; il est nécessaire de les discriminer car ils sont bien différents dans leur essence et dans leur fin. *Duplex acceptio propriorum*, écrit Du Moulin : *uno et principale modo pro obventis ex successione praedecessorum... alio et incidenti modo pro omnibus quae non cadeunt in societatem bonorum, quae est inter virum et uxorem*.

Le PROPRE DE COMMUNAUTÉ, bien qui n'entre pas dans la communauté entre époux, création artificielle destinée à mettre un bien « hors la communauté » dans un but essentiellement pécuniaire. Ici le mot « Propre » a tout son sens étymologique : bien qui appartient à l'individu ; ce peut être un meuble, un acquêt, ou un propre de succession. Il faut d'ailleurs remarquer qu'un bien propre de succession l'est forcément de communauté, car il ne peut de par sa nature même être susceptible de passer à l'autre conjoint, comme le sont tous les biens composant la *societas bonorum* « *quae est inter vir et uxorem* ». Le Propre de communauté a subsisté dans notre droit moderne, il ne fera pas l'objet de notre étude.

Le PROPRE DE SUCCESSION, seul véritable propre, bien affecté à la famille, a complètement disparu de notre régime successoral. Dans l'ancienne France, son importance était con-

(1) *Revue d'histoire du Droit*, 1903, t. 27.

sidérable. Contre lui les jurisconsultes des temps nouveaux se sont acharnés, car il était l'expression directe d'un état politique et social que les hommes de la Révolution voulaient à jamais faire disparaître, sans examiner les institutions susceptibles, avec quelques réformes, de s'adapter aux circonstances nouvelles. Il est ainsi appelé, non seulement par relation avec la personne qui le possède, mais encore et surtout par relation avec la famille d'où il est venu, pour y être conservé. Le bien qui a cette qualité la garde entre les mains de tous les individus qui y succèdent, alors que la qualité de propre de communauté n'est que momentanée et se perd à la mort de l'un des époux. Le Propre est, en quelque sorte, le patrimoine commun de la famille ; chaque membre a sur lui des droits, au moins éventuels ; l'individu qui le détient n'en est que le gardien, le dépositaire ; il en touche les revenus, en assure l'entretien ; mais tout acte qui ferait sortir le bien de la famille lui est interdit.

Pour que le propre puisse remplir sa fonction sociale, il faut avant tout l'empêcher de sortir de la famille, de passer en des mains étrangères ; pour ce faire certaines conditions sont nécessaires. Tout d'abord, dans les successions il ne peut échoir, ainsi que l'acquêt, au plus proche héritier sans distinction de ligne, car alors il risquerait d'être mis hors de la famille dont il vient ; d'où les règles particulières régissant sa dévolution successorale. On ne s'occupe pas de l'affection présumée du *de cujus*, comme en droit romain. L'individu n'est pas pris en considération ; il n'est qu'un possesseur ; seul le bien compte ; l'héritier sera celui qui est le plus proche du bien ; ce peut être un parent éloigné du défunt. De plus, lorsqu'une personne va de vie à trépas elle a dans sa succession des biens propres qui lui sont advenus de la ligne paternelle, d'autres de la ligne maternelle ; il est bien certain que ces propres ne peuvent appartenir à un seul et même héritier, puisqu'ils sont de provenances différentes ; comment va-t-on les attribuer ? C'est ici qu'apparaît la règle : *Paterna, paternis, Materna, maternis*. Les Coutumes l'ont interprétée de façons différentes ; mais qu'elles attribuent le propre aux descendants directs de l'acquéreur, comme les coutumes souchères ; aux pa-

rents directs ou collatéraux de l'acqureur, comme les coutumes du côté et ligne aux parents les plus proches de côté et ligne du défunt, elles sont animées du même esprit : les propres paternels aux parents paternels, les propres maternels aux parents maternels.

A côté de cette première règle il en existe une seconde qui en est la conséquence directe : « Propres ne remontent », maxime d'origine féodale : *Feudum non ascendit*, destinée à empêcher le propre de passer d'une ligne à l'autre en remontant aux ascendants (1). Appliquée à la lettre elle engendre des abus : au défaut de parents susceptibles de recueillir le propre, il passait au fisc, alors que les ascendants du *de cujus* étaient encore vivants. Du Moulin fixe au xvi^e siècle le vrai sens de cette règle en y adjoignant quelques mots : « Propres ne remontent hors la ligne » ; si le propre venu de succession paternelle remonte au père, il ne sort pas de la famille.

L'individu peut disposer entre vifs et à cause de mort de ses acquêts ; mais il ne doit pas en être de même des propres, sans cela toutes les autres mesures destinées à empêcher le bien de sortir de la famille deviendraient inutiles. Loysel (2) écrit : « On ne fait pas héritier qui l'on veut de ses propres, mais bien de ses meubles et acquêts. » Il nous faut cependant remarquer que si le droit de disposition des propres par testament est limité, le droit de les donner entre vifs ne l'est pas. A première vue cela paraît stupéfiant et l'on pense tout de suite qu'il est très simple de frustrer la famille en faisant ainsi disparaître le bien. Pourquoi n'a-t-on pas limité la donation entre vifs à l'égal du legs ? La raison en est purement psychologique : il est beaucoup plus facile à une personne de léguer son bien que de le donner ; ce dessaisissement qu'elle espère à longue échéance ne lui fait pas de peine, tandis que lorsqu'il s'agit de se dépouiller de son vivant elle hésite beaucoup à le faire, surtout quand le bien est très important et assure en partie sinon sa subsistance, du moins son bien-être et même son luxe. Nos an-

(1) Arrêt de Chateauvillain, 20 juillet 1571 : « Propres ne remontent ».

(2) *Institutes coutumières*. Liv. 2 ; tit. IV, 6.

ciens jurisconsultes ont jugé que ce sentiment était suffisant pour restreindre la donation, surtout appuyé par la règle fameuse « donner et retenir ne vaut ».

Dans la Coutume de Paris on ne peut léguer plus du quint de ses propres, dans d'autres Coutumes la quotité disponible est plus étendue : elle est égale au tiers (Normandie). Les quatre cinquièmes ou les deux tiers restant constituent ce qu'on appelle la réserve coutumière.

Il existe encore un autre moyen de faire sortir un bien du patrimoine : l'aliénation. Peut-on aliéner un bien propre ? Oui, mais cette aliénation est soumise à des règles spéciales.

Jusqu'au XIII^e siècle environ le consentement de la famille était nécessaire pour que l'individu puisse aliéner son propre, et il ne le pouvait qu'au cas de misère constatée authentiquement, de pauvreté jurée. Ce système de la *laudatio parentum* qui présentait de grands inconvénients (le malheureux avait le temps de mourir de faim avant que toutes les formalités nécessaires fussent accomplies) disparaît peu à peu ; les lignagers ne peuvent plus s'opposer à l'aliénation, mais ils ont la faculté d'acquérir le bien à l'exclusion de tout étranger. Puis l'aliénation est permise ; les lignagers ont la faculté de retirer l'héritage des mains de l'acquéreur, pendant un an. Le retrait lignager, c'est le dernier stade de cette évolution. On remarquera que si la liberté d'aliéner existe, le lignager continue à être efficacement protégé, car il est plus difficile de trouver un acquéreur pour un bien qui peut lui être enlevé, et le prix risque d'en subir le contre-coup. Aussi le propriétaire ne se dessaisira-t-il, la plupart du temps, que sous la pression d'une impérieuse nécessité.

Lorsqu'on applique à un bien les règles que nous venons d'examiner rapidement, ce bien est un propre. Cependant tous les propres n'y sont pas également soumis ; ceci est la conséquence directe de l'extension qu'a prise la notion de propre au XVI^e siècle et de l'évolution qu'elle a subie jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

C'est cette évolution que nous allons nous efforcer de retracer, principalement dans la Coutume de la Prévôté et Vi-

comté de Paris. Mais il est nécessaire de remarquer que, si les Coutumes diffèrent sur certains points, par exemple quant à la dévolution successorale et quant à la réserve coutumière, on rencontre dans toutes le même esprit : désir de conserver le bien dans la famille d'où il est venu. Les règles qui y sont énoncées tendent toutes vers ce but commun, qui est pour ainsi dire la fin dernière de la notion de propre. C'est un point essentiel qu'il ne faut à aucun moment de notre étude perdre de vue.

Dans un premier chapitre nous étudierons les biens susceptibles de devenir des propres et les différentes catégories de propres. Dans les six chapitres suivants nous verrons comment un bien peut devenir un propre ou le rester.

Enfin dans le huitième chapitre nous examinerons comment le propre s'est dégradé et a disparu de notre droit.

CHAPITRE PREMIER

Des différentes catégories de propres. De leur multiplication au XVI^e siècle.

Avant d'étudier les différentes catégories de propres, il est nécessaire d'examiner quels sont les biens susceptibles de posséder cette qualité. C'est en effet la différence existant entre ces biens qui donne naissance à plusieurs sortes de propres.

Pour qu'un bien puisse supporter la qualité de propre, il lui faut une permanence et une stabilité quasi parfaite, puisqu'il doit à travers les siècles assurer la subsistance d'une même famille, et lui permettre de continuer à garder sa place dans la société et dans l'état. Il semble que les meubles ne peuvent remplir ce rôle : ils n'ont ni une importance, ni une consistance suffisante, ils sont trop sujets à destruction ou à disparition. Les juristes de l'ancien droit l'ont bien compris ainsi : dans tous les pays coutumiers à l'exception de la Normandie, où les deniers peuvent être propres comme n'importe quel fonds de terre (1), seuls les immeubles sont susceptibles d'être propres (2). Ce principe étant admis, on s'est trouvé dans l'obligation d'étendre à un

(1) « Les biens donnés par mariage aux filles par père, mère, aïeuls ou autres ascendants, ou par frère et destinés pour être leur dot sont réputés immeubles et propres à la fille, encore qu'ils ne soient employés ni consignés. » Art. 511, Coutume de Normandie. Cette fiction ne doit pas être assimilée aux clauses de réalisation utilisées par les autres Coutumes ; celles-ci ne forment que des propres imparfaits.

(2) « Biens meubles ne tiennent de costé et ligne », *Lovsel, Inst.*, liv. II, titre I, 24.

grand nombre de biens la nature d'immeuble, afin d'augmenter la sécurité des patrimoines.

Au xvi^e siècle, la composition des fortunes a subi des transformations profondes. A côté des fonds de terre, des maisons, immeubles naturels, sont apparus d'autres biens. Ces biens, qui n'étaient de leur nature ni meubles ni immeubles, occupaient dans les patrimoines une place de plus en plus grande ; aussi furent-ils réputés immeubles par la Coutume ; ce sont les rentes, les offices qui aux xvii^e et xviii^e siècles constituent le fonds des fortunes.

Le développement économique, conséquence des grandes découvertes, l'afflux des métaux précieux dans notre pays, ont donné une grande importance à l'argent monnayé, ont développé les fortunes mobilières, jusqu'alors inexistantes. Auparavant, les deniers étaient en trop petite quantité pour que l'on se préoccupât de les conserver dans les familles. Peu à peu avec l'extension du grand commerce, les fortunes de certains individus s'en trouvèrent presque exclusivement composées. On jugea alors nécessaire de fournir à ces possédants un moyen d'empêcher leurs descendants de dilapider cet argent.

Par la CONVENTION, l'homme peut imposer sa volonté de conservation, en « réalisant » ses deniers, c'est-à-dire en leur donnant la nature d'immeubles (1).

Donc, il existe à la fin du xvi^e siècle, trois sortes d'immeubles, qui, transmis par un moyen faisant des propres, donnent naissance à trois catégories de propres. Ce sont : les immeubles par nature, qui font les propres « réels » ; les immeubles par volonté de la loi, qui font les propres « réputés réels » ; et enfin les immeubles par volonté de l'homme, qui font les propres « conventionnels ». Ces deux dernières catégories constituent ce que Le Brun (2) appelle les propres « fictifs », les uns provenant d'une fiction de la loi, les autres de la stipulation de l'homme.

Nous allons étudier successivement ces différents biens

(1) Les effets mobiliers peuvent aussi être réalisés, tout comme les deniers ; mais ils ont en général une moindre importance.

(2) LE BRUN, *Des successions*, tit. des Propres, p. 154.

§ I. — Les immeubles par nature, qui font les propres
« réels ».

Tous les immeubles par nature sont susceptibles de prendre la qualité de propre réel pour tous effets. Ce sont les choses corporelles, les plus solides, celles qui sont les plus faciles à conserver, et qui représentent la plus grande valeur. Les immeubles *re ipsa ex natura rei*, tels que les fonds de terre, les *res soli*, accessoires aux premiers : maisons, bâtiments. Les choses attachées aux maisons et édifices à fer et à clou, ou scellées au plâtre (1) ; on y ajoute aussi les fruits pendants par les racines, les poissons des étangs, etc., etc. (2).

§ II. — Les immeubles par volonté de la Loi, qui font les propres « réputés réels ».

Ils comprennent les choses incorporelles, dont l'immobilité n'est pas sensible. Mais elles se rattachent étroitement aux immeubles naturels, et l'ont pour ainsi dire corps avec eux : c'est pourquoi les Coutumes les ont déclarées immeubles : ce sont les cens, rentes et autres droits que les seigneurs de fiefs ont sur les héritages, par eux concédés à leurs vassaux et tenanciers, soit que l'on considère ces droits comme attachés aux fonds, ou qu'ils soient sur des fonds concédés à cette charge expresse, ou parce qu'ils produisent des revenus annuels. Telles sont les servitudes prédiales attachées à des héritages qui produisent des revenus annuels et servant à leur exploitation.

Les arrérages échus des droits seigneuriaux et les fruits non pendants par les racines sont meubles.

Toutes les rentes foncières, rachetables ou non, sont immeubles : c'est à cause du fonds que la rente est due ; elle lui est attachée et le représente. De telles rentes se créent de différentes façons : par bail à rente pur et simple, ou mêlé à quelque autre contrat. Par exemple : lorsqu'un héritage est

(1) Cout. de Paris, art. 90.

(2) *Ibid* , art. 91-92.

en partie vendu, en partie baillé à rente ; ou lorsqu'il est échangé contre un autre avec soulte, et que pour cette soulte, une rente est constituée. Au cas de partage entre cohéritiers, quand la part de l'un dépasse sensiblement celle des autres, il peut arriver que pour cette différence, il leur paye une rente ; cette dernière est une rente foncière. Par contre les intérêts dus pour un héritage vendu à terme sont meubles : ici, il n'y a pas rente foncière.

A côté de ces choses incorporelles, se rattachant directement à un fonds d'héritage, il en est d'autres existant indépendamment de tous immeubles naturels. Ici la doctrine et la jurisprudence ont apporté leur concours à la coutume, et ont ainsi largement contribué à l'extension des propres.

Ces biens incorporels sont : les rentes constituées à prix d'argent, les contrats pignoratifs et les offices.

Ces différents biens méritent une étude particulière que nous allons faire.

1^o LES RENTES CONSTITUÉES A PRIX D'ARGENT.

Apparues avec le développement du crédit commercial et industriel, elles ont pris au xvi^e siècle une importance considérable. La Coutume de Paris, lors de sa première rédaction en 1510, avait omis de régler leur nature. En effet, son article 57 relatif aux rentes, s'exprimait ainsi : « les rentes nommément constituées sur héritages, rachetables ou non rachetables, sont réputées immeubles. » Il semble bien qu'il ne s'agissait que des rentes foncières : les rentes nommément constituées sur héritages. Telle est d'ailleurs l'opinion de la doctrine ; elle s'appuie sur les termes mêmes de l'article 57 : « rentes... constituées sur héritages. . rachetables ou non rachetables. » Il faut en effet remarquer que toutes les rentes [constituées à prix d'argent sont rachetables.

Cependant certains auteurs ont prétendu qu'il suffisait qu'une rente constituée à prix d'argent fût nommément constituée sur des héritages appartenant au débiteur, pour que l'article 57 s'appliquât. Afin d'éviter la multiplication des procès qui ne manqueraient pas de se produire, à la

suite de la constitution d'une rente, il n'y avait qu'à insérer une clause particulière dans le contrat de constitution. Par exemple : On assignait la rente pour être prise et perçue sur un héritage déterminé du débiteur, au lieu de stipuler une hypothèque générale et spéciale sur tous ses biens. Ou bien on stipulait que le créancier recevrait la rente des mains du fermier. On ajoutait même parfois, que le débiteur s'était dessaisi de son héritage en faveur du créancier, lui permettant ainsi, à défaut de paiement, d'en prendre possession ; une telle rente était incontestablement immeuble. On appelait ces rentes : *rentes par assignat*, pour les distinguer des simples rentes constituées. Certains même les assimilaient complètement aux rentes foncières.

En 1580, lors de la réformation de la Coutume de Paris, les rentes constituées à prix d'argent ont pris une extrême importance dans les fortunes privées. Le roi lui-même les a multipliées : rentes sur l'Hôtel de Ville, sur les Aydes, pour subvenir aux besoins sans cesse croissants du Trésor. Aussi dut-on ajouter un nouvel article à la Coutume, l'article 94, qui déclare immeubles toutes les rentes indistinctement : « rentes constituées sont réputées immeubles jusqu'à ce qu'elles soient rachetées. » Il en résulte que : si les rentes sont immeubles, les deniers provenus de leur rachat sont meubles, même si ces deniers se trouvent encore étiquetés, et en existence. Mais l'article 94 ajoute dans un deuxième alinéa : si les rentes appartiennent à un mineur, et viennent à être rachetées durant sa minorité, les deniers remboursés conservent la nature d'immeuble. S'ils ont été remployés en héritage ou autres rentes, ces héritages ou rentes sont subrogés au lieu et place des rentes aliénées, c'est-à-dire prennent la nature d'immeuble, et la qualité de propre, si celles-ci la possédaient (1). Cette fiction légale a été introduite, à la fois pour la protection du mineur et pour celle de sa famille. L'idée qui l'a inspirée est voisine de celle qui a donné naissance à la notion de propre. Le tuteur ne peut,

(1) Les deniers provenant du rachat des rentes d'un furieux ou d'un interdit se règlent comme les deniers provenant du rachat des rentes d'un mineur. RENUSSEAU, *Traité des propres*, ch. 1, S. 10, n° 11, LE MAÎTRE, *Coutume de Paris*, tit. III, p. 126-127.

de sa volonté, rendre la succession de son pupille mobilière, et par là même, faire perdre aux biens propres leur qualité. C'est pourquoi la minorité est un obstacle perpétuel à l'aliénation des biens ; elle empêche la conversion des immeubles en meubles. Il faut que les biens du mineur possèdent en sa succession la même qualité que celle qu'ils avaient lorsqu'ils ont été recueillis par lui, nonobstant tous les changements volontaires ou forcés qui leur auraient pu survenir.

Avant la réformation de la Coutume de Paris, on ne jugeait pas ainsi. Il était admis que les deniers provenant du rachat d'une rente d'un mineur décédé en minorité allaient à l'héritier des meubles et acquêts, et non à celui des propres. Un arrêt a été rendu en ce sens, le 12 mai 1581 (1), par le Parlement de Paris.

On s'est demandé si la rente constituée au profit d'un mineur, rachetable dans un temps, était meuble ou immeuble ? Deux opinions sont en présence : la première s'attache aux termes de l'article 94 de la Coutume de Paris déjà signalé. Celui-ci n'établit aucune discrimination ; il déclare purement et simplement : « les rentes constituées sont immeubles. » Donc dès l'instant qu'une rente est constituée, même si c'est au profit d'un mineur, elle est immeuble, et sera propre à l'héritier du mineur au cas de décès de ce dernier, avant le rachat.

La deuxième opinion, au contraire, s'attache au caractère général des rentes constituées à prix d'argent : elles sont perpétuelles à l'égard du créancier. Celui-ci donne son argent sans espoir de pouvoir le répéter ; c'est pourquoi, on a pu attribuer à ces rentes la nature d'immeuble. C'est le dessaisissement total et perpétuel du principal qui immobilise la rente. Or, dans le contrat de constitution passé avec un mineur, le débiteur s'oblige envers celui-ci au rachat dans un certain délai, donc ici pas d'aliénation perpétuelle du principal. Le mineur créancier a une action contre son débiteur pour le contraindre à restituer le principal, le terme étant échu. Ainsi la rente est meuble. Cette solution paraît

(1) Dans une cause appointée au Conseil le 28 juillet 1575.

préférable à l'annotateur de Duplessis, étant donné ce que nous venons de dire.

Les rentes constituées à prix d'argent ne sont pas immeubles dans toutes les Coutumes ; bien que l'article 94 de celle de Paris ait été étendu aux Coutumes muettes ou non réformées, il ne l'a pas été à celles où une disposition expresse déclare lesdites rentes meubles. Telles sont celles de Vitry (1), Troyes (2), Reims (3), Chauny (4). Cet état de choses fait surgir certaines difficultés dans la pratique, pour déterminer si une rente constituée est meuble ou immeuble. Il est communément admis que l'on doit considérer la Coutume du domicile du créancier, non celle du débiteur, usage confirmé par divers arrêts (5). Seule la Coutume de Normandie fait exception à cette règle, en suivant la situation des biens hypothéqués par le débiteur et le domicile de ce dernier (6). Il résulte de ce qui précède que la rente peut changer de nature en changeant de créancier, et de meuble devenir immeuble, acquérant ainsi la faculté de devenir propre.

En succession sa nature est réglée par la coutume du domicile du défunt. Ceci est la conséquence directe de ce qui a été dit plus haut. Si elle est meuble dans la coutume du *de cujus*, l'héritier la recueille comme telle, même si sa propre coutume la déclare immeuble. Un fils domicilié dans un lieu régi par la Coutume de Paris, succède à son père domicilié dans un pays où celle de Reims est en vigueur : les rentes constituées qui se trouvent en sa succession sont acquêts en sa personne, parce que meubles dans la Coutume de Reims, elles ne peuvent faire des propres. Cette espèce a été jugée par un arrêt du 14 mars 1697, rapporté par Boulleinois (7). Il faut cependant dire que la rente recueillie

(1) Art. 313.

(2) Art. 66.

(3) Art. 18.

(4) Art. 66.

(5) LOUET, R., n° 31.

(6) Arrêts rapportés par BASUAGES, s/ art. 329 de la Coutume de Normandie.

(7) *Dissertation s/ Coutumes*, Quest. XI, p. 222.

comme meuble, devient immeuble en la personne de l'héritier, si la loi de ce dernier la considère comme telle.

Deux sortes de rente font exception à ces règles : ce sont les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris et les rentes sur les Aydes. C'est la Coutume du lieu où le roi assigne leur paiement qui régit leur nature (1).

Que décider pour les rentes créées par les « élus » des Etats, dans les pays d'Etats comme la Bourgogne ? Elles sont réglées par la Coutume du duché, suivie à Dijon ; telle est l'opinion générale. Elles sont meubles à l'instar des autres rentes constituées dans la Coutume de Bourgogne. Cependant elles doivent, comme les rentes constituées par les particuliers, suivre la Coutume du domicile du créancier : un arrêt rendu par la grand'chambre du Parlement de Paris, a ainsi jugé le 23 février 1741 (2) : un Parisien créancier d'une rente sur les Etats de Bourgogne la possède comme immeuble.

Qu'advient-il de la nature de la rente, si le débiteur de celle-ci est condamné comme stellionataire ? Continue-t-elle à être considérée comme immeuble, alors que le débiteur est obligé de la racheter ?

On peut dire que la rente constituée est réputée immeuble parce que le fort principal en est aliéné, et que le débiteur a la faculté perpétuelle de racheter, sans qu'il puisse y être contraint. Dès l'instant où une contrainte apparaît, il semble que l'on ne puisse plus regarder la rente que comme une chose mobilière. Néanmoins, il est plus conforme à la raison et à l'intérêt général de considérer qu'elle conserve sa nature jusqu'au rachat actuel. La condamnation est une peine contre le débiteur ; elle n'opère pas résolution du

(1) Mais si ces rentes sont passées par des étrangers, elles suivent la loi de leurs pays, ainsi qu'il ressort d'une déclaration du roi du 7 décembre 1715.

(2) LE BRUN, *Des Successions*, tit. des Propres. Entre le Marquis de Prie et la dame de Pleneuf, mère de la défunte Marquise de Prie. Le Marquis appelant d'une sentence rendue aux requêtes du Palais de Paris, au sujet de la somme de 200.000 livres provenant des rentes constituées sur les Etats de Bourgogne.

contrat. Celui-ci ne peut se résoudre que par un rachat actuel, ou le consentement des parties.

On assimile à ce cas celui du débiteur qui n'a pas fait le emploi prévu par le contrat, et qui est obligé au rachat par une sentence ou un arrêt.

Autre question : la conversion des rentes sur les Aydes fait-elle perdre à celles-ci la qualité de propre, qu'elles possédaient auparavant, s'il est déclaré dans les nouveaux contrats qu'elles proviennent des anciens, sans qu'il soit dit qu'elles conservent cette qualité ? Un arrêt du 6 août 1724, les juge propres, mais cet arrêt n'est pas conforme à l'usage constant, qui regarde ces rentes comme acquêts, quoique provenant d'anciens contrats, lorsqu'il en a été fait de nouveau ; en effet, en ce cas, la première rente a été remboursée.

Peut-on étendre les dispositions de la loi quant aux rentes constituées aux promesses de passer contrat de constitution ? Duplessis (1) estime que de telles promesses doivent être considérées comme immeubles. Il invoque pour soutenir sa théorie, trois arrêts rendus en la grand'chambre du Parlement de Paris : les 27 mai 1638 (2), 14 avril 1603 et 24 mars 1662 (3).

2^o LES CONTRATS PIGNORATIFS.

Arrivons maintenant à une autre catégorie de biens incorporels, qui, bien que différents des précédents, ne laissent pas de se rapprocher des rentes constituées à prix d'argent.

Ils tiennent lieu de contrats de constitution dans les pays où ils sont en usage. Ils ne sont pas permis dans toutes les provinces, mais seulement dans quelques-unes : l'Anjou, le Maine et la Touraine. Ils furent autorisés par le Parlement séant à Tours en 1593.

Ils sont immeubles (4), et par conséquent susceptibles

(1) Sur Coutume de Paris. *Traité des droits incorporels*, tit. 3, l. 2.

(2) AUZANET, s/ Cout. Paris.

(3) DU FRESNE, *Journal des Audiences*, tome II, livre 4, ch. 55.

(4) Arrêt du 23 août 1585, par lequel il a été ordonné qu'il serait in-

de recevoir la qualité de propres. Donc, ici encore, nouvelle extension de la notion de propre, par suite de l'importance prise par ces contrats dans les provinces où ils sont en vigueur. Ils y constituent le fonds des fortunes.

Quel est le contenu de ce contrat ? A la différence de ce qui se passe pour les rentes constituées, dans les contrats pignoratifs le fort principal n'est pas aliéné pour toujours. Sa formation nécessite trois opérations connexes, étroitement liées :

1° Celui qui veut emprunter vend son héritage pour la somme dont il a besoin ;

2° Il stipule la faculté de le rémérer au bout d'un certain temps ;

3° Le prêteur laisse l'héritage à l'emprunteur, contre le paiement d'un loyer ou fermage, qui représente justement l'intérêt de la somme prêtée.

Ce contrat n'opère pas une translation de propriété, mais une simple impignoration.

C'est la création d'un revenu annuel sur un héritage par une vente simulée ; c'est une fiction.

Le contrat demeure-t-il immeuble quand le délai fixé pour le réméré est expiré, et que le créancier a fait condamner le débiteur (1) à payer ? Nous avons vu plus haut que la rente constituée était immeuble jusqu'au rachat effectif. Le contrat pignoratif, lui aussi, reste immeuble jusqu'au paiement effectif du fort principal. En effet, lorsque le créancier poursuit son débiteur en remboursement du fort principal, il ne fait que poursuivre l'exécution du contrat ; la condamnation de l'emprunteur ne saurait changer la nature de la dette.

Cependant on pourrait objecter deux arrêts : l'un rendu le 15 juillet 1589 en la troisième chambre des enquêtes du Parlement de Paris (2), l'autre rendu au mois de mars 1584 (3),

formé par turbe de l'usage de la Coutume d'Anjou et que, par manière de provision, les choses acquises par le contrat pignoratif seraient par-tagées comme immeubles avec l'argent qui en procéderait. L'enquête n'eut pas lieu, les parties acceptant le *statu quo*.

(1) Ici le créancier est le prêteur, et le débiteur l'emprunteur.

(2) LOUER, *Recueil*... Lettre D, n° 30.

(3) Entre Messieurs Bailli et de Mesme, RENUSSON, ch. 5-54, n° 3.

lequel a jugé que les deniers provenus d'un héritage acquis avec faculté de réméré et retiré après décès de l'acquéreur sur ses héritiers, seraient partagés également entre eux, sans droit, ni prérogative d'aînesse, ni exclusion des filles. On répondra à cette objection, en faisant remarquer qu'il s'agit dans ces espèces non de contrats pignoratifs, mais de deux contrats de nature différente : contrats d'engagement et de vente avec faculté de réméré. Ces deux arrêts doivent être limités à leur cas particulier. D'ailleurs, si nous les examinons, nous devons observer que les domaines du roi engagés et les héritages acquis avec faculté de réméré sont des immeubles, tout comme les héritages que nous acquérons purement et simplement.

De plus, les biens d'une succession se considèrent au moment où elle est échue ; donc si le défunt avait acquis un héritage avec faculté de réméré, et que ledit héritage ne fût retiré qu'après son décès, les deniers provenant du retrait doivent appartenir à l'héritier auquel aurait appartenu l'héritage ; sa part doit être égale à celle qu'il aurait eue dans le bien retiré ; si ce dernier était propre, les deniers vont à l'héritier des propres.

On peut faire la même remarque à l'égard des rentes constituées avec faculté perpétuelle de rachat. Si une personne décède laissant une rente constituée qui lui est propre, et que le débiteur rembourse le fort principal après son décès, les deniers provenus du remboursement vont à l'héritier des propres. Il a été jugé ainsi, en la cinquième chambre des enquêtes du Parlement de Paris le 28 juin 1602 (1), au sujet d'un office domanial (2). Voici l'espèce : Jean Baillivière avait acquis pendant son mariage le greffe de Fontenay. Sa femme décède, puis son fils sans enfant. Depuis le décès du fils, le greffe est racheté par le roi ; le père, héritier mobilier, prétend succéder aux deniers. Ils furent adjugés à l'héritier des propres du fils. Il ne fallait pas considérer les

(1) RENUSSON, *Traité des propres*.

(2) Dans ce cas l'office rachetable perpétuellement est assimilé à une rente constituée. Car à cette époque la plupart des offices étaient encore considérés comme meubles.

deniers mais la nature de l'office en la personne de l'officier défunt au temps du décès.

Renusson assimile tous ces cas, et prouve ainsi que le contrat pignoratif demeure immeuble, et propre, s'il possédait cette qualité jusqu'au paiement effectif de la somme due par l'emprunteur.

3^o LES OFFICES.

Abordons enfin l'étude des biens qui furent les derniers à être réputés immeubles. Ils sont très différents des précédents. Celui qui les reçoit est en même temps revêtu d'une fonction publique. En payant le prix au roi ou à un particulier suivant les circonstances, il achète le droit d'exercer ladite fonction, et dans certains cas de percevoir à cette occasion des redevances sur les particuliers qui requerront ses services.

« Les offices sont une espèce de biens, toute particulière et extraordinaire, laquelle à proprement parler n'est ni meuble ni immeuble (1). »

Ces biens, au début du xvi^e siècle, étaient considérés comme de véritables meubles, et par là même, ils ne pouvaient recevoir la qualité de propre. Elle leur eût d'ailleurs été fort inutile : ils ne représentaient pas alors une valeur réalisable dans le patrimoine de l'individu, et n'étaient pas transmissibles héréditairement.

La Coutume de Paris de 1510 ne contient aucune disposition quant aux offices. Mais la vénalité, ayant été introduite par la suite, en 1580 les offices vénaux furent déclarés immeubles par l'article 95 de la nouvelle Coutume.

Les termes de cet article sont d'ailleurs restrictifs : Ils ne s'appliquent qu'aux offices domaniaux et aux offices de finance, seuls vénaux à cette époque ; les offices de judicature sont exclus ; mais devenus vénaux plus tard, ils se sont alors trouvés soumis à l'article 95, et assimilés aux autres par la jurisprudence.

De plus l'article 95 attribue la nature d'immeuble dans un cas déterminé : quand il est saisi sur le débiteur avant

(1) AUZANET, s/ art. 95 de la Coutume de Paris.

résignation admise au profit d'un tiers. La jurisprudence a ici construit ce que la loi avait omis ou n'avait osé construire : elle a poursuivi l'œuvre ébauchée par la coutume, elle a fait les offices propres pour tous effets (1), et a ainsi contribué à élargir le domaine d'application de la notion de propre.

Cette jurisprudence a varié avec la nature de l'office. Rensu-son distingue trois classes d'offices :

1^o Les offices domaniaux ;

Ce sont ceux dont la nature est la plus proche de celle des rentes constituées à prix d'argent. Depuis l'ordonnance de 1566 ils sont vendus avec une faculté de rachat perpétuelle. Ils sont sujets à vente et à revente ; ordinairement ces ventes et reventes ont lieu entre particuliers, sans qu'il soit besoin de payer finance au roi.

Ces offices sont héréditaires, peuvent être possédés par une femme ou un mineur, et exercés par un commis ou un fermier.

2^o Les offices de finance et de judicature ;

3^o Les offices de la Maison du roi ;

Gouvernements, offices de guerre, maisons des princes. Offices d'une nature particulière : ce sont des commissions qui vaquent à la mort du titulaire. Mais peu à peu l'usage s'établit de les conserver aux héritiers. Puis il arrive que le roi accorde quelquefois à l'officier des brevets de retenue pour une certaine somme, qui à sa mort est payée par son héritier. Bien que le roi ne vende pas ces offices, les particuliers négocient entre eux la démission et le crédit de celui qui la fait agréer par le roi.

Ainsi nous voyons s'affirmer une tendance très nette à transformer l'office, bien incorporel dont l'individu n'a que la jouissance partielle et viagère, en un élément stable et négociable du patrimoine.

Comme nous l'avons dit plus haut, la coutume déclare l'office immeuble dans un cas très particulier qui ne saurait nous intéresser. Ce sont les constructions doctrinales et

(1) Les offices, bien que propres de communauté de succession, puis de disposition, ne le sont cependant jamais de retrait ; ils ne sont pas soumis au retrait lignager jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, ceci pour des raisons tenant à leur nature particulière.

jurisprudentielles qui ont réussi à forcer le cadre coutumier, et à déterminer le mouvement qui aboutit à l'édit de 1683 (1).

Loyseau (2) considère les offices comme meubles en succession. Chopin et Tronçon sont du même avis. Ce dernier remarque deux arrêts conformes à cette opinion : l'un du 9 janvier 1593, par lequel il fut jugé que l'office du père, échu à ses enfants, devait appartenir à la mère héritière des meubles, au décès de l'un desdits enfants ; l'autre du 22 décembre 1617, rendu en la première chambre des enquêtes du Parlement de Paris, a jugé que les deniers provenant de la vente d'un office acquis par le père durant son mariage, dont la moitié était échue aux enfants comme héritiers de la mère, appartiendraient au père en qualité d'héritier mobilier de ses enfants (3).

Tant que les offices n'ont représenté qu'une faible valeur pécuniaire, les familles ont accepté très volontiers de les voir meubles dans les successions. Mais avec le développement de la vénalité, ils sont devenus une portion importante de la fortune familiale. On a voulu, alors, leur donner la qualité de propre, afin de les conserver. Pour ce faire, il fallait qu'ils fussent tous et pour tous effets (non pas seulement dans le cas de l'article 95) réputés immeubles. La jurisprudence s'est chargée d'accomplir cette transformation, avec l'aide de la doctrine.

Certains prétendent que les offices ne peuvent devenir propres parce que l'héritier n'y succède pas purement et simplement ; il n'en est revêtu qu'après avoir obtenu des lettres de provision du roi. Cette objection paraît avoir peu de valeur : bien que des lettres de provision du roi soient nécessaires à la prise de possession par l'héritier, il ne reçoit l'office que parce qu'il succède à l'officier. Il détient l'office au titre d'héritier, cela est suffisant pour que l'office devienne propre en sa personne. On peut considérer l'obtention des lettres de provision comme une simple formalité, surtout avec le développement de la vénalité.

(1) Edit qui a déclaré les offices immeubles pour tous effets.

(2) *Traité des offices*, l. 3, ch. 10, n° 15.

(3) Dans cette espèce, les enfants étaient mineurs.

Les offices domaniaux furent les premiers à être tenus pour immeubles et propres en succession. Loyseau (1) les déclare tels, alors qu'il regarde les autres comme meubles. Au début du xvii^e siècle, la jurisprudence a utilisé les similitudes qui existaient entre les rentes constituées à prix d'argent et les offices domaniaux : ceux-ci vendus avec faculté de rachat perpétuelle, sont considérés comme des rentes constituées sur le roi ou le domaine. Il en est ainsi dans l'arrêt rendu le 28 juin 1602 (2) ; Renusson le cite d'ailleurs à l'appui de ses théories sur les rentes constituées. Cette assimilation jurisprudentielle existe donc aussi dans la doctrine.

Quant aux offices de finance : Un arrêt du 17 septembre 1607 (3) marque à leur égard un pas important : jusqu'à cette époque lesdits offices étant meubles, entraient dans la communauté entre époux lors du mariage de l'officier. L'arrêt susnommé a jugé qu'un office de trésorier de France en la généralité d'Orléans, dont le sieur de la Grange était pourvu avant son mariage, était exclu de la communauté. N'était-ce pas implicitement donner audit office la nature d'immeuble ? On en faisait un propre de communauté ; ne pouvait-on en faire un propre de succession ?

Cependant, cette évolution se fit peu à peu. On commence à considérer les offices comme propres en succession, dans un cas bien déterminé : quand l'office échoit à un mineur, venant de son père. Un arrêt du 26 mai 1629 (4) a jugé que la moitié d'un office acquis par le père, pendant son mariage, échue à l'enfant après le décès du père, était propre en la succession dudit enfant, et adjudgée comme telle à l'oncle paternel, à l'exclusion de la mère héritière mobilière (5).

On étend purement et simplement aux offices les dispositions de l'article 94, quant aux rentes appartenantes à un

(1) *Traité des offices*, l. 3, ch. 9, n° 14 ss.

(2) Greffe de Fontenay, 5^e Chambre des Enquêtes du Parlement de Paris.

(3) Arrêt rendu en robes rouges par Monsieur le Président de Harlay rapporté par MONTHOLON : *Arrests de la Cour*...

(4) Rendu en la 4^e chambre des Enquêtes du Parlement de Paris.

(5) DE FERRIÈRE, *Corps et Compilation*... t. IV, sur l'art. 326 de la Coutume de Paris.

mineur et rachetées pendant sa minorité. La doctrine admet (1) que les deniers trouvés en la personne d'un mineur, procédant du traité d'un office, dont son père était pourvu à son décès, tiennent lieu de propres audit mineur. L'arrêt du 14 mars 1633 (2) est la source même de cette opinion, exprimée par la presque totalité des juristes des xvii^e et xviii^e siècles ; en voici l'espèce : M. de la Rubie, conseiller au Grand Conseil, meurt revêtu de son office ; il laisse des enfants mineurs. Ledit office est vendu, et l'argent provenu de la vente remployé en rentes. L'un des enfants décède mineur : contestation s'élève entre la mère, héritière des meubles, et les frères et sœurs du défunt, héritiers des propres. Ces derniers invoquent l'article 94 de la Coutume de Paris : les deniers provenant du rachat des rentes appartenantes à un mineur, ou « le remploi d'iceux », sont propres si les rentes avaient cette qualité. Ils estiment que l'on doit juger la même chose pour les offices, « plusieurs mettant la meilleure partie de leurs biens en office ». La mère, au contraire, prétend que l'article 94 ne doit s'appliquer qu'aux rentes, et que l'article 95 ne répute les offices immeubles que dans un cas très particulier, qui n'est pas celui dont il s'agit. L'arrêt fut rendu contre la mère ; on peut dire qu'il a jugé ainsi eu égard aux circonstances, la mère remariée, ayant fait de grands avantages à son second mari. Renusson pense qu'il en aurait été de même si la mère était restée veuve. Cette opinion est confirmée par les arrêts qui vont suivre, extraits d'une jurisprudence abondante :

1^o Arrêt du 7 septembre 1634 (3), rendu en la 2^e chambre des enquêtes du Parlement de Paris ;

2^o Arrêt du 31 mai 1636 (4), confirmant la sentence du

(1) AUZANET, DE FERRIÈRE, RENUSSON, etc...

(2) Rapporté par tous les docteurs et les arrêlistes AUZANET, DE FERRIÈRE, DU FRESNE, RENUSSON, etc...

(3) Au profit d'Elisabeth Le Gras, contre Demoiselle Marthe du Pont, sa mère, déboutée de sa demande afin de succéder aux parts et portion ayant appartenu à Marthe et Marie, ses filles, dans les deniers procédant de l'Office de Conseiller au Grand Conseil de défunt Pierre Legras sieur des Rozeaux, leur père. BRODEAU, sur LOUET, *Recueil*..., lettre O, ch. iv.

(4) Le procès était débattu entre les enfants issus de deux lits au

bailli de Blois qui déclarait propre paternel des enfants les deniers provenus des offices vendus par le père ,

3^o Arrêt du 28 avril 1646 (1), rendu en la 1^{re} chambre des enquêtes du Parlement de Paris, sur appel d'une sentence du prévôt de Paris.

Tous ces arrêts ont un but commun : exclure la mère de la succession aux deniers provenant des offices dont le père était pourvu avant son mariage. L'arrêt du 31 mai 1636 semble différer légèrement, mais il a été rendu dans des circonstances de fait particulières (2). Il nous faut cependant remarquer, que dans toutes ces espèces les deniers appartenaient à des enfants mineurs ; s'ils étaient décédés majeurs, les deniers eussent été mobiliers ; ceci est d'ailleurs généralement admis pour les propres, à moins qu'il n'y ait une clause spéciale, dans le contrat de vente par exemple (3).

La qualité de propre ainsi attribuée aux deniers n'est pas consommée par le premier degré de succession ; la mère ou l'aïeule sont perpétuellement exclues d'y succéder, comme héritières mobilières de leurs enfants ou petits-enfants : un arrêt a été rendu en ce sens le 2 août 1636 (4).

Enfin, en 1653, la dernière étape est franchie : les offices sont déclarés propres en succession, à l'égard de toutes personnes, par un arrêt du 15 décembre (5), dont voici l'es-

sujet des deniers provenant des Offices de Jean Lambelin leur père décédé ; ces deniers auraient été distribués entre eux ; mais quatre enfants du deuxième lit décédés, deux avant, deux après leur mère, les frères et sœurs germains prétendirent succéder seuls à ces deniers en qualité d'héritiers des meubles et acquêts (Coutume de Blois, article 155). Mais les deniers furent jugés propres paternels et partagés entre tous. RENUSSON, DE FERRIÈRE, etc...

(1) Entre Thomas le Comte et Jeanne Chuttin sa femme, héritière des propres paternels de Françoise Chuttin sa nièce et Elisabeth Joly mère de Françoise. Les deniers procédant de la vente d'un office dont le père était pourvu avant son mariage furent adjugés à Jeanne Chuttin à l'exclusion de la nièce héritière des meubles. DE FERRIÈRE, s/ Cout. de Paris, article 326, glose I.

(2) Il ne fallait pas dépouiller les enfants du premier lit au profit des autres.

(3) V. *infra*. De la Subrogation.

(4) DE FERRIÈRE, s/ article 326 de la Coutume de Paris, gl. I.

(5) En la grande Chambre du Parlement de Paris, sur les conclusions de l'avocat général Talon. Arrêt confirmatif de la sentence du bailli de Noyons.

pèce : Anne de la Grange avait épousé en premières noces Nicolas Caron dont elle eut trois enfants ; en deuxièmes noces Charmolüe, dont elle eut deux enfants. Ce dernier mari donna en mariage à son fils majeur, l'office d'élu à Noyons, avec tous gages et droits attribués, dont lui-même était pourvu. Le fils décède après ses père et mère, laissant pour héritiers sa sœur germaine Catherine et ses frères utérins. L'office fut adjugé à Catherine comme propre paternel, à l'exclusion des frères utérins ; les juges ont ici appliqué la règle *paterna, paternis, materna, maternis*.

A partir de cette date, les offices furent toujours considérés comme propres de succession (1). En 1683, l'édit promulgué à leur sujet, n'a fait que consacrer l'œuvre de la doctrine et de la jurisprudence, en les déclarant immeubles pour tous effets.

Certains auteurs (2) ont alors estimé que les offices devaient être soumis comme les propres réels, à la réserve coutumière. Cette opinion a été soutenue par des arrêts rendus au XVIII^e siècle (3), les 7 juillet 1693, 9 septembre 1709, 17 avril 1731. On en faisait ainsi des propres de disposition, ce qui renforçait encore le droit de la famille, puisque l'officier ne pouvait léguer que le cinquième de son office.

Nous constatons donc, en cette matière, une évolution très marquée, dans le sens de l'extension de la notion de propre : on est arrivé à faire des offices des propres pour tous effets, à l'image des propres réels et naturels. Sans doute, on ne leur applique pas le retrait lignager ; mais cela tient à leur nature même ; ils doivent pouvoir circuler librement, et ils ne sauraient être retirés sur une personne à laquelle le roi a accordé des lettres de provision.

(1) Avant 1653 on jugeait déjà les offices propres en succession, mais la Jurisprudence manquait de fermeté ; c'est pourquoi on a marqué cette date. En réalité, il n'y a pas eu de périodes aussi tranchées, la transformation s'est faite progressivement.

(2) DE FERRIÈRE, LE MAÎTRE.

(3) Annotateurs de LE BRUN. *Traité des successions*, tit. des Propres.

On jugeait autrefois pour la négative. Arrêt du 26 mars 1638 au sujet de l'office de Monsieur de Brion, Arrêt du 4 mai 1692.

Il nous reste une dernière question à étudier : qu'advient-il si un office propre est supprimé, puis rétabli ?

Il faut distinguer ici, les offices de finance et de judicature des offices domaniaux. Si un office de judicature ou de finance est supprimé puis rétabli moyennant une taxe, il conserve sa qualité première ; s'il était propre, il l'est à nouveau. Cette solution est conforme à l'opinion des auteurs : l'office ayant été rétabli, le premier titre subsiste ; l'héritier des propres y succède, sans même devoir récompense de la taxe à celui des acquêts.

Certaines difficultés se présentent au sujet des offices domaniaux, qui sont soumis à une faculté perpétuelle de rachat. Un de ces offices, propre à un individu, est racheté par le roi ; il est revendu par la suite et il se trouve adjudgé au même titulaire : reprend-il la qualité de propre qu'il possédait auparavant ?

Renusson considère que le premier titre est complètement éteint, et il estime que l'on doit seulement tenir compte de la nouvelle adjudication ; l'office ne peut être qu'un acquêt.

Loyseau (1) ne partage pas cette opinion ; pour lui, l'office ainsi adjudgé continue à être propre jusqu'à concurrence de l'ancienne finance, l'augmentation du prix étant acquêt. Il admet cela même si l'office est passé par des adjudicataires intermédiaires. On peut remarquer ici la tendance de certains auteurs à étendre démesurément la notion de propre. Renusson discute le point de vue de Loyseau, et s'appuie pour le détruire, sur les difficultés qu'il peut faire surgir en présence d'un héritier des propres et d'un héritier des acquêts. Il prétend qu'un office ne saurait appartenir à la fois à deux héritiers, ni être en partie propre, en partie acquêt. Il pense qu'il ne peut non plus devenir la propriété de l'héritier des propres, à l'exclusion de celui des acquêts, car le premier titre échu au défunt de la succession de son père ne subsistait plus au moment de son décès, le *de cujus* n'était plus pour l'office qu'un adjudicataire ordinaire. Il ajoute même que l'héritier des acquêts ne doit pas être tenu

(1) *Traité des offices*, l. 2, ch. 7, n° 53.

de rembourser la finance à celui des propres : « Les successions se partagent en l'état où elles se trouvent. » Il étaye toute cette construction à l'aide d'un arrêt du 4 mars 1652, dont voici l'espèce : en 1618, Pierre de Reims achète une charge ou commission du greffe civil de l'audience du Châtelet de Paris. En 1624, il se marie en troisièmes noces et stipule ledit office propre à lui et aux siens de son côté et ligne. En 1641, le roi fait procéder à une nouvelle revente et adjudication des greffes, après avoir remboursé les titulaires d'une façon minime : Pierre de Reims avait seulement touché 2.500 livres sur les 22.000 qu'il avait précédemment payées. Pour se maintenir et conserver dans sa charge, il dut verser la somme de 70.000 livres.

Après son décès, les enfants du deuxième lit prétendaient que le greffe était un propre de leur père et devait, en cette qualité, leur appartenir. La finance qu'il avait à nouveau payée était un supplément, et seul ce supplément devait être conquêt de communauté.

La veuve, au contraire, réclamait le tout comme conquêt de communauté.

Le Prévôt de Paris déclare l'office conquêt de communauté, « mais à la charge que sur le prix d'icelui, distraction serait faite de la somme de 22.000 livres, au profit des enfants du deuxième lit ». Sur appel, la sentence fut confirmée.

Du Fresne (1) tire de cet arrêt des conclusions différentes de celles de Renusson : « Un greffe civil revendu et adjudgé par nouvelle adjudication au commissionnaire d'icelui, qui avait payé finance de la commission à l'engagiste, est réputé propre en famille jusqu'à concurrence de ladite finance, bien qu'elle soit demeurée presque toute perdue par ladite revente. »

Cette opinion paraît plus conforme à la vérité que celle de Renusson, elle concorde avec celle de Loyseau. En effet, à quel titre auraient été soustraites les 22.000 livres, si ce n'est au titre de propre, d'autant plus que la première finance avait été pour ainsi dire perdue ?

(1) *Journal des audiences*, t. I.

Au dix-huitième siècle, on admet même que la finance d'un office supprimé, non remboursée, n'est pas mobilière et n'est pas comprise dans une donation du mobilier ; un arrêt du 8 mars 1736 en a ainsi jugé. Cela semble bien impliquer que si l'office était propre, la finance non remboursée conserve cette qualité.

Etudions maintenant la troisième et dernière catégorie d'immeubles.

§ III. — Les immeubles par volonté de l'homme qui font les propres « conventionnels ».

Ces biens sont meubles selon la loi, mais l'individu peut par la « convention » leur donner la nature d'immeubles et la qualité de propres. C'est pourquoi on appelle ces propres *les propres conventionnels*. Il nous faut cependant dire que des biens immeubles ou réputés tels peuvent être propres conventionnels, s'ils ont reçu cette qualité dans certaines conditions (1). Mais ils diffèrent des autres propres conventionnels, parce qu'ils peuvent devenir propres réels ou réputés réels.

Ceci dit, examinons comment il est possible d'imprimer à des meubles la nature d'immeubles, c'est-à-dire comment on peut les « réaliser » et leur donner la qualité de propres, la stipulation ayant ici un double effet : elle immobilise le bien en le rendant propre.

Ces sortes de stipulation ont été autorisées pour la conservation des familles, pour qu'un individu dont la fortune consiste surtout en meubles puisse la sauvegarder. Elles ne peuvent être faites que dans les contrats de mariage (2). Dans ces contrats on peut déroger aux coutumes, pourvu que ces dérogations ne portent pas préjudice à un tiers, ne blessent pas l'intérêt public, et ne soient pas contraires aux bonnes mœurs. Les conventions de propres ne sont ni

(1) Art. 246, Cout. de Paris : « Chose immeuble donnée à l'un des conjoints pendant leur mariage à la charge qu'elle sera propre au donataire ne tombe en communauté... »

(2) Cette qualité peut aussi être attribuée dans les donations. Le donataire est libre d'accepter ou non. Mais ici la stipulation n'a pas d'effets en succession si ce n'est en ligne directe.

prohibées par les lois, ni contraires aux bonnes mœurs ; elles sont conformes à l'intérêt public, le désir de celui-ci étant de conserver les biens dans les familles afin d'assurer convenablement leur subsistance.

Il existe deux sortes de réalisation : la réalisation expresse que l'on peut aussi qualifier de directe, et la réalisation tacite ou indirecte.

Elle est expresse lorsque tout ou partie du mobilier est stipulé propre. Elle est tacite lorsqu'on convient qu'une somme d'argent sera employée en achat d'héritages qui seront propres à l'un des conjoints (1), tacite aussi lorsqu'on stipule qu'une partie de la somme seulement entrera en communauté (2).

Il y a plusieurs sortes de propres conventionnels : la réalisation ne fait pas toujours des propres de succession. Elle donne le plus souvent naissance à des propres d'une nature particulière : les propres de communauté (v. *introduction*). Ces biens, à la mort du conjoint qui en était propriétaire, vont à son héritier des acquêts.

Pour qu'il y ait création de propres de succession, il est nécessaire que la stipulation soit rédigée d'une certaine manière. Il ne suffit pas d'écrire : « telle somme de deniers sera propre à la future épouse » ; l'on ne formerait qu'un propre de communauté. Il faut que la clause soit ainsi conçue : « telle somme de deniers sera propre ou sera employée en héritages qui seront propres à la future épouse et aux siens de son estoc et ligne ». Il y a encore ici une distinction à faire : si l'on écrit que les deniers seront propres à la future épouse et aux siens, on crée un propre de succession, mais un propre de succession limité dans ses effets : au décès de l'épouse au profit de laquelle on avait inséré cette clause, les deniers vont aux enfants, le père est exclu d'y succéder jusqu'au décès du dernier d'entre eux.

(1) Art. 93 de la Coutume de Paris : « Somme de deniers donnée par père, mère, ayeul ou ayeule ou autres ascendants à leurs enfants, en contemplation de mariage pour être employée en achat d'héritages, encore qu'elle n'ait été employée, est réputée immeuble à cause de la destination. »

(2) Ici la réalisation ne crée qu'un propre de communauté.

Si l'on écrit : les deniers seront propres à la future épouse et aux siens de son estoc et ligne, ils vont après le décès des enfants, aux collatéraux de leur mère, après quoi ils reprennent leur nature de meubles et leur qualité d'acquêts.

Le propre conventionnel est donc loin d'avoir les effets des autres. Il ne possède la qualité de propre que momentanément (1) afin de conserver à la famille de l'un des conjoints une certaine somme d'argent. Cette institution vise surtout à empêcher le mari ou la femme et sa famille de profiter des meubles ayant appartenu à l'autre conjoint ou à sa famille.

La réserve coutumière n'existe pas ici, le conjoint doté peut disposer de la totalité du propre conventionnel, même si les deniers ont été employés en héritages (2).

Au cas de non-paiement de la somme destinée en emploi, elle est meuble entre les mains de celui qui la doit, ainsi qu'il a été jugé par un arrêt du 21 août 1607 (3).

(1) Il est bien entendu que si la somme de deniers a été employée en héritages et que ces héritages tombent en succession, ils deviennent propres réels en la personne de l'héritier.

(2) BRODEAU, s/ article 93 de la Coutume de Paris. On peut toutefois faire une stipulation de Propres conventionnels pour tous effets ; mais elle s'éteint lorsque la chose est une fois échue en ligne collatérale.

(3) LOUET D., n° 66.

CHAPITRE II

De l'influence des successions sur les immeubles et sur les propres.

Après avoir étudié les différentes catégories d'immeubles susceptibles de recevoir la qualité de propres, nous allons examiner comment ils la reçoivent et la conservent.

Dans ce chapitre nous verrons la principale source du propre ; le mode de transmission des biens qui est à l'origine même de la notion de propre : la succession.

C'est par la succession qu'un acquêt devient propre ; c'est grâce à elle qu'un propre conserve sa qualité. Le propre étant essentiellement le bien venu de la famille ne peut être arrivé au *de cuius* que par succession ou donation. Il est communément admis par toutes les coutumes qu'un immeuble échu par succession à quelque degré que ce soit est propre à l'héritier (nous ne considérons ici que la succession *ab intestat*).

Il nous faut cependant établir une distinction entre le bien acquêt échu par succession, et, de ce fait, devenu propre entre les mains de l'héritier des acquêts ; et le bien propre en la personne du *de cuius*, qui continue à l'être en celle de l'héritier des propres. Le premier de ces propres est appelé **NAISSANT** : « qui ne commence à faire souche et prendre cette nature, qu'en la personne de celui de la succession duquel il est question (1). » Le deuxième est appelé **ANCIEN** : « propre de race qui procède de souche et estoc » (2).

Toutes les coutumes ne connaissent pas cette distinction, notamment celle de Normandie. Elle a été faite uniquement

(1) CHARONDAS, t. II, p. 462.

(2) *Ibid.*

au point de vue de la dévolution successorale : les propres anciens appartiennent à ceux de la souche, tandis que les naissants vont aux plus proches parents (1). Toutefois, comme l'a écrit Charondas, il faut bien se garder d'étendre de telles dispositions, car les biens qui viennent par succession doivent être réputés propres anciens. Le Parlement de Paris a jugé au début du dix-septième siècle (2), que les propres devaient être dévolus sans distinction de naissants ou d'anciens. Nous voyons donc encore ici, une extension de la notion de propre : on assimile le bien qui vient de recevoir la qualité de propre à celui qui la possède depuis des générations.

Dans l'Edit des Mères promulgué à Saint-Maur par Charles IX, en mai 1567, cette assimilation était déjà faite. Cet édit excluait les mères de la succession aux propres de leurs enfants, aux propres anciens comme aux propres naissants (3). L'exclusion concernait aussi les pères et autres ascendants. Ces mesures étaient destinées à étendre la notion de propre aux pays de droit écrit. Les Parlements de Guyenne, de Toulouse et de Dijon refusèrent d'enregistrer l'édit. Il ne fut pas appliqué dans la majorité des provinces.

Étudions maintenant l'influence des différentes successions sur les immeubles acquêts et propres. Nous verrons ensuite les répercussions de certaines difficultés successorales sur leur qualité.

§ I. — Des divers ordres de succession. De leur influence sur les immeubles échus aux héritiers.

Les successions diffèrent quant à la dévolution : il y a d'abord les successions en ligne directe, dévolues aux descendants et aux ascendants ; puis les successions en ligne collatérale.

La succession dévolue aux descendants est la plus natu-

(1) L'arrêt des Grassins rendu par le Parlement de Paris le 23 septembre 1595 en a ainsi jugé.

(2) CHARONDAS, t. I, liv. X, p. 488.

(3) Ici les propres naissants sont les biens acquis par le père échus aux enfants depuis son décès.

relle, celle qui doit logiquement être favorisée. Dès l'origine le propre est essentiellement le bien échu à un descendant de l'acquéreur. Par la suite on a étendu cette conception par trop étroite. Cependant certaines coutumes sont restées fidèles à cette conception première ; ce sont les coutumes souchères dont nous avons parlé plus haut (v. *Introduction*) : pour hériter un propre dans ces coutumes, il faut descendre de l'acquéreur, de celui qui a mis le bien dans la famille.

Au sujet de la succession dévolue aux ascendants, il y a de nombreuses controverses entre les auteurs. Certains, comme Le Brun, prétendent qu'une telle succession ne saurait former des propres ; elle est contre nature, l'acquêt du fils échu au père reste acquêt en la personne de celui-ci. La règle *paterna paternis, materna maternis*, n'a été introduite que pour empêcher les biens qui viennent aux enfants de passer dans une famille étrangère. Cette règle ne peut être appliquée aux acquêts des enfants parvenus à leurs père et mère par succession ; ces biens ne peuvent être propres de ligne, tous les parents du père l'étant également du fils.

Cependant ces auteurs admettent que le bien propre aux enfants, auquel le père ou la mère succède en qualité de plus proche héritier du côté et ligne, reste propre. Ils en concluent : si la succession des ascendants ne forme pas de propres, du moins elle les conserve.

Ils appuient leur manière de voir sur un arrêt rendu le 31 juillet 1675 (1), par la 2^e chambre des enquêtes du Parlement de Paris, sur appel d'une sentence du Châtelet du 17 août 1674. Cet arrêt a jugé que les héritages échus au mari de la succession de ses enfants ne sont pas sujets au douaire coutumier. Le Brun conclut : ces successions ne forment pas de propres.

Mais cet arrêt ne décide nullement la question, et l'on ne saurait en tirer une telle conclusion. Les biens échus par succession collatérale à un mari, lui sont propres, et cependant ils n'augmentent pas le douaire coutumier.

(1) *Journal du Palais*, t. I, p. 691. Entre les administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Reims, donataire universel d'Adam du Puy, sieur de Roquemont, et Dame Jeanne Félix, sa veuve,

La majorité des auteurs estime que cette succession, bien que contraire à l'ordre naturel, n'est pas moins favorable que celle des collatéraux, qui fait des propres. Comme elle, elle est échue par la disposition de la coutume (1). Lamignon dans ses arrêtés (2) partage nettement cette opinion, confirmée par la jurisprudence. Un arrêt du 20 février 1574 juge qu'une « mère héritière de sa fille quant aux acquêts ne peut disposer que du cinquième d'iceux, dans la coutume de Montfort, ainsi lesdits acquêts sont censés être propres à ladite mère » (3).

Un autre arrêt rendu le 16 mars 1723 (4), juge qu'il y a lieu d'admettre le retrait lignager au sujet d'une maison vendue par la comtesse de Bouligneux, cette maison lui étant advenue par succession de son fils, qui la possédait comme acquêt.

Un arrêt rendu par le Parlement de Normandie le 23 mai 1623, juge que les acquêts faits par un fils mort sans enfants tiennent lieu de propres à sa mère et doivent dans la succession de cette dernière appartenir à l'héritier des propres.

Ceci posé, examinons une autre question. On admet dans la plupart des Coutumes que le père et la mère ne peuvent hériter des propres de leurs enfants : « Propres ne remontent », si ce n'est comme plus proche héritier de la ligne. Cependant certains propres leur appartiennent de droit : ce sont les immeubles par eux donnés à leurs enfants ; ces biens sont, par le fait même de la donation, demeurés ou devenus propres entre les mains des donataires. Revenus aux parents en vertu du droit de retour, quelle qualité possèdent-ils ?

Renusson considère que le bien est revenu à l'ascendant

(1) Art. 230, Coutume de Paris : « la moitié des conquêts venus aux héritiers du trépassé est le propre héritage desdits héritiers. »

(2) Titre des propres, art. 1: « Les immeubles même ceux acquis par le défunt, échus par succession aux descendants, ascendants et collatéraux sont propres aux héritiers. »

(3) LE VEST, arrêt 231 entre Christophe de la Chaussée et Robert des Prez et Madeleine de la Chaussée sa femme.

(4) GUYOT, au mot « propre », § 1. Succession.

donateur, non pas *jure hereditario*, mais *jure reversionis* ; il déclare avec Le Brun, que le bien ainsi échu est propre s'il l'était primitivement en la personne de l'ascendant ; s'il lui était acquêt il lui revient en cette qualité.

Mais Renusson se trompe en disant que l'héritage retourne plutôt *jure reversionis quam jure hereditario* ; le droit de retour est, en pays coutumier, un véritable droit de succession (1). La succession dévolue aux ascendants fait des propres ; elle ne saurait les éteindre. Donc, tout immeuble donné par un père à son fils et retourné au père en vertu du droit de retour est propre entre ses mains. Cette opinion a été adoptée par un arrêt du 1^{er} septembre 1762 (2), qui a jugé le comté de Chaumont, donné par la duchesse de Bauvilliers à son petit-fils le prince de Tonnay-Charente, puis retourné à cette dernière, propre en sa succession.

Si l'on admettait l'opinion contraire, il pourrait arriver que le bien propre au fils, retourné au père remarié par voie de succession, et devenu acquêt en sa personne, tombât en sa communauté et passât en des mains étrangères.

Un immeuble est donné par un aïeul à son petit-fils, qui décède avant son père : si le père succède au bien de préférence à l'aïeul, ledit bien est propre en sa succession. Ceci est admis également par Renusson ; en effet, même si le bien était acquêt à l'aïeul il serait toujours propre à son fils.

Arrivons maintenant aux successions qui sont dévolues aux collatéraux. Les anciens auteurs tels que Guy Pape et Rebusse ont estimé qu'un bien ne devait être réputé propre que s'il avait fait souche, c'est-à-dire s'il était provenu de la succession d'un ascendant. Ils pensaient, en effet, que la règle *paterna paternis, materna maternis*, ne pouvait convenir qu'aux choses échues des père et mère, aïeuls ou aïeules. La première Coutume d'Orléans avait adopté cette

(1) Il n'est un droit de réversion qu'en pays de droit écrit. L'article 313 de la Coutume de Paris qui forme le droit commun des pays coutumiers décide que les ascendants « succèdent » aux choses par eux données à leurs enfants et petits-enfants.

(2) Entre le Comte de Luxembourg et le Duc de Mortemart.

manière de voir dans son article 263 (1) ; mais lors de sa réformation on introduisit l'article 303 qui déclare propres, tous héritages acquis, advenus aux enfants ou « autres héritiers ».

La plupart des Coutumes en ont ainsi décidé, notamment celles d'Amiens, de Chartres, de Cambrésis, de Normandie.

L'article 230 de la Coutume de Paris, bien que rédigé en termes plus vagues, est conçu dans le même sens : « La moitié des conquêts avenue aux héritiers du trépassé est le propre héritage desdits héritiers. » Ici le terme héritiers désigne aussi bien les héritiers en ligne directe que les collatéraux.

La jurisprudence est conforme à cette interprétation : Un arrêt du 7 juillet 1633 (2) rendu par le Parlement de Paris a jugé qu'un héritage acquis par un oncle, échu par succession au neveu, était sujet au retrait lignager, et par conséquent propre (3).

La règle *paterna paternis, materna maternis*, n'est nullement contrariée par le point de vue de ces Coutumes ; on peut fort bien appeler maternel, un bien qui procède d'un oncle ou d'un cousin maternel.

Il existe pourtant des Coutumes qui considèrent les biens échus en ligne collatérale comme des acquêts : ce sont les Coutumes souchères (4).

Certaines Coutumes (5) renferment des dispositions particulières : le premier degré de succession laisse aux immeubles leur qualité d'acquêts ; le deuxième leur donne celle de propres naissants, et le troisième celle de propres anciens.

Les dispositions prises à ce sujet par les Chartres géné-

(1) « L'héritage acquis par aucun est fait propre aux enfants et postérité de l'acquéreur. »

(2) DE FERRIÈRE sur la Coutume de Paris, art. 129. gl. 2.

(3) Dans la Coutume de Paris, seuls les propres sont sujets au retrait lignager ; alors que dans celle de Normandie, les acquêts aussi peuvent être retirés.

(4) Dans les coutumes, ainsi que nous l'avons dit plus haut, il faut être descendu en ligne directe du premier acquéreur pour recueillir les biens à titre de propre.

(5) Coutumes d'Acqs, de Saint-Sever, Bayonne, Béarn, etc...

rales de Hainaut ont donné lieu à discussion entre les auteurs. Dumée, commentateur de ces Coutumes, estime qu'il y a lieu de distinguer les héritages suivant le régime juridique qui leur est appliqué : les fiefs et francs-alleux échus en ligne collatérale sont acquêts ; les mains-fermes sont propres.

Mais Merlin estime qu'il n'y a pas lieu de faire une telle distinction ; les fiefs tout comme les mains-fermes peuvent être affectés au côté et ligne. On attribue à tous ces biens la qualité d'acquêt en ligne directe, lorsqu'il y a des descendants de plusieurs lits.

La Coutume de Bourgogne ne déclare un immeuble propre en collatérale, que s'il a fait tronc ; cependant il est propre de retrait dès le premier degré de succession.

Il nous reste à examiner la succession entre conjoints, *unde vir et uxor*. Elle est assez rare ; elle ne peut avoir lieu qu'à défaut d'autres héritiers. Elle n'est pas admise par toutes les Coutumes. Renusson estime qu'elle forme des propres, le conjoint étant un héritier légitime ; il appuie sa théorie sur la Coutume de Normandie (article 247) « les biens sont propres à la personne de celui qui premier les possède à droit successif » et (article 334) « tous acquêts sont faits propres à la personne de l'héritier qui premier les possède ». Mais la plupart des auteurs (1) considèrent cette succession comme irrégulière et pensent qu'elle ne saurait former que des acquêts. Les immeubles reçoivent la qualité de propre, pour que la famille d'où ils sont venus puisse les conserver ; le conjoint héritier n'est pas parent du défunt, il est héritier parce qu'il n'y a plus de parents du *de cuius*. La famille d'où les héritages sont venus est éteinte, il n'y a plus aucune raison de donner aux biens la qualité de propres.

Il en est de même, au cas où le seigneur recueille un bien par droit de déshérence ou de haute justice ; ces droits ne font pas de propres.

Nous pouvons conclure : les immeubles échus par suc-

(1) DE FERRIÈRE, LE BRUN, POTHIER.

cession en ligne directe ou collatérale sont toujours propres, dès le ^{xvi}^e siècle, en la Coutume de Paris et dans un grand nombre d'autres coutumes.

§ II. — Des difficultés qui peuvent survenir à l'occasion des successions. De leur influence sur la qualité des biens échus aux héritiers.

Quand une succession s'ouvre, des difficultés de divers ordres peuvent surgir. Nous allons étudier les répercussions qu'elles ont sur la qualité des biens délaissés par le défunt.

Ces difficultés peuvent concerner les personnes appelées à succéder, ou les biens composant la succession, soit parce que ces biens ont été acquis par le défunt dans des circonstances particulières, soit parce que le partage en est peu facile.

Nous examinerons successivement le rappel à succession, l'état litigieux de certains biens lors de l'ouverture de la succession, et le partage.

1^o LE RAPPEL A SUCCESSION.

C'est un moyen de rendre habile à succéder, une personne qui aurait dû être exclue de la succession. Ce n'est à proprement parler ni une donation ni un legs ; c'est la suppression de l'empêchement, de l'obstacle.

Il faut distinguer le rappel en ligne directe et le rappel en ligne collatérale. Le premier fait toujours des propres que l'on considère le rappelé comme un héritier ou comme un légataire.

Le rappel en ligne collatérale est plus complexe ; tantôt il forme des propres, tantôt il forme des acquêts. S'il a lieu *intra terminos juris*, c'est-à-dire s'il est conforme au Droit Civil et à l'usage le plus général, il vaut comme succession : donc les immeubles échus au rappelé sont propres en sa personne. Par exemple : des neveux et des nièces exclus par le défaut de représentation légale, sont rappelés à la succession de leur oncle ; ils y viennent en qualité d'héritiers, le droit et l'usage les admettant à succéder par représenta-

tion. Un arrêt rendu par le Parlement de Paris en a ainsi jugé, le 9 juin 1687 (1).

Si le rappel est fait *extra terminos juris*, par exemple s'il concerne des petits-neveux et arrière-petits-neveux, ceux-ci viennent à la succession comme légataires, et les biens qu'ils recueillent leur sont acquis.

2^o DE L'ÉTAT LITIGIEUX DE CERTAINS BIENS,
LORS DE L'OUVERTURE DE LA SUCCESSION.

L'activité économique du *de cujus* peut avoir créé dans son patrimoine des situations particulières : par exemple, le défunt a aliéné un héritage pour un prix dérisoire ; ses héritiers se le font restituer ; il est propre entre leurs mains (2). Il en est de même s'il a aliéné un héritage avec faculté de réméré ; ses héritiers exercent le réméré ; le bien leur est propre.

Un père a vendu et transporté avec clause de garantie, fournir et faire valoir, des rentes ; ses enfants les retirent après son décès, pour se décharger de la garantie ; ces rentes leur sont propres parce qu'ils ont agi comme héritiers. Un arrêt du 3 mars 1618 (3) a jugé en ce sens.

(1) En la Coutume de Meaux. Entre le sieur Colard époux de Geneviève le Grand et la veuve de Nicolas Le Grand son beau-père : Charles Poulet, ancien avocat à Sézanne, avait pour unique héritier de ses meubles et acquêts Jacques Le Grand son frère utérin. Nicolas Le Grand son neveu était exclu par le défaut de représentation légale. Par testament, il dispose de sa succession en ces termes : « Pour le surplus de mes biens je les laisse à mon frère Le Grand et à mon neveu Le Grand qui partageront également... » Ce testament fut exécuté. Nicolas recueillit la moitié des meubles et acquêts de son oncle. Il laissa en décédant une femme et deux enfants, François et Geneviève. Le sieur Colard, mari de cette dernière, poursuivit sa belle-mère quelques années après en partage de la communauté. Décision du bailli de Meaux adjuge à la veuve la moitié des immeubles recueillis dans la succession de Charles Poulet par Nicolas, 29 octobre 1680. Appel interjeté, Colard dit : les immeubles sont propres en la personne de Nicolas : 1^o le testament contenait un rappel ; 2^o le rappel était *intra terminos juris*. La cour décide ainsi.

(2) Bien que ce soit l'opinion commune, de Ferrière est d'un avis contraire sur l'article 326 de la Coutume de Paris, gl. 4. Il estime que c'est étendre bien loin le droit des propres alors qu'à l'origine le propre était essentiellement le bien passé des père et mère à leurs enfants par succession.

(3) Au sujet de la succession de la Fèvre précepteur du roi Louis XIII. Rapporté par La Lande sur l'article 324 de la Coutume d'Orléans.

Un père a commencé la prescription d'un bien ; après son décès, ses enfants achèvent cette prescription ; l'héritage est propre en leur personne, comme s'il avait été acquis par le père. Ceci est d'ailleurs conforme à l'opinion de la plupart des auteurs.

L'héritage échu par succession chargée de dettes est propre en la personne de l'héritier, parce qu'en acquittant les dettes, *non acquiritur pars fundi, sed fundus liberatur*.

Un individu a passé de son vivant un contrat d'acquisition d'un héritage ; il meurt sans avoir payé le prix, ni pris possession dudit héritage ; ses enfants ou autres héritiers exécutent le contrat. Dumoulin (1) estime que l'héritage doit être considéré comme propre naissant en leur personne ; Le Brun partage cette opinion, largement extensive de la notion de propre, et va encore plus avant, en affirmant que cela aurait lieu même au cas où il n'y aurait qu'un simple acte portant promesse de vente ; il ajoute qu'il n'est dû aucune récompense entre les héritiers des héritiers qui ont contribué au paiement du prix.

De Ferrière conteste la manière de voir de Dumoulin et de Le Brun : il semble, en effet, que la propriété n'était pas passée à l'acheteur.

3^o DU PARTAGE DES BIENS COMPOSANT LA SUCCESSION.

Quand plusieurs héritiers viennent à une succession, il y a lieu de répartir entre eux les divers biens composant cette succession. Quelquefois, le partage s'effectue sans difficultés d'aucune sorte, les biens échus à chacun étant de valeur sensiblement égale. Mais le plus souvent, il n'en est pas ainsi, l'un des immeubles représente une valeur beaucoup plus considérable que les autres, et il ne saurait être divisé ; l'indivision de cet immeuble peut créer entre les cohéritiers, une situation intolérable, et être une source de procès ; que faire ? Deux solutions se présentent pour faire cesser l'indivision : le partage avec soulte ou récompense, et le partage avec licitation.

(1) Sur l'art. 12 de l'ancienne Coutume de Paris.

Dans le partage avec soulte ou récompense, les cohéritiers s'entendent à l'amiable pour attribuer l'immeuble à l'un d'entre eux, moyennant une soulte ou récompense qui leur sera versée par lui, cette soulte étant égale au montant de la différence existant entre la valeur du bien et sa portion héréditaire. Quelle est la qualité de cet héritage entre les mains de l'héritier ?

Renusson admet que ledit bien est propre pour le tout en la personne de l'héritier qui en a pris possession ; mais il établit une distinction entre le cas où la soulte consiste en deniers et effets mobiliers provenant de la succession, et celui où elle consiste en deniers provenant de son débiteur.

Dans le premier cas, l'immeuble est propre pour le tout purement et simplement ; dans le deuxième, l'héritier des propres du débiteur de la soulte devra récompense à celui des acquêts. Ceci est à l'exemple de ce qui se passe en matière de retrait lignager, en vertu de l'article 139 de la Coutume de Paris.

Le Brun ne partage pas le sentiment de Renusson, il estime que la soulte étant un moyen de parvenir au partage ne saurait en détruire l'effet. Le partage avec soulte forme des propres, tout comme le partage pur et simple ; il ne peut être question de récompense entre les héritiers du débiteur de la soulte.

Denisart est du même avis ; il écrit qu'il n'y a pas lieu à récompense et que l'on ne doit pas invoquer ici l'article 139 de la Coutume de Paris : les successions se partagent en l'état où elles se trouvent ; c'est pour cela qu'un bâtiment élevé sur un propre est propre sans récompense. Il y a une différence entre celui qui retire et celui qui partage : le retrayant veut acquérir l'héritage de sa famille, à cause de l'affection attachée aux biens propres ; la Coutume permet à l'héritier des propres de retenir l'héritage en remboursant le prix à celui des acquêts. Le copartageant ne songe pas à profiter du droit que lui donne la Coutume, il veut consommer le partage, comme celui qui bâtit sur son propre songe à se loger.

Dans le partage avec licitation, les cohéritiers mettent en

vente le bien litigieux par-devant le juge ou le notaire; l'un d'eux s'en rend adjudicataire ; quelle qualité possède l'immeuble ainsi acquis : est-il acquêt ou propre ?

Il y a discussion entre les juristes, à ce sujet. De Ferrière estime que les portions de l'héritage acquises par licitation sont acquêts à l'adjudicataire ; seule la part qu'il aurait eue à titre d'héritier lui est propre. Cette opinion est confirmée par l'arrêt rendu en la chambre de l'Edit du Parlement de Paris le 23 juin 1660 (1). Renusson pense de même : le bien licité n'est propre pour le tout à l'adjudicataire, que si sa valeur est inférieure ou égale à la part d'héritage de ce dernier. Cependant il admet que l'héritier des propres de l'adjudicataire recueille l'immeuble comme propre pour le tout, à charge de récompenser celui des acquêts ; cette récompense étant égale à la somme excédant la part héréditaire de l'adjudicataire.

Lebrun écrit que l'immeuble adjugé par licitation est propre pour le tout à l'adjudicataire. En effet, l'intention des héritiers qui licitent entre eux un bien de la succession est de consommer le partage. La licitation est une partie intégrante du partage ; qu'elle se place au début ou à la fin, elle en est un accessoire, une dépendance ; on ne saurait l'en détacher, et en faire une opération séparée. Les rédacteurs de la Coutume de Paris l'ont d'ailleurs considérée comme telle : l'article 80 décide qu'il ne sera dû aucun droit

(1) Rapporté par de nombreux auteurs. Entre M^e Laurent du Rideo, avocat au parlement, cessionnaire de Denis Poncet, héritier de M. Guérin, conseiller à la Cour des Aides, son oncle, appelant, et dame Marie Plastrier, veuve dudit sieur Guérin et donataire mutuelle, intimée. Appel d'une sentence des Requêtes du Palais du 22 février 1653. Cette sentence jugeait acquêts pour le tout à M. Guérin, conseiller, deux maisons sises rue Quiquetonne, qu'il avait eues en partage à la mort de son père, le tiers lui étant propre et les deux tiers advenus par licitation. M^e Laurent du Rideo réclame ces immeubles comme propres pour le tout à M. Guérin. Pour ce faire il s'appuie sur l'article 80 de la coutume de Paris, lequel déclare que la licitation ne produit pas de lods et rentes, lorsque l'adjudication est faite à un héritier. Donc la licitation n'est que l'exécution du partage. La dame Plastrier réclame les maisons comme étant acquêts pour le tout.

Arrêt : le tiers des maisons est propre. *Journal des audiences*, t. II, l. 3, ch. 27.

de lods et vente lors de la citation d'un bien, lorsque ce bien aura été adjugé à l'un des cohéritiers. Lebrun pense que ceci se doit étendre, même au cas où des étrangers sont admis dans la licitation ; Auzanet le suit dans cette voie (1). Puisque le partage fait des propres, la licitation en fait aussi. Il ajoute un autre argument : la consolidation fait des propres ; la licitation qui entraîne une sorte de consolidation d'un tout indivisible entre les mains d'un seul héritier, doit en faire également.

Duplessis, Denisart, Guyot, Lamoignon, suivent cette opinion généralement admise au XVIII^e siècle par la jurisprudence. Deux arrêts importants marquent l'adoption de ce point de vue : l'un rendu le 9 mars 1722 (2) a jugé l'immeuble acquis par licitation propre pour le tout à l'adjudicataire ; l'autre, du 24 mai 1729 (3), a déclaré qu'un immeuble

(1) Sur l'article 292 de la Coutume de Paris, p. 249.

(2) Au profit de Monsieur Bonta de Mariva, gentilhomme de Monsieur le Duc d'Orléans, au sujet d'une maison sise à Paris rue Barbette ayant appartenu à Monsieur de Pommereu, gouverneur de Douai. La maison a été jugée propre pour le tout à Monsieur de Mariva à la suite d'une licitation alors qu'il n'avait qu'une très médiocre part dans la succession.

(3) Rendu en la Grand'Chambre entre Monsieur Orry, conseiller, pour lequel plaidait M^e Normant et les sieur et dame Bertier qui avaient M^e Aubry pour défendeur. Monsieur Orry gagna sa cause. M^e Normant ayant établi : 1^o que tout immeuble venant à titre successif formait un propre ; 2^o que tout ce qui échoit par partage échoit à titre successif ; 3^o que la licitation n'était qu'un partage, lequel tant qu'il y avait quelque chose d'indivis était incomplet ; 4^o qu'il n'était pas possible de dire qu'un héritage fût moitié paternel, moitié maternel, dès le moment où la licitation était faite, par ce que la licitation avait fait cesser la fiction de la loi et qu'on n'avait réellement que ce qui échoit par le partage ; qu'ainsi la licitation rendait propre à l'adjudicataire, héritier maternel, la totalité de l'héritage et que le prix était la portion des héritiers paternels qui n'étaient plus censés avoir la moindre part dans l'héritage ; 5^o qu'il n'y avait nulle distinction à faire de la licitation entre les héritiers d'une même ligne et les héritiers de deux lignes différentes ; que ces derniers étaient cohéritiers de la même personne, de la même succession et dans le même héritage liés encore par la contribution aux dettes ; 6^o... le partage est un titre successif, et le titre successif le germe des propres... 7^o que ce qui ne pouvait produire ni droits seigneuriaux ni retrait féodal ou lignager faisait des propres. Du MOULIN, arrêt du 20 janvier 1607 sur Coutume de Chartres. Arrêt 3 mars 1650. *Journal des audiences*, t. I, liv. 5, chap. 57, sur conclusions de l'avocat général Talon, adjugé que dans une telle espèce pas de retrait lignager, etc...

recueilli dans la succession d'un défunt, auquel il était moitié maternel, moitié paternel et adjudgé par licitation entre les héritiers des différentes lignes à l'un d'eux, était propre pour le tout en la personne de l'héritier adjudicataire de la ligne à laquelle il appartient.

Nous voyons encore ici une extension de la notion de propre, née du concours de la doctrine et de la jurisprudence.

CHAPITRE III

De l'influence des actes à titre gratuit sur les immeubles et sur les propres.

§ I. — Des donations entre vifs et à cause de mort.

Nous venons d'étudier le moyen naturel et légal de transmission des biens dans une même famille, indépendamment de la volonté de l'homme : la succession *ab intestat*. Mais il existe des actes qui permettent à l'individu de manifester sa volonté, en transmettant ses biens à ses parents ; ce sont les donations.

Elles sont de deux sortes : les donations entre vifs, qui exigent le dessaisissement immédiat des biens auxquels elles s'appliquent ; les donations à cause de mort ou legs, qui se trouvent dans le testament, et n'ont effet qu'après la mort de l'individu.

Quelle est donc l'influence de ces donations sur les immeubles acquêts et propres ? Les effets sont différents suivant les personnes au profit desquelles ces donations ont lieu. Nous allons examiner les dons et legs en ligne directe ; les dons et legs en ligne collatérale ; puis nous verrons rapidement les dons entre conjoints.

1^o LES DONATIONS ENTRE VIFS ET A CAUSE DE MORT EN LIGNE DIRECTE.

Dans les donations en ligne directe, il faut distinguer celles qui sont faites aux descendants et celles qui sont faites aux ascendants.

Il est communément admis par toutes les coutumes et tous les juristes que les immeubles donnés par acte entre vifs et à cause de mort aux descendants sont propres en

leur personne. La jurisprudence est si constante en cette matière, que dans la Coutume d'Amiens on a restreint la portée de l'article 60, qui déclare : « tous legs et donations à ce titre appréhendés, sont censés tenus et réputés acquêts aux légataires », à la ligne collatérale.

Ce principe est la conséquence directe du droit naturel que les enfants ont, du vivant même de leurs père et mère, sur tous les biens de ces derniers et de l'obligation naturelle qu'ont les père et mère de laisser leurs biens à leurs enfants.

Les donations entre vifs sont réputées faites en avancement d'hoirie; elles ne sont qu'une délivrance anticipée des choses sur lesquelles les enfants avaient un droit. La clause d'avancement d'hoirie est toujours sous-entendue, excepté en Hainaut (1), Artois, Ponthieu, et dans la châtellenie de Lille, où les donations ne forment pas de propres même en ligne directe, s'il n'y a pas de clause expresse d'avancement d'hoirie.

Le legs en ligne directe représente la part héréditaire du légataire, il le détient à titre de propre, même si ce legs est supérieur à ce qu'il aurait recueilli comme héritier.

La Coutume de Paris, dans son article 26, ne fait aucune différence entre ce qui est échu par succession ou donation en ligne directe, le donataire ou l'héritier ne doit que la bouche et les mains au seigneur de Fief. L'article 246 déclare que ce qui est donné en ligne directe n'entre pas en communauté.

Ces donations font des propres, qu'elles soient faites par les père et mère, aïeuls ou aïeules, ainsi qu'il a été jugé par le parlement de Normandie le 28 mars 1623. On avait cependant objecté que, dans ce dernier cas, l'ordre des successions était dérangé; mais cette objection n'a aucune valeur, car, comme l'a écrit Pothier, l'aïeul en donnant ses biens à ses petits-enfants, ne fait qu'accélérer le temps, il opère une succession anticipée.

On admet que les immeubles sont propres, même si le donataire a renoncé à la succession de ses père et mère, et

(1) Arrêt du Conseil souverain de Mons : 1^{er} décembre 1763.

que la chose donnée ait une valeur supérieure à sa portion héréditaire.

Ces donations peuvent se présenter sous différents aspects.

Un père achète un immeuble, et par le même contrat le donne à son fils : le bien est-il propre ou acquêt ? Certains auteurs le prétendent acquêt, parce qu'on ne saurait par le même acte faire un acquêt et un propre. Ceci est incontestable : on peut considérer que l'acte a un effet comparable à celui de deux contrats séparés ; l'immeuble est donc propre entre les mains du fils donataire. Telle est l'opinion commune de la doctrine, de la jurisprudence et de la loi, bien que rejetée par deux Coutumes (1).

Au contraire, le bien serait acquêt au fils, si le père après lui avoir donné les deniers, faisait l'acquisition à son nom.

Si un père acquiert une rente, et la donne à son fils, elle est propre à celui-ci, du moins dans la Coutume de Paris où les rentes sont immeubles. Cependant, si le père donne à son fils une rente à prendre sur tous ses biens immeubles, il n'en est pas de même ; Pothier et Renusson la déclarent propre au fils, parce qu'elle est renfermée dans la masse du patrimoine paternel ; ayant passé du père au fils, elle ne peut être acquêt à ce dernier. Ils conviennent qu'il en serait autrement si le père avait donné à son fils une somme d'argent, avec lequel ce dernier aurait acquis la rente : elle lui serait acquêt. Cette distinction n'est pas admise par Le Maître et Le Brun : Le Brun estime que cette rente est toujours acquêt, parce qu'on appelle propre ce qui est du domaine du père à celui du fils, par un acte à titre gratuit ; il faut que la chose donnée ait existé dans le patrimoine du père ; or, cette rente n'a jamais appartenu au père. La jurisprudence suit l'opinion de Lebrun dans un arrêt du 19 mars 1763 (2), dont nous parlerons ci-après.

Autre cas : un père acquiert un héritage sous le nom de son fils, et à l'insu de celui-ci ; après en avoir profité pen-

(1) CASSEL, article 62 ; Châtellenie d'Ypres.

(2) V. *infra*.

dant plusieurs années, il le lui donne par contrat de mariage ; est-ce un propre ou un acquêt ? Il semble au premier abord que l'immeuble soit acquêt, mais si l'on examine la question au fond, c'est un propre. Le nom du fils n'a été qu'emprunté ; en réalité le père avait acquis à son profit, puisqu'il a joui du bien pendant plusieurs années. La jurisprudence est conforme à cette solution, un arrêt du 15 juin 1673 (1) rendu par le parlement de Paris déclare propre un bien échu dans ces conditions. D'autres arrêts jugèrent de même le 5 mars 1714 et en 1731 ; ils sont fondés sur le principe qu'il faut regarder la vérité et non la fiction. Observons avec Pothier que, si le fils a ratifié l'acquisition avant la donation ou la succession, il possède le bien comme acquêt.

Un père et un fils se font une donation mutuelle de ce qu'ils pourraient acquérir ensemble de leurs deniers ; quelle est la qualité des héritages échus au fils par le prédécès du père ? Il semble qu'ils soient acquêts : si le fils recueille la moitié des choses acquises, par le prédécès du père, ce n'est pas en vertu d'une véritable donation, mais d'un contrat, le père pouvant également en profiter, au cas de survie. Cependant de Ferrière pense avec raison que les héritages ainsi échus au fils lui sont propres ; bien que l'événement de la donation soit douteux, dépendant du prédécès du père, quand il est arrivé, le père est donateur, le fils donataire, comme s'il s'agissait d'une donation pure et simple.

Il existe des donations d'une nature particulière que l'on appelle les donations avec charges ; le donateur, en échange de sa générosité, exige une contre-partie du donataire. La donation n'est plus en ce cas un acte purement gratuit, elle contient une partie onéreuse. Quelle va être la répercussion de ce caractère nouveau sur la qualité du bien donné ?

On doit considérer comme propres les immeubles donnés

(1) M. Benoise avait acquis des augment de gage au nom de son fils. Ces augment étaient-ils acquêts ou propres en la succession du fils ? L'arrêt les déclare propres, le nom du fils n'ayant été qu'emprunté.

par le père à ses enfants, de son vivant, à charge de payer ses dettes, encore que ces dettes aient absorbé tous les biens (1). Bien qu'on soit héritier à charge de payer les dettes du défunt, les héritages n'en sont pas moins propres. Il en est de même dans tous les contrats entre parents et enfants, principalement dans ceux qui ont pour objet des arrangements de famille.

Cependant, Pothier observe deux cas exceptionnels. Dans le premier, le père donne la moitié de ses biens à charge de payer la totalité de ses dettes. La moitié ainsi donnée n'est elle-même grevée que de la moitié des dettes, donc l'autre moitié rend la donation onéreuse jusqu'à concurrence de son montant. Par conséquent, les héritages compris dans la donation seront acquêts jusqu'à concurrence de la valeur de cette moitié. Dans le deuxième cas, le père a donné un corps certain, par exemple une terre, à la charge de payer ses dettes. Même si cette terre représente la portion la plus considérable de ses biens, la charge des dettes n'étant pas la charge des corps certains, est entièrement extrinsèque à la chose donnée. La donation est onéreuse jusqu'à concurrence du montant des dettes, donc la terre est en partie acquêt.

La Coutume de Sedan contient une troisième exception à la doctrine dans son article 35 qui déclare les choses données à titre onéreux « comme de nourrir les donateurs, payer leurs dettes ou autres charges », réputées acquêts jusqu'au montant de ces charges.

Il résulte de ce qui précède que les héritages baillés par le père à un de ses enfants en paiement d'une créance sont acquêts. Deux arrêts en ont ainsi décidé, l'un rendu en la Coutume d'Artois le 6 septembre 1696, l'autre en la Coutume de Paris le 5 juillet 1746 (2). Ici il y a plutôt vente que donation, l'acte est entièrement à titre onéreux.

(1) Une donation de cette nature ne produit pas de droits seigneuriaux. Ceci a été jugé par un arrêt du 12 mai 1631.

(2) M. Ferrand débiteur envers sa fille du reliquat d'un compte de tutelle et de différentes sommes donna en paiement la terre de Villemillau pour 85.000 livres. La demoiselle Ferrand propriétaire fit un legs universel à l'abbé Bouillé qui prétendit que cette terre faisait partie de son legs.

Arrivons maintenant aux donations faites dans les contrats de mariage. La commune opinion décide que l'immeuble baillé à l'enfant en paiement de ce qui lui avait été promis par son contrat de mariage est propre en sa personne. Ainsi l'immeuble donné à la fille en paiement de ses deniers dotaux lui est propre, que la donation lui ait été faite par le père, ses héritiers ou ses créanciers ; même si la valeur de l'immeuble est supérieure à la part qu'elle aurait eue dans la succession paternelle : l'article 26 de la Coutume de Paris déclare qu'il n'est pas dû de relief pour le fief octroyé en paiement dans ces conditions.

Quid d'une rente baillée dans les mêmes conditions ? Si cette rente était la propriété du père, elle est propre à la fille comme l'immeuble venu du père, en la Coutume de Paris. Mais, si le père l'a constituée sur lui, soit directement, à titre de dot, soit après avoir promis une somme de deniers, elle est acquêt à la fille. Renusson et Pothier établissent une distinction entre le cas où le père constitue la rente directement et celui où il la constitue après avoir promis une somme de deniers ; ils concluent que dans le premier cas la rente est propre, dans le second acquêt. Cette distinction est sans fondement. Le Brun ne l'admet pas plus que celle précédemment citée, au sujet d'une rente donnée par le père à son fils. Un arrêt du 19 mars 1763 (1) déclare acquêt à

L'héritier des propres la réclamait comme propre. Sur les conclusions de l'avocat général Fleury, la Cour jugea la terre acquêt pour le tout et faisant partie du legs universel.

(1) Le sieur Pajot de Macheval en mariant sa fille au président Brayer, l'a dotée de la somme de 160.000 livres en déduction de laquelle il a promis de payer 20.000 livres, et pour les 140.000 livres de surplus il a créé une rente de 7.000 livres annuelle et perpétuelle au profit des époux, leurs hoirs et ayants cause du chef de la demoiselle Pajot. En juillet 1755, M^{me} Brayer institue sa belle-sœur légataire universelle par testament. Après sa mort il y eut délivrance du legs par ses frères MM. Pajot de Macheval et Pajot de Juvisy. Mais il y eut contestation sur la rente. Les héritiers des propres en réclament les 4/5. Sentence du Châtelet le 12 janvier 1763 qui déclare la rente acquêt pour le tout. Appel. Moyen des parties : Les donations des pères aux enfants forment toujours des propres quand ce sont des immeubles qui en sont la matière. RENUSSON, ch. 1, t. VI. Cout. Paris, art. 246, 26, les rentes sont immeubles. Art. 94. Donation directe dans le contrat de mariage. On ne peut invoquer que la rente ne saurait être propre si le père ne l'a pas possédée comme acquêt. Il

une fille une telle rente, comme n'ayant pas existé dans le domaine du père.

Qu'advient-il, lorsque les enfants auxquels la donation est faite ne sont pas héritiers de leurs père et mère, soit parce qu'ils ont renoncé à cette succession, soit parce que la coutume les déclare inhabiles à succéder ?

La donation faite au profit d'une fille qui a déjà renoncé à la succession de ses père et mère, à la suite d'une première donation, forme un propre en sa personne. En effet, le père aurait pu faire un rappel à succession au lieu d'une deuxième donation : nous avons vu au chapitre précédent que le rappel *intra terminos juris* ne laissait pas de former des propres. D'ailleurs la règle générale est que les renonciations au profit des mâles ne rendent pas les renonçantes inhabiles à succéder.

Un enfant du premier lit qui renonce à la succession de ses père et mère profite de la réserve et du retranchement ordonné par l'Édit de secondes noccs. L'immeuble qu'il recueille en vertu de cette réserve est propre en sa personne, nonobstant sa renonciation.

Quelle qualité ont les biens donnés par les père et mère à leurs enfants puînés, dans les coutumes où ils ne succè-

faudrait pour cela ou que la qualité d'acquêt dans une première main soit par elle-même productive de la qualité de propre ou que la préexistence de cette qualité fût la condition *sine qua non* de l'impression du titre de propre. Cela n'est pas. C'est le titre auquel l'immeuble est possédé qui décide de sa qualité. Les auteurs définissent ainsi les propres : *Patrimonium vulgo appellamus quod a parentibus nostris accepimus*. Cas analogue pour le douaire ; Douaire coutumier préfix en rente, préfix en deniers. La jurisprudence décide par trois arrêts : 16 février 1694, 24 mai 1697, 1^{er} mai 1718, que les propres paternels donnés à l'enfant en paiement du douaire préfix en rente sont propres ; la rente pour dot doit être aussi propre, le père débiteur, l'enfant premier possesseur. Si on considère une telle rente comme acquêt, le père est exposé à voir son patrimoine sortir de sa famille de son vivant.

Légataire : Pour que la chose devienne propre, il faut qu'elle ait eu deux propriétaires. Le douaire a ses règles particulières impossibles à étendre. Les auteurs se divisent sur la question. RENUSSON, POTHIER, LE MAÎTRE, LE BRUN. Arrêt du 14 mars 1697 : Un père domicilié dans une coutume qui répute les rentes mobilières avait donné une rente à sa fille mariée à Paris. Elle fut jugée acquêt. Il faut pour qu'une chose soit propre, qu'elle ait été immeuble entre les mains du donateur.

dent pas ? Certains auteurs (1) déclarent ces biens propres. Pothier dit que « les puînés sont au moins capables d'une espèce de succession naturelle d'une portion des biens de leur père », et que les donations qui leur sont faites sont censées faites en acquit de choses naturelles. Denisart considère ces donations comme équivalentes à un rappel, et en ce cas il fait des propres. Renusson invoque plusieurs raisons : la loi des propres veut que l'on conserve à ses parents les biens venus de ses ancêtres ; ce n'est pas la qualité d'héritier qui attribue celle de propre : un fils renonçant à la succession de son père garde cependant l'héritage donné à titre de propre ; au contraire, l'héritage donné en ligne collatérale à l'héritier présomptif est acquêt.

Il est des coutumes qui contiennent des dispositions en vertu desquelles les puînés, bien qu'exclus de la succession de leur père et mère, ont un usufruit par bienfait. La Coutume d'Anjou décide, dans son article 250, qu'un immeuble donné à un puîné, au lieu de son bienfait, est propre en sa personne. Celle du Maine contient une disposition analogue dans son article 268.

A côté de ces coutumes qui ne laissent aucun doute quant à leur esprit, il y a la Coutume de Ponthieu, qui, excluant les puînés de la succession de leurs père et mère, ne contient aucune disposition analogue à celle des précédentes. Cependant les auteurs ont voulu l'interpréter, l'élargir dans le même sens : ils ont estimé que l'héritage donné à un puîné, dans cette coutume, lui était propre de succession, car ce n'est pas la qualité d'héritier qui emporte celle de propre. Des actes de notoriété de la sénéchaussée de Ponthieu, donnés à Abbeville les 15 mai 1662 et 16 mars 1707 en ont ainsi décidé. Le Brun n'est pas de cet avis : pour lui, les héritages donnés aux puînés en la coutume de Ponthieu sont acquêts, s'il en était autrement, il y aurait opposition à l'ordre légal et à la disposition de la coutume. La jurisprudence confirme cette opinion par des arrêts rendus par

(1) DENISART, POTHIER, RENUSSON.

le Parlement de Paris les 16 janvier 1657 (1), 15 avril 1669 (2), 29 juillet 1707 (3). Il semble donc que ce point de vue restrictif l'emporte, les actes de notoriété susnommés relatant seulement l'usage particulier d'Abbeville.

Bouguier, qui émet une opinion semblable à celle de Le Brun, rapporte un arrêt concordant de la première chambre des enquêtes du 30 juillet 1632.

Il nous reste une question à résoudre.

Un père pourrait-il stipuler qu'un bien donné par lui à son fils sera acquêt à ce dernier ? Les coutumes sont muettes sur ce point. Mais les auteurs considèrent cette stipulation comme nulle, car ce serait vouloir régler d'une façon extraordinaire la succession du donataire, le bien donné en ligne directe devant échoir à l'héritier des propres du donataire. Il n'en serait autrement que s'il y avait une raison pressante de changer la nature du bien, par exemple lorsqu'un père donne à son fils un immeuble à charge de payer ses dettes et qu'il craint de le voir refuser sa disposition, pour ne pas convertir ses acquêts en propres.

En ce qui concerne les donations faites aux ascendants, la question est assez difficile à résoudre. En effet, les auteurs sont très partagés et il n'y a pas de jurisprudence en la matière, excepté un arrêt qui d'ailleurs ne tranche pas tout à fait la question.

Il est bien certain que le but essentiel de la notion de

(1) SOEFVE, t. II, p. 42, cent. 1, entre les R. P. Jacobins d'Abbeville et Chevrot rendu malgré l'usage particulier d'Abbeville où un immeuble donné aux puînés est propre.

(2) AUGÉARD, t. II, p. 38. Entre Charlotte d'Haluin, veuve de Messire Arthur de Moreul, chevalier, seigneur de Comesnil et son fils, Messire Alexandre de Moreul, chevalier seigneur Marquis de Comesnil ; attribue des terres, acquêts de communauté, données à Nicolas et Denis de Moreul, frère d'Alexandre, à ladite d'Haluin comme acquêts.

(3) AUGÉARD, t. II, p. 37. Jean Douzenel a eu de son mariage avec Charlotte Pasquier 5 enfants. Il lègue à l'un d'eux François 40 journaux de terre. François est puîné. Il meurt après avoir possédé les biens. Charlotte Pasquier, héritière des acquêts, lègue par testament les 40 journaux de terre à trois de ses fils. L'aîné Jean attaque le testament. Il se considère comme le seul héritier de son frère et réclame les terres comme propres. Sentence du Bailli (1704) confirme le testament. L'arrêt confirme la sentence.

propre est de maintenir la famille ; elle devient inutile quand la famille est anéantie. Renusson s'appuie sur ce principe pour déclarer que l'immeuble donné par un fils à son père est propre, lorsque le père a le droit d'y succéder ; il estime qu'en ce cas deux choses concourent à la formation d'un propre : le bien est donné *successorio* et en ligne directe.

Nous savons que les père et mère n'ont le droit de succéder qu'à certains biens déterminés par les coutumes ; en la Coutume de Paris, ils succèdent aux meubles et aux acquêts ; en celle du Maine, ils succèdent aux meubles ; en d'autres, aux meubles et à l'usufruit des immeubles propres et acquêts.

En appliquant la théorie de Renusson en la Coutume de Paris, on arrive à un résultat curieux : le bien propre au fils donné par lui à son père est acquêt en la personne de ce dernier ; seul le bien acquêt au fils est propre au père. Ceci paraît peu admissible : ou bien la donation forme des propres et tous les biens donnés aux ascendants le sont, ou elle forme des acquêts et tous les biens le sont indistinctement.

Certains auteurs ont émis une opinion diamétralement opposée à celle de Renusson : pour eux les donations faites aux ascendants ne forment pas de propres (un acquêt au fils est acquêt au père) mais elles les conservent (le propre du fils est propre au père).

Le Brun, Pothier, Denisart considèrent que de telles donations ne font que des acquêts.

Le Brun estime avec raison que ce qui est donné à un ascendant ne peut être réputé en avancement d'hoirie (1), car la succession des ascendants est contre le vœu de la nature. La clause par laquelle le donateur déclarerait la donation faite en avancement d'hoirie serait nulle (2). Il emploie un deuxième argument : la succession des ascendants ne fait pas de propres ; mais ceci est contestable et ne nous paraît pas probant : en ligne collatérale, la succession fait des propres, la donation des acquêts ; il pourrait en être de

(1) La Coutume de Paris, dans son article 278, réduit ce qui est donné en avancement d'hoirie à ce qui est donné aux descendants.

(2) Cependant du MOULIN l'autorise sur l'article 17 de la Coutume de Paris.

même quant à la ligne directe ascendante. Tel est d'ailleurs l'état du droit en cette matière au XVIII^e siècle.

« Nous ne devons pas plus la succession de nos biens à nos ascendants qu'à nos collatéraux, par conséquent la donation que nous leur faisons de nos biens ne peut pas plus être regardée comme une succession anticipée que celle faite à nos collatéraux », écrit Pothier.

Denisart invoque les mêmes raisons ; il rapporte un arrêt du 12 mars 1715 qui paraît confirmer cette manière de voir, en jugeant qu'une maison acquise par le fils, donnée par lui à sa mère, et remise dix-neuf ans après par la mère au fils est propre maternel en la succession du fils. Mais l'espèce de cet arrêt est particulière. On ne saurait en tirer une règle générale : le père étant mort, le fils héritier aurait donné la maison à sa mère qui, le même jour, à la même heure, devant le même notaire, faisait une décharge générale de toutes ses reprises. C'était plutôt une vente déguisée qu'une donation.

Nous pourrions malgré tout conclure de ce qui précède que les donations faites aux ascendants ne forment que des acquêts. D'ailleurs ce genre de libéralité devait être assez rare ; c'est ce qui expliquerait l'absence de jurisprudence.

2^o LES DONATIONS ENTRE VIFS ET A CAUSE DE MORT EN LIGNE COLLATÉRALE.

Sans doute on ne peut réputer en avancement d'hoirie tous dons et legs faits en ligne collatérale. Cependant il semble que la donation faite à l'héritier présomptif en ligne collatérale peut passer pour telle et par conséquent former des propres.

Certaines coutumes ont précisé. Tout bien donné à l'héritier présomptif lui est propre. Il en est ainsi en Anjou, à Blois, en Bourbonnais, dans le Maine et en Nivernais ; dans ces pays il n'y a donc pas de discussion possible.

Les coutumes de Vermandois, de Châlons, de Vitry admettent que le legs fait à l'héritier présomptif forme un propre en sa personne, du moins jusqu'à concurrence de ce que le légataire aurait recueilli dans la succession du testateur.

D'autres coutumes, au contraire, considèrent que les biens donnés en ligne collatérale, que le donataire soit héritier présomptif ou non, sont acquêts : telles sont les coutumes de Bayonne, de Bourgogne, de Mantes, Melun, Montargis, Orléans, Poitou, Reims. Les coutumes d'Artois, de Hainaut, de Ponthieu, de la Châtellenie de Lille sont dans le même esprit : même en ligne directe, il faut une clause expresse d'avancement d'hoirie pour que la donation forme un propre ou le conserve.

La Coutume de Paris, dans son article 246, déclare que la chose immeuble donnée simplement à l'un des conjoints est commune « fors et excepté les donations faites en ligne directe » ; elle sous-entend donc que la donation simplement faite en ligne collatérale forme des acquêts, sans autres précisions.

Les docteurs ne sont pas moins divisés que les coutumes. En cette matière nous allons constater une tendance marquée vers la restriction de la notion de propre : on veut favoriser l'individu bénéficiaire de la générosité de son parent, et non sa famille. La qualité de propre immobilise le bien ; elle est un avantage pour la famille, un inconvénient pour le détenteur qui n'en a pas la libre disposition. On veut aussi tenir compte de la volonté du donateur : lorsqu'une personne donne un bien à son héritier présomptif, son intention n'est pas de se conformer à la loi, mais d'en faire cesser l'application, à moins qu'elle n'ait manifesté une volonté contraire.

Au ^{xvi}^e siècle, la doctrine est favorable à la conception selon laquelle les biens donnés à l'héritier présomptif sont propres en sa personne, tout au moins jusqu'à concurrence de la portion qu'il aurait recueillie en la succession du donateur. Jean Faber, Pontanus, Tiraqueau partagent cette manière de voir. Coquille, dans ses notes sur la Coutume de Nivernais, va même plus loin, en disant que tout bien donné à un collatéral héritier présomptif ou non du donateur est propre en sa personne ; il s'appuie pour ce faire sur une disposition particulière de cette Coutume qui répute propre ce qui est acheté à prix d'argent d'un parent lignager.

Certains docteurs prétendent que seuls les legs univer-

sels forment des propres, parce qu'ils sont comparables à la succession *qui universum jus succedunt heredis loco habentur*. Les legs particuliers et les dons entre vifs ne font que des acquêts. Dumoulin (1) paraît adopter ce point de vue ; il décide que le legs fait par une femme à ses sœurs forme des propres parce que fait *per modum divisionis* : ladite femme ayant divisé les biens entre ses sœurs comme si elles avaient pris chacune leur part *jure hereditario*.

Chopin déclare que seuls les legs faits *successoro* forment des propres. Tournet et Tronçon sont de ce sentiment.

D'autres docteurs ont bâti une théorie d'ailleurs assez logique. Elle a été appuyée par quelques arrêts, mais elle a été abandonnée au xvii^e siècle. Ils estiment que si les donations ne forment pas de propres, elles conservent les « anciens ». Ils pensent qu'un individu doit la succession de ses propres à ses parents de la ligne d'où ils procèdent ; c'est sur ce fondement que les réserves et les légitimes ont été introduites. Donc, pour eux, le bien propre donné à l'héritier présomptif doit le rester. Brodeau rapporte plusieurs arrêts rendus suivant cette opinion les 22 décembre 1564, 2 mars 1615 (2), 7 mai 1640 en la Coutume de Paris, le 23 août 1625 (3) en la Coutume d'Amiens, le 15 mai 1645

(1) Sur l'article III de la Coutume de Paris.

(2) La cour, confirmant la sentence des requêtes du Palais du 14 mars 1614, adjuge aux héritiers des propres (sieur des Barreaux et consors) à l'exclusion des héritiers des acquêts (René La Chastre, sieur de Faloir, Damoiselle Marie Perte sa femme, et Damoiselle Louise Bonneporte) de Jean Le Voix, conseiller au parlement, la terre de Roumilly donnée en faveur de mariage par Henry Le Lièvre à Claude Le Voix son neveu pour demeurer propre à lui et aux siens. L'arrêt dit que la terre avait été propre et non acquêt à Claude Le Voix parce qu'il était de la ligne de laquelle cette terre était propre ancien.

(3) Rendu en la 3^e chambre des Enquêtes en confirmation de la sentence du Sénéchal de Ponthieu à Abbeville du 8 mai 1624. Entre : Jean Ouffroy, Jacque Boistel et Isabelle du Vauchel leurs femmes appelantes, Et : Catherine Poiret, veuve de M. Nicolas de Lestoile, intimée. La sentence adjugeait à l'intimée trente-six journaux de terre parce qu'elle était parente du côté et ligne d'où ils provenaient, lesdits héritages n'ayant pas changé de qualité, n'étant pas sortis de la ligne par la donation d'iceux entre vifs, faite en faveur de mariage par Nicolas du Vauchel à Nicolas du Vauchel son neveu qui était de la ligne. Les héritages étant propres anciens au donateur.

en la Coutume de Melun. Un arrêt du 4 juillet 1702 (1), rendu par le Parlement de Bordeaux, marque la dernière tentative en ce sens (2).

Au XVIII^e siècle, plusieurs auteurs se sont montrés extrêmement favorables à l'extension de la notion de propre aux donations en ligne collatérale, mais ils ne l'ont pas emporté.

Lamoignon, dans ses arrêtés, déclare que le propre ancien ou naissant donné à un parent de la ligne reste propre, encore que le donataire ne soit héritier présomptif. Il ajoute que même si l'immeuble est acquêt au donateur ou provient d'une autre ligne que celle à laquelle appartient le donateur, il est propre en la personne de ce dernier s'il est héritier présomptif du donateur.

De Laurière, dans ses commentaires sur la Coutume de Paris, regarde comme propre tout bien donné à un parent du côté et ligne d'où il provient.

La tendance restrictive est représentée par la plus grande partie de la doctrine au XVII^e et au XVIII^e siècle. Renusson, Charondas, Du Plessis, De Ferrière, Le Brun, Pothier et d'autres considèrent que les donations en ligne collatérale indistinctement font des acquêts. Ils pensent qu'on ne saurait interpréter autrement l'article 246 de la Coutume de Paris. Cet article doit, selon Renusson, être appliqué aux coutumes muettes ; la qualité de propre, dit-il, s'est introduite par l'usage, il ne faut pas d'autre interprète de l'usage que cet usage. Paris est la capitale du royaume. Sa Coutume doit être le droit commun des pays coutumiers, en l'absence de dispositions dans les Coutumes particulières.

Une abondante jurisprudence du parlement de Paris con-

(1) En la 2^e chambre des Enquêtes. Entre André de La Chèze et Marie Sage, veuve de Bertrand de La Chèze. L'arrêt juge les biens, donnés par le feu Bertrand audit André son neveu propres au donataire. Dans ce cas aussi les biens étaient propres anciens au donateur.

(2) Il faut remarquer que dans presque tous ces arrêts, les juges se sont inspirés de circonstances particulières et l'on ne saurait en tirer un principe général. Ainsi dans les deux arrêts précédemment cités, les donations avaient eu lieu en faveur de mariage, nous verrons plus loin que la jurisprudence a été constamment favorable aux dons faits en de telles circonstances.

firme l'opinion de ces docteurs : « La jurisprudence est aujourd'hui constante que la donation à l'héritier présomptif en collatérale ne fait que des acquêts (1). »

Avant la réformation de la Coutume de Paris, il existait des arrêts dans ce sens : Arrêt des Aujorans rendu en 1536, arrêts des 24 juillet 1563 (2), 21 avril 1577 (3).

Après l'addition de l'article 246, dont les termes n'étaient pas assez précis et explicites, il y eut de nouveaux arrêts dans le même esprit : les 27 avril 1589, 5 août 1623 (4), 25 février 1643 (5), 8 mai 1646 (6), 11 mars 1650 (7).

(1) POTHIER, *Traité des propres*.

(2) Entre la fille aînée de Pierre de Valencour et sa veuve en secondes noces. Marié deux fois, Pierre de Valencour a une fille du premier mariage et cinq enfants du second. Son frère Robert de Valencour décède en lui léguant une ferme : la ferme des Fontaines. Pierre de Valencour décède, sa femme revendique la moitié, comme conquêt de communauté. La fille du premier lit réclame un sixième de la ferme comme propre à son père. La sentence du Prévôt de Paris donne gain de cause à sa fille. Mais sur appel, un arrêt infirme la sentence : la veuve prend la moitié et l'autre moitié est partagée entre ses six enfants.

(3) Un oncle et un neveu ont contracté une société mutuelle de tous les biens. Le neveu survit : les biens propres lui sont acquêts par suite de la donation.

(4) Confirmatif de la sentence du prévôt de Paris du 23 septembre 1620. Au sujet de la succession de Catherine Le Camus. L'arrêt jugea qu'une donation mutuelle entre un frère et une sœur de tous les biens au profit du survivant fait tous les propres du prédécédé acquêts au survivant.

(5) Au sujet du testament de la dame de Bévilliers : un legs universel fait *successorio* par un testateur qui n'a pas de propres est acquêt en la personne du légataire qui peut en disposer à son gré. Conclusions de l'avocat général Talon.

(6) Entre Louis Créfieux et Michèle Périer : Marie Périer fait donation à son beau-frère et à sa sœur d'une maison sise rue Saint-Antoine et de quelques rentes qu'elle avait à titre de propres anciens. Son beau-frère Louis Créfieux et sa sœur Marguerite Périer se font donation mutuelle des meubles et acquêts au survivant. Marguerite Périer décède ; Michèle Périer sa nièce réclame la moitié des maisons et des rentes comme propre de sa tante et la moitié de l'autre moitié comme acquêt de communauté, pour en jouir après le don mutuel, le quart seulement étant la propriété de Créfieux. Sentence du Prévôt de Paris ; déclare la moitié de la maison et des rentes à la nièce après le don mutuel, comme acquêts, l'autre moitié étant la propriété de Créfieux. Après enquête par turbes, arrêt confirmatif.

(7) Un nommé Chaliveau avait donné à sa sœur une maison et une vigne provenant de la succession de leur père commun. L'arrêt adjuge

Donc la majorité de la doctrine et la jurisprudence convergent : la disposition de l'homme fait cesser celle de la loi ; les donations en ligne collatérale ne font que des acquêts. Cependant, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le donateur peut exprimer le désir de se conformer à la loi ; il peut par une clause insérée dans l'acte de donation ou le testament déclarer qu'il donne tel bien pour être propre au donataire. Quel est l'effet d'une telle clause ? Quelle qualité auront les biens donnés dans la succession du donataire ?

Certaines coutumes déclarent nettement que les biens sont propres aux donataires (1). Doit-on étendre ces dispositions aux coutumes muettes ? Le Brun et Pothier prétendent qu'on ne le doit pas. Le Brun estime que la qualité des biens d'un individu ne dépend pas de sa volonté, mais des dispositions de la loi : plusieurs arrêts ont ainsi déclaré acquêts des biens achetés par des particuliers avec clause de subrogation à des propres aliénés.

Denisart considère que cette clause forme des propres imparfaits : ils sont propres de succession mais ne sont pas sujets à la réserve ni au retrait lignager.

Bourjon suit le sentiment des coutumes dont nous venons de parler : il déclare que la clause doit avoir son entier effet.

La jurisprudence varie comme la doctrine. Le Parlement de Paris tient pour propre le bien ainsi donné dans deux arrêts importants rendus les 15 mai 1645 (2) et 12 mars 1663 (3).

la moitié au mari comme conquêt et lui laisse l'autre moitié en vertu du don mutuel. Avocat général Bignon.

(1) Amiens, Châtellenie de Lille, Artois, Ponthieu, Melun, Hainaut, Valenciennes,

(2) Audience de la Grand'Chambre, au sujet de la terre des Biffeaux située en la coutume de Melun, ancien propre de la famille des Spisames donnée entre vifs par Samuel de Spisames, conseiller d'Etat, à Jean Spisames sieur de Granges, son cousin paternel, pour lui être propre. Celui-ci étant décédé sans enfants, la terre fut adjugée à la comtesse de Lussan, héritière des propres à l'exclusion de la mère, héritière des meubles et acquêts.

(3) M^{lle} de Matignon, mariée en 1616, reçut à son contrat la terre de Frenelly appartenant à M^{lle} d'Orléans pour lui devenir propre avec clause de réunion à la donatrice qui fut supprimée en 1628. En 1630,

Renusson, qui rapporte ces arrêts, ne manque pas d'ajouter qu'il ne faut pas que la donation excède la part héréditaire du donataire, sinon l'excédent est acquêt.

Il nous faut remarquer que ces deux décisions ne suffisent pas à déterminer la tendance générale de la jurisprudence. Le premier arrêt a été rendu en la Coutume de Melun qui est justement au nombre de celles qui donnent à la clause de propre son plein effet. Le deuxième a été rendu dans une espèce particulière : la donation avait été faite dans le contrat de mariage de la bénéficiaire. Le Brun estime que la décision de la Cour, en ce cas, est due à la faveur qui s'attache aux contrats de mariage (1) et qui les rend susceptibles de contenir toutes sortes de stipulations. Il ajoute qu'il n'en serait pas de même dans un autre contrat, car on ne peut intervertir l'ordre des successions. De nombreux arrêts justifient cette opinion ; relevons les plus importants :

Arrêt du 23 janvier 1625 qui juge acquêt au donataire une rente stipulée propre par le donateur, dans le contrat de création, bien qu'elle ait été constituée en deniers provenant d'une autre rente propre au donateur.

Arrêt du 14 juin 1633 rendu en la Coutume du Poitou qui juge : il ne suffit pas d'avoir des propres de déclaration pour pouvoir disposer de ses acquêts (2).

Arrêt du 16 avril 1671 qui juge acquêts dans la succession de Nicolas Bailly les biens acquis par lui avec des deniers procédant de la vente de ses propres. Il avait cependant déclaré qu'il faisait ces acquisitions avec le produit de ses

M^{lle} de Matignon échange sa terre à M. de Longueville contre l'hôtel de Gonzague. Il y eut subrogation. M^{lle} d'Orléans intervenant au contrat pour déclarer l'hôtel propre à M^{lle} de Matignon et aux siens. En 1660, M^{lle} de Matignon fait un testament par lequel elle institue l'hôpital général légataire universel. Après son décès les Matignon refusent à l'hôpital les quatre quints de l'hôtel. Compromis, puis sentence arbitrale ; on allègue que l'hôtel est seulement propre à l'égard de la communauté. Mais il fut jugé propre de succession par arrêt confirmant la sentence.

(1) On peut rapprocher de l'arrêt du 12 mars 1663 celui du 2 mars 1615 précédemment cité ; en effet, la donation faite à Claude Le Voix par son oncle, l'avait été en faveur de mariage.

(2) On sait, en effet, qu'en la Coutume du Poitou, il faut avoir des propres, pour pouvoir disposer de ses acquêts.

propres aliénés et qu'il voulait les posséder au même titre.

Enfin, arrêt du 9 juin 1723 (1) qui juge que les biens légués avec la qualité de propre ne laissent pas de conserver la qualité d'acquêt dans la succession du légataire qui peut en disposer totalement.

Qu'advient-il lorsque celui qui a bénéficié de la générosité de son parent accepte la succession de ce dernier, ou sans l'accepter formellement fait acte d'héritier ?

Dans les coutumes où les deux qualités d'héritier et de donataire ou de légataire peuvent coexister : au cas de legs, les biens sont propres au légataire ; au cas de don entre vifs les immeubles donnés sont acquêts, les immeubles hérités sont propres. Cependant, si la donation et l'héritage forment un tout inférieur ou égal à la part héréditaire du donataire, il possède ce tout à titre d'héritier.

Dans les coutumes où ces deux qualités sont incompatibles, on considère la libéralité comme non avenue. Le donataire ou le légataire recueille les biens à titre d'héritier, ils lui sont propres. Deux arrêts rendus par le Parlement

(1) Entre Dame Charlotte Genest, femme autorisée de justice au refus de M. Gérard Blanchebarbe et la dame veuve Nicolas-Jean Genest de Launay, M^e Hiérôme Genest avait fait un testament olographe le 4 octobre 1718. Il y avait quatre héritiers présomptifs : M. Philippe-Guillaume Genest ; Louise-Angélique Genest, femme du sieur Le Teneur, les enfants mineurs de Nicolas-Jean Genest de Launay, Charlotte Genest. Les vœux du testateur ont été de faire un partage inégal entre ses héritiers, sans changer la nature ni la qualité que les effets de la succession auraient eu, s'ils étaient échus *ab intestat*. Le testateur lègue quatre parties de rente à la dame Le Teneur sa nièce ; il ajoute que ces rentes lui demeureront propres pour revenir à sa famille. Il lègue d'autres rentes aux enfants du sieur de Launay ; il ajoute que le tout leur sera propre paternel. Il lègue au sieur Genest deux parties de rentes sans condition de propre, mais il ajoute une disposition générale. « Tous les biens que je lègue à mon frère et à ma sœur, à mes neveux et nièces leur demeureront propres de leur côté pour retourner à mes héritiers naturels. » M^e Philippe Genest, qui a recueilli les deux rentes, décède ; il a institué par son testament ses neveux et nièces de Launay, légataires universels, sans faire aucune disposition en faveur des dames Le Teneur et Blanchebarbe. Tous ses biens tombent dans le legs par les changements arrivés dans les propres : les deux rentes léguées par M^e Hiérôme sont seules retrouvées en nature.

Les dames Le Teneur et Blanchebarbe ont demandé au Châtelet la distraction des quatre quintes des deux rentes comme propres aux termes

de Paris en ont ainsi décidé : le 9 juin 1734 (1) et le 26 août 1782 (2).

Mais qu'arrive-t-il si le légataire a accepté le legs sans renoncer à la succession ? Seul le titre de légataire est pris en considération (3), et les biens qu'il recueille lui sont acquêts (4), ainsi qu'il ressort d'un arrêt du 8 juillet 1733 (5).

du testament de Hiérôme Genest. La sentence du Châtelet rendue le 27 août 1721 les déboute. Arrêt confirmatif bien que les appelants aient voulu prétendre que la clause ramenait le legs au titre successif.

(1) En la 3^e Ch. des Enquêtes. Deux filles d'une veuve Calles qui avaient recueilli en sa succession une rente ne la partagèrent pas et s'en firent une donation mutuelle entre vifs et réciproque de tous leurs biens. L'une décède ; sa sœur ne parle pas de la donation et recueille la totalité de la rente comme seul héritier de sa sœur et comme héritière pour moitié de sa mère. Elle fait un testament par lequel elle dispose de la moitié de sa rente au profit d'un parent éloigné et de l'autre moitié au profit de l'hôpital des Petites Maisons. Après son décès son héritier réclame les 4/5 de la totalité de la rente. Les légataires ne lui reconnaissent que les 4/5 de la moitié, l'héritier des propres disait que la survivante n'avait pas demandé délivrance de la donation, qu'au contraire elle avait préféré la qualité d'héritière, et avait touché en cette qualité : la Cour jugea la rente propre pour la totalité.

(2) Entre les héritiers du sieur de La Vieuville, légataire universel et héritier de sa sœur, veuve de Monsieur Palu, Conseiller d'Etat. Les biens recueillis par le sieur de La Vieuville furent considérés comme propres : on est héritier avant d'être légataire. Le sieur de La Vieuville avait fait acte d'héritier (Incompatibilité des deux qualités d'héritier et de légataire en la Coutume de Paris, article 300).

(3) Du moins lorsque le legs est renfermé dans les limites de la disponibilité testamentaire.

(4) Dès l'instant où l'héritier a accepté le legs, il a renoncé au bénéfice de la Loi. Certains auteurs vont même jusqu'à prétendre que dans le cas où le legs porterait sur des propres indisponibles, l'héritier présumptif qui les recueillerait à ce titre les posséderait comme acquêts ; l'indisponibilité n'existant qu'en sa faveur, il y renonce en acceptant le legs.

(5) Le sieur Turmenies de Nointel avait légué des propres à sa sœur, qui était son héritière pour un tiers. Ladite sœur accepta le legs sans prendre la précaution de renoncer à la succession ; elle décède ; il y a conflit entre ses héritiers : les biens qu'elle avait recueillis étaient-ils acquêts ? Ils furent jugés tels par l'arrêt confirmant la sentence des Requêtes du Palais. Il ressort donc de cet arrêt que non seulement l'héritier collatéral qui prend un propre à titre de légataire le possède comme acquêt, mais encore que l'acceptation du legs emporte renonciation tacite à la qualité d'héritier.

3° LES DONATIONS ENTRE VIFS ET A CAUSE DE MORT/ENTRE CONJOINTS.

Aucun doute quant aux donations entre conjoints sans enfants : elles ne sauraient former des propres. On ne peut raisonnablement considérer l'avantage fait par un conjoint à l'autre comme un avancement de succession, attendu que la succession entre eux est très problématique. De plus, la succession *unde vir et uxor* ne forme pas de propre ; *a fortiori* la donation ne peut faire autre chose que des acquêts, même si on voulait la regarder comme un avancement de succession.

Mais en est-il de même quant aux donations entre conjoints qui laissent des enfants ?

Charondas prétend que l'héritage ainsi donné est propre au conjoint donataire du côté et ligne du conjoint donateur. Donc, lorsque l'enfant commun décède sans descendants après avoir recueilli le bien dans la succession du donataire, ce bien appartient à ses héritiers du côté et ligne du donateur. Cet auteur mentionne deux arrêts qui, d'après lui, justifient sa manière de voir ; l'un du 12 juillet 1561, l'autre du 24 mars 1567 ; il invoque le cas du douaire qui est propre paternel en la succession des enfants et il estime qu'il ne saurait en être autrement des avantages faits par le mari à sa femme (1).

Mais on ne peut adopter une telle opinion ; ainsi que nous l'avons dit plus haut, pour qu'une donation forme un propre, il faut qu'elle puisse être considérée comme un avancement de succession et que cette succession elle-même soit susceptible d'imprimer la qualité de propre. Le douaire ne doit pas être comparé à une donation, la femme n'en a que l'usufruit ; les enfants ont sur lui un droit de propriété du vivant même de leurs parents ; alors que par la donation les héritages sont donnés au conjoint en pleine propriété. Tel est le sentiment de Le Brun et celui de Guyot,

Quant aux arrêts précédemment cités, il faudrait en connaître l'espèce pour en apprécier la portée. Il est au con-

(1) Les avantages faits par la femme à son mari sont, naturellement, propres maternels aux enfants.

traire un arrêt du 19 mars 1727 (1) qui adopte formellement l'opinion de Le Brun et de Guyot (2).

Ce dernier point de vue nous paraît le meilleur.

§ II. — Des substitutions.

Les substitutions sont des donations d'une nature particulière : celui qui recueille les biens grevés de substitution dans la succession du testateur n'est pas le véritable bénéficiaire de cette libéralité ; il sert d'intermédiaire entre le *de cujus* et le gratifié qui est souvent une personne future.

Quelles vont être les répercussions de cette institution sur les immeubles acquêts et propres ?

Une distinction est nécessaire entre les substitutions en ligne directe et les substitutions en ligne collatérale.

1^o Les substitutions en ligne directe, simples ou graduées, forment incontestablement des propres et *a fortiori* les conservent. Nous avons vu plus haut que toute chose immeuble donnée en ligne directe était propre. Cela est si

(1) Rapporté par Aureau des Pommiers.

(2) Autre arrêt rapporté par Guyot rendu au mois d'août 1715 en la Coutume de Poitou : un mari lègue à sa femme tous ses meubles et acquêts et le tiers de ses propres. (La Coutume de Poitou autorise ces dispositions.) Ces biens parviennent au fils commun après le décès de ses parents. Celui-ci décède en majorité. Contestation entre les héritiers paternels et maternels.

Les héritiers des propres paternels soutiennent que les propres n'ont pas changé de qualité entre les mains de la donataire : ils sont propres paternels au fils, ils invoquent deux arrêts rendus en la Coutume de Poitou les 21 mars 1596 et 3 août 1624. Ils y ajoutent une sentence arbitrale rendue à Poitiers sur la même question.

Les héritiers maternels disent : La donation a rendu les biens acquêts en la personne de la mère ; ils sont donc propres maternels au fils. La Cause mise en compromis : la sentence rendue le 9 juin 1714, adjuge les biens propres aux héritiers maternels. Sur appel des héritiers paternels, l'arrêt confirme la sentence.

Les deux arrêts opposés par les héritiers paternels auraient été rendus dans une espèce qui peut se présenter souvent en Poitou. La Coutume permet aux père et mère de distribuer les meubles et acquêts à leurs enfants comme ils l'entendent, mais elle le défend pour les propres. Pour tourner la loi, le mari donne à sa femme le tiers de ses propres, qui lui devient acquêt, et elle peut en disposer. Les juges avaient ici statué en équité.

vrai que l'on admet même que si le testateur institue une personne étrangère et lui substitue ses enfants, petits-enfants et autres descendants, les biens sont propres au dernier substitué. La personne étrangère n'est qu'un intermédiaire ; les descendants tiennent les héritages de la générosité du testateur, non de la succession de l'institué.

2° Les substitutions en ligne collatérale semblent ne devoir faire naître que des acquêts ; en effet, les dons et legs en ligne collatérale ne font pas de propres.

Le bénéficiaire de la substitution recueille le bien non pas à titre d'héritier de l'institué, mais à titre de légataire du testateur. Tel est le sentiment de Pothier ; le legs universel à l'héritier présomptif du testateur ne forme que des acquêts, dit-il, quoique par la nature des biens et la qualité du donataire, il imite parfaitement la succession. Il doit en être de même de la substitution qui n'est qu'une donation suspendue pendant la vie de l'institué.

Mais cette opinion n'est adoptée ni par la majorité de la doctrine ni par la jurisprudence. On constate donc encore en cette matière, une tendance à l'extension de la notion de propre.

On considère qu'il y a une différence essentielle entre la donation en collatérale et la substitution. Au cas de donation le testateur agit dans l'intérêt personnel du donataire ; c'est vraiment lui qu'il désire favoriser ; il est ainsi préférable que les biens lui soient acquêts.

Au cas de substitution, le testateur désire surtout avancer sa famille en général.

Cependant, pour déterminer la qualité des biens échus par substitution, on examine si le testateur a suivi l'ordre des successions ou l'a interverti.

S'il a suivi l'ordre des successions, il a manifesté nettement sa volonté de renforcer la protection assurée à la famille par la loi des propres, en poursuivant la même fin : les biens sont propres au substitué. Deux arrêts des 7 mai 1640 (1)

(1) Rendu en la Grand'Chambre : Une Maison léguée par Jean Mingot à sa sœur avec défense d'aliéner et de disposer et charge de conserver à ses enfants auxquels il voulait qu'elle appartint, a été jugée propre en la

et 4 janvier 1657 (1) confirment ce point de vue adopté par la plupart des auteurs (2), bien que Pothier ait voulu expliquer ces arrêts à sa manière (3).

Si le *de cujus* a interverti l'ordre des successions soit dans la personne de l'institué, soit dans la substitution, si le substitué a pris, en vertu de la substitution, d'autres biens que ceux auxquels il aurait succédé, ils lui sont acquêts. Ceci a été jugé par plusieurs arrêts : les 12 mai, 13 août 1697 (4). Ces arrêts déclarent les biens acquêts au dernier substitué ; il en est de même dans les décisions rendues les 17 mars 1718 (5) et 19 mars 1720 (6).

Qu'advient-il si le testateur institue quelqu'un qui n'est

succession du dernier décédé, non seulement pour la part de ses frères et sœurs mais encore pour celle qui lui appartenait en conséquence de la substitution.

(1) Entre les Genetays et les héritiers de Louise Roussel, Madeleine Blondeau et Louise Roussel sa nièce cédèrent leur droit dans la succession de Cécile Blondeau à un nommé Buisson contre deux maisons et une rente le 4 février 1612.

Le même jour, Madeleine Blondeau fait donation entre vifs à Louise sa nièce et unique héritière de la moitié lui appartenant avec réserve d'une rente viagère et avec substitution des enfants nés ou à naître de la donataire. Celle-ci, mariée à Genetays, eut un fils orphelin en minorité ; son curateur demanda la distraction de la moitié des maisons et de la rente en vertu de la substitution après avoir renoncé à la succession de la mère. Denis décède sans enfants. Contestation entre les Genetays parents plus proches qui réclament ladite moitié comme acquêt et les Roussel qui la prétendent propre. L'arrêt la juge propre.

(2) Le Brun établit une distinction entre la substitution graduelle et la substitution vulgaire ; il déclare : pour que la substitution vulgaire forme des propres, il faut qu'elle soit universelle, qu'elle porte sur une quotité, non sur un bien particulier.

(3) Il estime que l'arrêt de 1640 a été rendu dans un temps où l'on avait encore assez de peine à décider qu'un legs fait à l'héritier présomptif lui était acquêt et l'arrêt de 1657 est dû à des circonstances particulières.

(4) Substitution contenue dans le testament de M. Le Camus, Maître des Requêtes. V. GUYOT, t. XIV, p. 30-31.

(5) Au sujet de la terre de Bouligneux et autres, comprises en la substitution faite par Claudine de Rye le 4 juillet 1581. L'arrêt les juge acquêts en la personne de défunt Louis de Bouligneux, Comte de La Palu : attendu que cette substitution avait été faite par personne étrangère. Rapporté par RENUSSON, DE FERRIÈRE, GUYOT, etc...

(6) Substitution faite par le Président Le Jay. GUYOT, t. XIV, au mot propre ».

ni son parent ni son héritier présomptif et qu'il substitue la propre famille de l'institué, ses descendants ou ses collatéraux ? Une telle substitution ne saurait donner naissance à des propres en la personne du substitué, qui tient les biens du testateur, bien qu'il les ait recueillis dans la succession de son parent ; or le testateur n'est pour lui qu'un étranger.

Renusson est d'un avis contraire, il veut appliquer ici les principes qui font admettre que la substitution collatérale suivant l'ordre de succéder forme des propres ; si le testateur avait légué son bien sans substitution, dit-il, ce bien acquêt au légataire serait devenu propre à ses héritiers ; la substitution qui intervient pour empêcher toute aliénation ne saurait contrarier la loi des propres.

La plupart des docteurs ont rejeté la théorie de Renusson ; ce serait étendre démesurément la notion de propre.

En terminant, il nous faut observer avec Pothier que dans les cas où les substitutions ne forment pas de propres, il faut pour que les biens qui en font l'objet soient réputés acquêts qu'ils aient été appréhendés à ce titre. Par exemple : lorsque le substitué est héritier de l'institué, dont la mort ouvre la substitution, l'héritage compris dans la substitution lui est propre jusqu'à concurrence de la portion dont il est héritier. Son adition d'hérédité amène la confusion du droit de créance qu'il avait en vertu de la substitution jusqu'à concurrence de sa portion héréditaire. Il semble qu'il devrait en être autrement si l'héritier acceptait la succession sous bénéfice d'inventaire ; dans ce cas, il ne peut y avoir aucune confusion de créances. Pothier est d'un sentiment contraire ; la créance dont le bénéfice d'inventaire empêche la confusion permet au substitué de retenir le bien ; il l'a grâce au droit de substitution, mais on ne peut dire qu'il l'acquiert en vertu de ce droit, car il possédait déjà le bien par la règle « la mort saisit le vif ».

Il est pourtant un cas où le substitué héritier possède l'héritage comme acquêt : cet héritage a été aliéné par le grevé de substitution et le substitué se le fait délaisser par l'acquéreur. Il n'en a pas été saisi à titre d'héritier. L'héri-

tage n'existait plus dans le patrimoine du grevé, au moment de l'ouverture de la succession.

§ III. — De la confiscation.

« Qui confisque le corps, confisque les biens (1). »

Un individu est condamné à peine criminelle, le Roi confisque ses biens.

Par la suite le prince remet lesdits biens au coupable ou à ses héritiers, descendants ou collatéraux. Quelle va être la qualité des héritages ainsi remis ?

Deux questions se posent :

1^o Le Roi remet les biens au condamné en vertu de lettres de rémission ou d'abolition. Les immeubles qui étaient propres dans le patrimoine du coupable avant la confiscation reprennent-ils cette qualité ?

Certains auteurs (2) distinguent si les lettres de rémission ou d'abolition sont de justice ou de pure grâce. Dans le premier cas, elles s'accordent par un droit ordinaire, les biens revenus à leur ancien propriétaire sont propres ; dans le deuxième cas elles ont été obtenues de la toute-puissance du prince, les biens deviennent acquêts ; la remise n'a été qu'une pure libéralité ; le roi qui était devenu propriétaire des biens en fait don au condamné, qui les possède à un titre nouveau.

D'autres docteurs, au contraire, prétendent que les héritages ainsi remis conservent la nature et la qualité qu'ils avaient auparavant ; la confiscation n'est en aucun cas une libéralité proprement dite, mais une restitution. Pour appuyer cette affirmation, ils invoquent le fait que lors de la remise par le seigneur du fief perdu par le vassal félon, l'ancienne concession demeure.

2^o Le Roi remet les biens aux héritiers du condamné.

(1) Certaines Coutumes n'admettent pas cette règle ; Maine (sauf pour le crime d'hérésie et de lèse-majesté), Anjou, Berry, Bretagne.

(2) D'ARGENTRÉ, sur la Coutume de Bretagne ; DU MOULIN, sur la Coutume de Paris, article 43, fait une distinction analogue sur la question de savoir si le fief acquis au seigneur par droit de *Commiseremus* au vassal, retient la même qualité de propre que celle qu'il avait auparavant.

Jusqu'au milieu du ^{xvii}^e siècle, la doctrine et la jurisprudence concordent : les immeubles remis aux héritiers du coupable sont propres à ceux-ci comme s'il n'y avait pas eu de confiscation. Quand le Roi remet les biens à des héritiers présomptifs, même en ligne collatérale, son but est de sauvegarder le patrimoine familial, l'ordre des successions n'est pas changé (1).

Cette manière de voir ressort de nombreux arrêts : des 26 janvier 1556 (2), 24 janvier 1559 (3), 28 août 1579 (4), 28 août 1597 (5) et 2 août 1632 (6).

Cependant un arrêt du 15 janvier 1640 (7) semble marquer une tendance nouvelle ; les biens confisqués remis par le Roi à l'héritier en ligne collatérale du condamné sont acquêts à celui-ci. Un autre arrêt du 11 mars 1647 (8) a été rendu dans le même sens.

Des auteurs ont estimé à la suite de ces décisions qu'il y avait lieu d'établir une distinction entre les biens remis aux héritiers en ligne directe et ceux remis aux héritiers en ligne collatérale. Dans le premier cas les biens sont propres, dans le deuxième ils sont acquêts.

(1) AUZANET va plus loin : les biens seront propres même si le bénéficiaire de la remise n'est pas héritier présomptif du condamné.

(2) Entre Jeanne Parent et Jean et Raoul Spisame : juge que les biens délaissés par Louise de Spisame sont propres en sa succession. Ces biens avaient appartenu à son père Gaillard Spisame, lequel aurait été condamné et ses biens confisqués. Les enfants avaient traité avec le Roi qui leur avait remis ces biens contre une somme de deniers.

R. CHOPIN, sur la Coutume de Paris. L. II, t. III, n° 17.

(3) En la 3^e des Enquêtes du Parlement de Paris : les biens confisqués sont propres aux enfants comme s'ils étaient échus par succession.

(4) En la Coutume d'Anjou ; biens remis à des collatéraux : ceux-ci les prennent à titre d'héritier.

(5) En la 5^e des Enquêtes. CHOPIN, sur la Coutume d'Anjou. L. I, tit. 42.

(6) En la chambre de l'Edit. Terre du maréchal Biron confisquée puis remise à son frère est propre à celui-ci.

(7) La terre de Vatan confisquée par le Roi et remise à la sœur de Florimond du Puy, seigneur de Vatan, condamné pour rébellion, fut jugée acquêt en la succession de ladite dame, sur les conclusions de l'avocat Talon. La confiscation ayant été exécutée et le Roi devenu propriétaire.

(8) SOEFVE. Cent. II, quest. II, t. I. Au sujet de la terre de La Rochepot.

Mais une partie de la doctrine ne partage pas ce point de vue : la confiscation est une aliénation parfaite qui fait sortir le bien de la famille ; la libéralité du roi est un acte de clémence qui ne détruit pas les effets de la décision judiciaire. On ne saurait distinguer entre la ligne directe et la ligne collatérale : les immeubles remis par le roi aux héritiers quels qu'ils soient sont acquêts en leur personne. Deux arrêts paraissent confirmer cette théorie, l'un du 6 septembre 1673 (1), l'autre du 29 janvier 1691 ; ils ont jugé que les biens remis par le roi aux enfants du condamné leur sont acquêts. Hâtons-nous d'ajouter que ces arrêts ont été rendus dans des circonstances particulières ; ils ne peuvent donc servir d'appui à l'opinion trop extrême que nous venons d'énoncer.

Il convient de remarquer en terminant que si l'on admet que la remise des immeubles confisqués aux héritiers du condamné ne peut leur exprimer la qualité de propre (2), il ne serait pas logique de prétendre qu'elle fait perdre cette qualité ; l'héritage ancien n'a pas été acquis par le condamné, mais lui est échu de sa famille ; il ne peut par son fait perdre un bien qui appartient à la famille ; le propre remis par le roi aux héritiers du condamné reste propre en leur patrimoine.

(1) En la 2^e des Enquêtes. La terre de la Mothe échue à M^{lle} de Beaufort fille du sieur de Canillac fut jugée acquêt à cette dernière. Cette terre provenait du patrimoine du sieur de Canillac condamné pour rébellion ; patrimoine qui avait été confisqué et remis par le Roi au sieur Bartillat, qui l'avait ensuite transmis à M^{lle} de Beaufort.

(2) Il n'y aurait aucun doute, quant à la qualité des biens, s'il apparaissait que le prince ait voulu gratifier personnellement des parents du coupable. Il y aurait ici libéralité pure et simple ; les héritages ainsi remis seraient acquêts.

CHAPITRE IV

De l'influence de la stipulation sur la nature et la qualité des biens.

Nous avons vu jusqu'à présent que le « propre » était essentiellement un immeuble échu à l'individu de sa famille par succession ou donation ; encore faut-il que la donation lui ait été faite par un ascendant. Un meuble advenu par succession ou donation même en ligne directe ne saurait que former un acquêt ; de même un immeuble donné en ligne collatérale.

L'homme ne peut-il en manifestant sa volonté remédier à cet état de choses ?

Nous avons étudié au chapitre précédent la stipulation de propre dans les donations en ligne collatérale, stipulation portant sur des immeubles. Nous avons pu remarquer la tendance à donner un effet à cette clause dans le cas où la donation est faite en faveur de mariage ou dans les contrats de mariage.

Nous allons, dans ce chapitre, montrer comment, par une faveur toute spéciale, on peut dans les contrats de mariage transformer un meuble en immeuble et lui donner la qualité de propre ; nous verrons aussi comment la stipulation permet de conserver les propres,

Mais à côté de ces stipulations créatrices et conservatrices du propre on a admis une stipulation qui fait perdre au propre sa qualité, du moins momentanément : L'AMEUBLISSEMENT.

Nous étudierons ces deux sortes de stipulation dans deux paragraphes.

§ I. — De la stipulation de propre.

Nous venons de dire que cette stipulation peut être créatrice et conservatrice de propres. Voyons comment.

1^o LA STIPULATION CRÉATRICE DE PROPRES.

Il est généralement admis dans l'ancien Droit, qu'une personne ne peut changer la nature ni la qualité de ses biens, sinon l'ordre des successions dépendrait de la volonté de chacun, et l'ordre public s'en trouverait gravement troublé. Un individu ne peut donc stipuler par convention acquêt ce qui doit être propre et propre ce qui doit être acquêt, car il affecterait ainsi ses biens à des héritiers auxquels ils ne doivent pas appartenir.

Les meubles sont des acquêts par excellence ; il semble donc, d'après ce que nous venons d'écrire, que non seulement on ne peut leur donner la nature d'immeubles, mais encore moins la qualité de propres. Cependant on a permis une dérogation à la règle générale dans les contrats de mariage, étant donné la nature particulière de ceux-ci (1). Ainsi dans ces contrats des biens meubles, le plus souvent, des deniers sont susceptibles de devenir immeubles et propres par convention (2). Ceci afin de favoriser les mariages : on veut donner une garantie aux personnes peu désireuses de voir leur fortune, consistant surtout en effets mobiliers, passer en une famille étrangère, par le fait du mariage.

Il y a deux manières d'imprimer aux deniers la qualité de propres : soit en les stipulant directement propres, soit en les destinant à être employés en héritages ou rentes qui sortiront nature de propres (3). D'ailleurs, dans ce dernier cas, si l'emploi est régulièrement fait, les héritages qui sont

(1) Certains auteurs (LE BRUN) pensent que l'on peut changer la qualité des choses données, quand il y va d'un intérêt considérable du donataire ou du donateur ; par exemple : quand un père donne un immeuble à son fils à la charge de payer ses dettes, avec la clause que cet immeuble lui sera acquêt.

(2) Cf. *supra*, ch. I. Des propres conventionnels.

(3) *Ibid.*

d'abord propres conventionnels ne tardent pas à devenir propres réels, dès le premier degré de succession, quelle que soit la forme de la stipulation. Ce que nous allons dire au sujet des diverses clauses ne s'appliquera donc pas si les deniers ont été employés. On s'était même demandé si la simple destination des deniers en emploi ne suffisait pas à les effectuer aux collatéraux du côté et ligne d'où ils provenaient. Au xvi^e siècle, la jurisprudence est favorable à cette idée ; elle a varié par la suite ; cependant, au xvii^e siècle, des arrêts ont encore jugé en ce sens : Arrêt du 14 juillet 1637 (1), mais il paraît bien avoir été rendu dans des circonstances particulières.

Les stipulations de propres peuvent être rédigées de façons différentes, ces divergences créent plusieurs sortes de propres conventionnels.

C'est une maxime certaine que, quelle que soit la stipulation de propre, les effets mobiliers auxquels elle s'applique sont toujours exclus de la communauté entre époux, mais ils ne sont pas toujours propres de succession. Il y a trois degrés de stipulations : au profit de la future épouse ; de la future épouse et des siens ; de la future épouse et des siens de son côté et ligne.

Si l'on stipule les deniers propres à la future épouse, ou destinés à être employés, etc... ; cette clause ne vise que la communauté ; les deniers ne sont que des propres de communauté.

Si l'on stipule les deniers propres à la future épouse et aux siens, ou destinés... ; ils sont déjà propres de succession, mais d'une façon très restreinte, car ils ne passent pas comme tels en ligne collatérale ; leur qualité s'éteint en la personne du dernier descendant du conjoint bénéficiaire de la stipulation, même si l'emploi est fait après son décès.

Certains docteurs estimaient cependant que le mot « siens » désignait tous les héritiers, aussi bien les descendants que les collatéraux. Un arrêt rendu en robes rouges à la Noël

(1) Au rôle du Poitou, DUPLESSIS, sur la Coutume de Paris.

2) Il en serait de même s'il s'agissait du mari.

1609 (1) a décidé que ce mot ne visait que les descendants. Dumoulin (2) a émis une opinion conforme à celle-ci. Mais il nous faut marquer ici un point essentiel : les deniers stipulés ne peuvent être recueillis par le conjoint survivant, tant qu'il y a des descendants ; par exemple : Une femme a reçu une somme de deniers qui lui a été stipulée propre à elle et aux siens par son contrat de mariage ; elle décède ; ses enfants recueillent cette somme en sa succession ; l'un d'eux décède à son tour ; son père, héritier mobilier, n'est nullement fondé à réclamer les deniers échus à cet enfant de sa mère ; ce sont ses frères et sœurs, héritiers des propres, qui les recueillent.

Malgré l'avis contraire de certains auteurs, qui ont prétendu que le conjoint survivant devait succéder à l'exclusion de ses autres enfants, frères et sœurs du défunt, parce que ce sont des collatéraux de celui-ci, la jurisprudence et la majorité de la doctrine considèrent que cette stipulation appelle tous les enfants du bénéficiaire de la stipulation. Il en est ainsi dans les arrêts rendus les 23 décembre 1579, 30 mai 1606, 13 avril 1627 (Du FRESNE, t. I, ch. 131), 30 juin 1636 (Du FRESNE, t. I, l. III, ch. 33.)

Le décès de l'enfant commun en minorité, en l'absence de frères et sœurs, change-t-il ce que nous venons de dire ? La stipulation s'éteint-elle en sa personne, comme s'il était décédé majeur ? L'affirmative a été adoptée dans un arrêt du 26 avril 1674 (3).

Des auteurs appuyés par quelques arrêts (4) voulaient qu'au cas de clause d'emploi en héritages destinés à être propres à la future épouse et aux siens, les deniers soient propres dans la succession de l'enfant et aillent à ses colla-

(1) MONTHOLON, Arrêt 115.

(2) Sur l'article 312 de la Coutume de Paris.

(3) Ici la stipulation était en faveur du mari. La mère héritière mobilière recueillit les deniers stipulés, car selon cet arrêt, la maxime qui dit que les biens de mineurs ne changent pas de nature n'a lieu que pour les immeubles réels et naturels, ou réputés réels. Entre Jacob et Marie de l'Epine et Elisabeth de Gennes. *J. du Palais*, par BLONDEAU et GUÉRET.

(4) LE PRESTRE. Cent. I, ch. 42. COQUILLE, sur la Coutume de Nivernais, chap. 23, art 17.

téraux maternels. Ils disaient à l'appui de leur théorie : si le mari avait fait l'emploi comme il s'y était obligé, les héritages ainsi obtenus se seraient trouvés en la succession de la femme ; les enfants y auraient succédé et les auraient possédés comme propres maternels, les collatéraux maternels les auraient recueillis comme tels ; le père qui n'a pas fait l'emploi ne peut profiter de sa négligence. Contre cette opinion qui ne nous paraît pas si mauvaise on invoque un argument d'ordre purement sentimental qui semble, d'ailleurs, l'avoir emporté : il ne faut pas si mal juger de la pensée d'un père. On pourrait dire aussi : il ne faut pas étendre les stipulations hors de leur cas. La même solution a été adoptée quand l'emploi a seulement été fait, après le décès de la mère : l'héritage est acquêt dans la succession du dernier des enfants.

Arrivons enfin au troisième degré de stipulation : on stipule les deniers propres à la future épouse et aux siens de son côté et ligne, ou destinés, etc..... Cette stipulation a un triple effet : contre la communauté, au profit des descendants, au profit des collatéraux. Donc, les collatéraux du conjoint propriétaire des effets mobiliers stipulés propres seront préférés à l'autre conjoint et à ses collatéraux. Mais qu'advient-il entre les héritiers collatéraux des diverses lignes du conjoint décédé ? Ceux qui sont de la ligne d'où provient le propre fictif excluent-ils les autres, même plus proches, à l'exemple de ce qui se passe pour les propres réels ? Les plus proches des deux lignes viennent-ils en concours ? Certains auteurs ont dit : la stipulation est faite surtout contre l'autre conjoint et sa famille, pour empêcher les biens de sortir de la famille du conjoint doté ; donc elle n'a pas été faite contre les parents de ce conjoint qui doivent pouvoir en bénéficier également. S'il n'y avait pas eu mariage, les effets mobiliers, stipulés propres, auraient été de simples meubles en la personne du bénéficiaire de la convention ; ils seraient allés en cette qualité, indistinctement, aux plus proches parents. Il doit en être ainsi, s'il apparaît que la stipulation n'a pas été faite contre eux, car les fictions ne se doivent point étendre hors de leur cas.

Cependant on peut répliquer : lorsqu'un père ou une mère

fait une telle stipulation, il a eu l'intention de le faire en faveur de sa propre ligne ; s'il avait acheté un héritage avec ces deniers, celui-ci serait devenu propre dans sa famille par succession. Ce point de vue nous paraît plus juste que le précédent.

Pour déterminer les héritiers qui viennent à la succession du propre fictif, il suffit d'examiner quelles sont les personnes qui ont fait la stipulation. Le propre fictif sera affecté à tous les collatéraux de la personne dotée, dans trois cas : lorsque ses père et mère l'ont dotée conjointement ; lorsqu'elle s'est dotée *de suo* ; lorsqu'elle a été dotée par un étranger. Dans le cas où un des ascendants seulement a fait la stipulation, le propre appartient au parent de la ligne de cet ascendant.

Si une telle stipulation affecte le propre fictif aux collatéraux de la ligne d'où il provient, elle n'en empêche pas la disparition par disposition testamentaire : celui qui le détient peut en disposer comme d'un simple meuble. Nous voyons donc ici apparaître le caractère imparfait de ce propre ; pour qu'il en soit autrement il faut une stipulation expresse qui frappe les deniers d'indisponibilité (1).

Par qui peuvent être faites ces diverses stipulations ? D'abord par les père, mère, aïeul et aïeule ou autres ascendants (2). Nous avons vu au chapitre précédent que les immeubles par eux donnés à leurs enfants demeurent dans la famille ; une somme de deniers donnée purement et simplement tombe dans la communauté ; la stipulation empêche cette chute et peut même imprimer aux deniers la qualité de propre de succession ; ceci résulte directement de ce que nous venons d'écrire.

Des collatéraux peuvent-ils faire eux aussi des stipula-

(1) Art. 93, Coutume de Paris.

(2) Mais qu'il y ait clause expresse ou non d'indisponibilité, il semble que le conjoint doté ne peut disposer du propre fictif à l'égard de l'autre conjoint, que dans la mesure où il lui est permis de disposer de ses propres réels : Arrêts du 12 avril 1650 en la Coutume de Touraine, 28 août 1675 en la Grand'Chambre.

Même si l'emploi des deniers a été fait, le conjoint qui en est propriétaire peut disposer librement de l'héritage ainsi acquis.

tions de ce genre ? Les auteurs l'admettent : « Un donateur est libre d'apposer à sa libéralité telle condition qu'il lui plaît. » Nous avons constaté que les donations d'immeubles en ligne collatérale ne forment que des acquêts ; quand il y a stipulation de propre, celle-ci ne joue qu'à l'égard de la communauté, à moins que la donation n'ait été faite dans un contrat de mariage ou en faveur de mariage. Il s'agit bien ici de stipulations dans un contrat de mariage ; elles doivent produire leur effet, tout comme les immeubles.

Quand un mineur se marie, son tuteur est-il en droit de faire une telle stipulation à son profit ? L'affirmative a été adoptée par un arrêt du 12 décembre 1615 (1). Il semble pourtant au premier abord qu'un tuteur, qui ne peut changer ni la nature ni la qualité des biens de son pupille, se trouve dans l'impossibilité de faire une stipulation de propres.

Cependant la faveur toute particulière dont jouissent les contrats de mariage a autorisé cette pratique. D'ailleurs la stipulation de propres est très avantageuse pour le mineur et sa famille ; une telle considération n'a pas été sans influencer sur l'orientation doctrinale et jurisprudentielle.

Un étranger donateur peut lui aussi imprimer la qualité de propre aux effets mobiliers dont il gratifie le futur conjoint.

Si la stipulation n'a été faite ni par un ascendant, ni par un parent, ni par un ami du conjoint, mais par lui-même, qu'advient-il ? Les deniers sont-ils seulement exclus de la communauté même si la stipulation a été faite pour tous effets ? Maître Marie Ricard estime qu'une telle stipulation ne peut que donner naissance à des propres de communauté : les successions étant de Droit public, quelqu'un ne peut décider qu'une somme de deniers appartiendra dans sa succession, ou dans celle de ses enfants, à l'héritier des propres au préjudice de celui des meubles ; on ne peut faire qu'un bien soit transféré à un autre que celui auquel il était destiné par la Coutume.

Mais on ne saurait retenir cette opinion (2) qui n'est pas

(1) BRODEAU, s/Louet R. somm. 44.

(2) Si on l'acceptait, elle ruinerait complètement tous les effets des stipulations de propres quant aux successions.

suivie par la plupart des auteurs (1). En effet, nous venons de constater que dans les contrats de mariage « la disposition de l'homme fait cesser celle de la loi », on peut destiner des biens à d'autres qu'à ceux auxquels ils auraient appartenu par provision de la loi. S'il est possible à une personne qui donne à un tiers de faire une stipulation de propre en faveur de ce dernier, il n'y a pas de raison quelle qu'elle soit pour qu'elle ne puisse agir ainsi en se dotant elle-même.

Une question particulière se pose à ce sujet quand il s'agit d'un mineur. Il paraît bien que le mineur incapable de disposer de ses biens ne pourra faire une stipulation du 2^e ou du 3^e degré qui change l'ordre de succéder ; seule la clause qui tend à exclure les effets mobiliers de la communauté lui sera permise. Il en est de même qui vont jusqu'à dire qu'une stipulation de propres de succession faite par le mineur avec l'assentiment de son tuteur ou d'un curateur ne serait pas valable. Mais il est préférable d'accepter l'opinion contraire : les mineurs sont capables de contracter mariage avec l'autorisation de leur tuteur et de leurs parents, donc ils doivent être capables d'opérer toutes les conventions et stipulations apposées dans ces contrats : *Habilis ad nuptias habilis ad omnia pacta*, sinon leur condition serait pire que celle des majeurs et cela empêcherait leur mariage, ce qui serait contraire au droit public ; de plus leur famille n'est nullement lésée par ces stipulations.

Il résulte donc de ce que nous venons de dire que l'on ne doit faire aucune différence entre celui qui se dote *de suo* et celui que l'on dote. La jurisprudence est favorable à cette manière de voir dans un arrêt du 17 avril 1703 (2). Mais un

(1) RENUSSEAU, LE BRUN, LE MAÎTRE, DUPLESSIS, admettent en effet que la femme qui se dote *de suo* peut stipuler que les effets mobiliers quelle apporte en dot seront propres à elle et aux siens de son côté et ligne.

(2) AUGEARD, t. I, p. 720. Mathieu Couthié ayant quatre enfants d'un premier lit, se marie une troisième fois avec Suzanne Barré. Dans son contrat de mariage, il met la clause suivante : « des biens et effets contenus en l'inventaire fait après le décès de Perrette Lallemand, il entrera 2.000 livres dans la communauté ; le surplus, les immeubles du futur, et ce qui lui écherra par succession ou donation tant en meubles qu'im-

arrêt contraire du 31 juillet 1755 (1) semble marquer une tendance nouvelle à restreindre la portée de la stipulation de propres au futur conjoint et aux siens de son côté et ligne (2).

Certains prétendent que même si l'on admet que le conjoint qui se dote *de suo* peut imprimer à sa dot la qualité de propre de succession, il ne peut lui donner celle de propre de disposition ; il ne saurait se lier les mains. Cependant dans les Coutumes où il est permis de disposer de ses biens par donations ou testament au profit de l'autre conjoint, on doit considérer que la stipulation dont il vient d'être parlé vaut à l'égard de l'autre conjoint.

Le propre réel est, ainsi que nous l'avons dit, soumis à certaines règles particulières qui garantissent sa conserva-

meubles lui demeurera propre et aux siens de son côté et ligne ; cette stipulation vaudra emploi. » L'état des effets mobiliers montait à 15.466 livres 7 sols. Le contrat passé à Orléans doit être exécuté selon la Coutume de Paris. Couthié meurt laissant quatre enfants de son dernier mariage, deux d'entre eux décèdent. Qui venait à la succession de leur part des 13.466 livres 7 sols, reliquat des 15.466, 2.000 étant en communauté ? Les frères et sœurs ou la mère Suzanne. *Thèse des enfants* du premier lit appelant de la Sentence du Châtelet devant la Grand'Chambre, les enfants du troisième lit intervenant : un homme qui se dote *de suo* peut apposer telle condition qu'il juge à propos. *Thèse de la mère* : stipulation non conforme à l'article 93 de la Coutume de Paris : un homme ne peut changer lui-même la nature de ses biens. *Thèse de l'Avocat général Portail* : la faveur des mariages a introduit la fiction des propres ; celui qui aurait trop de meubles ferait beaucoup de tort à sa famille, aussi une telle stipulation est-elle le fondement des successions puisqu'elle conserve les biens dans la ligne du sang. La distinction que l'on veut faire entre celui qui se dote *de suo* et celui que l'on dote est vaine.

Arrêt conforme aux conclusions de l'Avocat général.

(1) RENUSSEAU, Succession de Marie Bonnet, p. 272.

(2) L'éditeur du *Traité des successions* de LE BRUN marque bien une tendance restrictive des effets de la stipulation de propres. Il estime que les stipulations quelles qu'elles soient n'ont pour effet que d'écarter le mari et ses héritiers qui prétendent recueillir de son chef un droit ouvert par la succession de ses enfants. Mais elle n'aurait pas lieu contre tout héritier à quelque ligne qu'il appartienne qui se présenterait à la succession de l'enfant survivant au conjoint contre lequel la stipulation avait été faite. C'est ce qui a été décidé par un nouvel arrêt de règlement du Parlement de Paris du 17 mai 1762 conforme à un précédent arrêt du 31 juillet 1755 qui avait jugé que les stipulations de propre n'ont d'effet que contre l'autre conjoint et les héritiers venant de son chef.

tion à la famille ; il passe par succession entre les mains des différents héritiers des propres sans jamais perdre sa qualité.

Les stipulations de propres pour tous effets ne créent, malgré tout, qu'un propre tout à fait imparfait qui est susceptible de disparaître rapidement du patrimoine familial.

La volonté de l'individu ne saurait produire un effet semblable à celui que produit la loi, à l'égard des propres réputés réels.

Dès que les deniers réalisés sont parvenus aux collatéraux du conjoint bénéficiaire de la stipulation pour tous effets, la fiction cesse, à moins que plusieurs degrés en ligne collatérale n'aient été expressément convenus.

Le propre fictif s'éteint aussi dès que l'action à laquelle il est appliqué disparaît, c'est-à-dire lorsque les deniers ont été une fois payés, même si la stipulation n'a eu aucun effet en ligne collatérale.

Voyons les cas d'extinction : ils diffèrent suivant qu'il s'agit d'une stipulation au profit de la femme ou d'une stipulation au profit du mari.

A. — *De la stipulation faite au profit de la femme.*

Elle s'éteint lorsque le paiement est fait à la femme soit à la suite du décès du mari, soit lorsque pendant le mariage intervient une sentence de séparation de corps. Cette disparition complète s'effectue même si la femme est encore en minorité. Mais si le mari était tenu d'employer les deniers en rentes, le rachat fait entre les mains de la femme mineure laisse subsister la qualité de propre durant toute la minorité.

Quand après le décès du mari, ou après la sentence de séparation de corps, la femme meurt sans avoir reçu les deniers, la qualité de propre subsiste au profit de ses héritiers descendants ou collatéraux, même si elle a vécu longtemps après son mari, et en majorité, parce que la qualité de propre ne dépend pas des personnes mais de la convention : elle existe tant que les deniers sont dus. Cependant, si la femme ou ses héritiers ont accepté la communauté, la moitié du propre fictif disparaît par confusion.

Supposons que la femme n'ait pas décidé de son vivant son acceptation ou sa renonciation à la communauté. Après son décès, l'héritier des propres renonce pour garder intégralement le propre ; au contraire, celui des meubles et acquêts accepte, afin de prendre son émolument. Auquel des deux doit-on donner la préférence ? Si l'on s'inspire de l'idée qui domine la notion de propre, on doit dire que l'héritier des propres l'emporte. Mais l'individualisme grandissant a fait adopter au XVIII^e siècle une solution intermédiaire : on examine ce qui eût été le plus avantageux pour la femme et non pas pour la famille.

Si le paiement a été fait aux enfants, le propre s'éteint en leur personne. Cependant s'ils l'ont reçu en minorité et qu'ils décèdent en cet état, les deniers demeurent propres.

La disparition du propre en la personne des enfants peut aussi résulter de la confusion (1) produite par le décès simultané de leurs père et mère. En effet les enfants succèdent au propre fictif de leur mère, mais ils sont en même temps héritiers de leur père qui en était le débiteur ; l'action qu'ils avaient contre leur père pour le recouvrement des deniers se trouve confuse en leur personne, même s'ils ont accepté la succession sous bénéfice d'inventaire (2). Pourtant s'ils étaient mineurs lors du décès de leurs père et mère, et qu'ils décèdent mineurs, la confusion ne se produit pas.

Que se passe-t-il lorsque la femme convole en secondes noces et que la stipulation de propre existant dans le premier contrat n'est pas répétée dans le deuxième ? Il semble bien que le propre fictif est éteint par le second mariage à l'égard des héritiers de la femme. Cette dernière, en laissant son action tomber dans la communauté, en a fait transport à son nouveau mari « seigneur et maître » de ladite communauté ; il en acquiert incontestablement la moitié et a une vocation à la totalité, pour le cas où la femme ou ses héritiers renonceraient à la communauté ; si elle accepte, la moitié de l'action qui lui échoit conserve la qualité de propre.

(1) Moyen de droit qui éteint les obligations, même indépendamment de la volonté et du fait de l'homme.

(2) Ne joue qu'à l'égard des créanciers.

B. — *De la stipulation faite au profit du mari.*

Elle a bien moins d'étendue que la stipulation faite au profit de la femme. La confusion est plus fréquente parce que le mari, maître de la communauté, se doit les deniers à lui-même.

S'il décède avant sa femme, le propre fictif s'éteint par moitié si la femme accepte la communauté ; tout entier si elle renonce à ladite communauté.

Si la femme décède la première, le propre disparaît complètement par confusion, que les héritiers de la femme renoncent à la communauté ou l'acceptent.

Nous avons fait cette rapide étude pour montrer combien le propre fictif diffère du propre réel et naturel ; cette différence tient à la nature même du bien frappé de la qualité de propre.

Remarque générale. — En pays de Droit écrit, il n'y a que des acquêts. Cependant, on admet communément que, si la disposition de l'homme fait cesser celle de la Coutume, elle fait aussi cesser celle du Droit écrit. Donc, une femme qui demeure en pays de Coutume et possède des biens en pays de Droit écrit peut les stipuler propres et aux siens de son côté et ligne ; cette stipulation produira un complet effet.

2^o LA STIPULATION CONSERVATRICE DE PROPRES.

Lorsqu'une personne se marie, son patrimoine peut se trouver composé d'immeubles acquêts et propres. Par le fait du mariage, les premiers prennent la qualité de propres de communauté, les autres demeurent propres de succession.

Il arrive que durant le mariage le conjoint propriétaire vende l'un de ses propres ; il entre alors en possession d'une certaine somme de deniers qui, mobilière, tombe dans la communauté : nous verrons, en effet, qu'il n'y a pas de subrogation des deniers aux propres aliénés, ce principe a été admis dès le xvi^e siècle (1). Une stipulation dans le

(1) JOHANNES GALLI : *Quaest I.* — DU MOULIN : *Stylus curiae Parlamenti* : *An pretium rei hereditariae reputari debeat hereditagium.*

contrat de mariage suffit à changer cet état de chose. Il peut être convenu que, si un propre est aliéné, les deniers en provenant seront remployés en achats d'héritages ou rentes qui seront propres au futur conjoint et aux siens de son côté et ligne (1). En ce cas, si le remploi n'a pas été fait, l'action de remploi se trouve subrogée à l'héritage aliéné, c'est-à-dire qu'elle prend la même nature et qualité et appartient aux héritiers des propres de la ligne d'où provenait l'héritage.

Une simple clause de remploi ne suffit pas à assurer la conservation des propres, même s'il y a dans le contrat une stipulation portant sur des deniers qui seront propres au futur conjoint et aux siens de son côté et ligne, car la fiction vise les deniers et non le remploi ; de plus il est de règle générale que les fictions ne se doivent pas étendre hors de leurs cas. Il y a cependant une exception : lorsque le conjoint est décédé mineur ; il était mineur quand son propre a été vendu ; l'action de remploi est toujours propre en sa succession, quelle que soit la rédaction de la clause, la subrogation ayant lieu en vertu de l'article 94 de la Coutume de Paris. Elle l'est aussi dans celle des enfants, pourvu qu'ils décèdent mineurs. Un arrêt du 8 juillet 1624 a jugé en ce sens.

La clause de remploi, accompagnée d'une stipulation de propres, peut servir non seulement à conserver des propres réels et naturels, ou réputés tels, mais encore des propres fictifs. Dans un contrat de mariage, on convient que les deniers appartenant à l'un des époux seront employés en héritages ou rentes qui lui seront propres et à ceux de son côté et ligne, et qu'en cas de vente ou de remboursement de ces héritages ou rentes, le remploi qui en sera fait sera propre dans les mêmes conditions.

§ II. — De la stipulation qui fait perdre la qualité de propre : l'ameublissement.

Les patrimoines de deux personnes qui se marient peuvent être diversement composés : l'un des conjoints ne pos-

(1) Il s'agit ici de la conservation d'un propre de succession.

sède que des meubles, l'autre que des propres. Les meubles du premier vont forcément tomber dans la communauté et les propres en seront totalement exclus. Or, il paraît nécessaire que les deux époux contribuent également à former la communauté, sans cela il y en a un qui se trouve tout à fait défavorisé.

On leur donne le moyen d'établir cet équilibre en leur permettant de stipuler propres une partie des meubles, ainsi que nous l'avons vu plus haut, ou de stipuler meubles une partie des propres, c'est-à-dire de les faire entrer dans la communauté par ameublement.

Cet ameublement peut être réalisé de différentes manières : Tout d'abord, on ameublit ses propres jusqu'à concurrence d'une certaine somme qui entre en communauté ; ou bien, l'on convient que des propres seront vendus et que leur prix tombera en ladite communauté ; ou plus simplement, on introduit directement le propre que l'on veut ameubler dans la communauté en stipulant qu'il sera « réputé conquêt ».

Peut-on ainsi ameubler tous ses propres ? Dans les Coutumes où le droit de disposer des propres est limité, on ne peut les ameubler que jusqu'à concurrence d'une certaine quotité. Il ne faut, en effet, pas perdre de vue que cette opération éteint, tout au moins momentanément, la qualité de propre, elle risque de faire sortir le bien de la famille ; aussi doit-on en user avec une extrême prudence, et seulement dans le but de favoriser le mariage.

Un mineur pourra-t-il faire une telle stipulation ? Oui, dans son contrat de mariage, mais avec l'autorisation de la justice, donnée après avis de ses parents.

Un propre est entré directement dans la communauté par le fait de la clause insérée dans le contrat de mariage et qui le répute conquêt ; à quelles règles va-t-il obéir ? Sera-t-il regardé comme n'importe quel conquêt ? S'il est apporté par la femme le mari aura-t-il le droit d'en disposer à son gré, et de l'hypothéquer afin de garantir ses propres dettes ?

Les avis sont partagés. Certains auteurs refusent nettement au mari le droit de disposition. Ils s'appuient sur l'ar-

ticle 225 de la Coutume de Paris qui ne permet au mari que la disposition des conquêts faits par lui. Le droit de disposer est un droit extraordinaire, disent-ils ; on ne peut l'étendre que dans des cas expressément prévus ; il doit être renfermé dans les termes précis de la loi qui l'établit.

Si l'on applique cette théorie, on doit admettre que la femme qui renonce à la communauté, demeure propriétaire de la moitié de son propre « réputé conquêt », et qu'elle n'est nullement tenue de payer les dettes de la communauté. De plus, au cas où ledit héritage serait vendu par son mari, elle peut en revendiquer la moitié.

Un arrêt prononcé en robes rouges, le 14 août 1589 (1), adopte ce point de vue.

D'autres auteurs (2) estiment plus raisonnable de reconnaître que le mari peut disposer et hypothéquer à sa guise le bien dont s'agit, à moins qu'il n'y ait une stipulation contraire. Ils pensent qu'il n'y a pas entre époux deux sortes de communauté, ni dans la communauté deux sortes de conquêts ; s'il n'y a pas de clause de reprise dans le contrat de mariage, la femme renonçante perd définitivement son bien.

Que devient ce propre « réputé conquêt » après le partage de communauté acceptée par la femme ? plusieurs cas sont à envisager :

1^o La moitié du conquêt échoit à la femme, l'autre moitié aux héritiers du mari ; la part de la femme lui est propre et à son décès va à son héritier des propres ;

2^o Le bien tout entier revient à la femme : il lui sera à nouveau propre pour le tout. L'ameublement a été fait seulement pour que le mari ne soit pas défavorisé ; son intérêt cessant, la clause n'a plus d'effets ;

3^o La femme retient tout le conquêt moyennant récompense aux héritiers de son mari et il n'y a pas dans la communauté d'autres biens pour que lesdits héritiers puissent reprendre ce qui doit leur appartenir : le bien sera propre pour le tout à la femme et appartiendra à son héritier des

(1) BACQUET, *Traité des droits de Justice*, ch. 21, n^o 393.

(2) DUMOULIN, BACQUET.

propres, à charge de récompenser celui des acquêts, à l'exemple de ce qui se passe pour le retrait lignager.

Qu'arrive-t-il, si les époux décèdent, à un enfant qui, après avoir recueilli la succession de ses père et mère, décède à son tour sans enfants ? L'héritage qui avait été ameubli dans leur contrat de mariage est considéré comme propre ancien en sa personne et va aux héritiers des propres du côté et ligne d'où il provenait, un arrêt du 10 avril 1668 (1) en a ainsi décidé. De même, si l'époux propriétaire du propre ameubli décède avant l'autre, les portions du bien « réputé conquêt » recueillies par les enfants dans la succession du dernier décédé, leur seront propres anciens du côté et ligne du premier.

De ce qui précède il résulte que, dans la plupart des cas, la clause d'ameublissement ne produit qu'un effet momentané et incomplet. Un arrêt du 19 mai 1683 (2) confirme cet état de choses : il juge qu'un propre ameubli n'entre pas dans le don mutuel fait entre conjoints.

Nous voyons donc ici encore apparaître la tendance à empêcher, par tous les moyens, un bien de sortir de la famille : on veut favoriser le mariage afin de la perpétuer ; mais dès que celui-ci est dissous, la clause n'a plus sa raison d'être ; elle doit disparaître ; le bien retourne à sa qualité première.

(1) Catherine Nourry et François Crampon contractent mariage. Par une clause de leur contrat de mariage, l'ameublissement du 1/3 d'un immeuble propre de Catherine de Nourry avait été convenu. Ils eurent un fils unique qui, après avoir recueilli leur succession, décéda sans enfants. De plus, François avait retiré pendant le mariage une portion du même immeuble qui avait été aliéné par un parent de Catherine. Discussion entre les héritiers paternels et maternels du fils. *Thèse des héritiers paternels* : Par le contrat de mariage, le père est devenu propriétaire de la moitié de la portion ameublie. Donc elle est propre naissant au fils. De même pour la portion retirée car, prétendent-ils, ici le retrait est conventionnel. *Thèse des héritiers des propres maternels* : La clause d'ameublissement est une fiction qui n'opère que *inter-contrahentes*. Le retrait est lignager et même si conventionnel, il est fait pour conserver un ancien propre du chef de Catherine ; ils l'emportèrent.

(2) Chambre des Enquêtes. Entre M^e Jean Trachereau, avocat du Roi au siège Présidial de Moulins, et la veuve de Gilbert Trochereau. — Rapporté par BRODEAU sur Louet, p. 416.

Remarque. — Dans ce paragraphe nous n'avons considéré que les propres ameublis, car c'est le seul point qui intéresse notre étude, mais les immeubles acquêts sont aussi, et *a fortiori*, susceptibles d'être ameublis.

CHAPITRE V

De l'influence du droit d'accroissement, de l'accession et de la consolidation sur les immeubles et sur les propres.

Le droit d'accroissement est le droit qu'acquièrent un ou plusieurs héritiers d'une succession et un ou plusieurs légataires sur les possessions de un ou plusieurs cohéritiers ou colégataires qui n'ont pu jouir de leur portion ou qui y ont renoncé. Ce droit forme indiscutablement des propres, du moins dans les dispositions en ligne directe. Il a lieu quand le testateur a conjoint deux légataires dans les termes de la disposition ou dans la chose seulement ; par exemple : « Je lègue ma terre à Pierre et à Jacques mes enfants. » La même chose leur est léguée sans division entre eux, ils ont chacun une vocation à la totalité jusqu'à leur entrée en possession, de sorte que, si l'un d'eux renonce ou meurt avant le testateur, l'autre conserve le tout, et ce tout lui est également propre.

Si, au contraire, le testateur a mis dans sa disposition : « Je lègue ma terre à Pierre et à Jacques, mes enfants, par égales portions. », aucun d'eux ne peut profiter de la renonciation ou du prédécès de l'autre ; ils ont une vocation à leur part seule dès le début ; le droit d'accroissement n'a pas lieu.

On admet communément que, si la mère renonce à la communauté, le droit d'accroissement, ou plutôt de non-décroissement, forme des propres en la personne des enfants.

Il en est de même lorsqu'un fils légataire universel profite de la renonciation d'un légataire particulier.

L'accession et la consolidation sont analogues au droit d'accroissement. Ce sont des accidents qui permettent à un propre de s'accroître.

L'ACCESSION est l'union naturelle d'une chose avec une autre, du bâtiment avec le sol par exemple.

LA CONSOLIDATION est l'union civile d'une chose avec une autre, comme celle qui existe entre le fief et l'arrière-fief.

Etudions leur influence sur la qualité des immeubles.

§ I. — L'accession.

L'accession peut se réaliser de plusieurs manières, avec ou sans intervention de l'homme. Elle fait réputer immeuble et propre ou partie de l'immeuble, un meuble ou un acquêt.

Considérons ces différents cas.

1^o *Construction d'un édifice sur un propre. L'immeuble est-il propre ?*

Certains auteurs ont déclaré qu'il ne l'était pas, mais appartenait néanmoins à l'héritier des propres, parce que : *superficies cedit solo*.

Cependant la plupart des juristes du xvii^e siècle et du xviii^e siècle écrivent que ce qui est bâti sur un propre est propre et appartient comme tel à l'héritier des propres. Quelques-uns d'entre eux estiment qu'il y a lieu à récompense en faveur des héritiers des acquêts. Ils invoquent un argument d'analogie avec l'article 139 de la Coutume de Paris qui décide : si quelqu'un a exercé le retrait lignager, l'héritage retiré appartient dans sa succession à l'héritier des propres, à charge de récompense à l'héritier des meubles et acquêts. Les héritiers des acquêts, disent-ils, ne doivent pas être lésés en faveur de ceux des propres : le *de cujus* peut avoir épuisé à construire tout l'argent comptant qu'il possédait et qui aurait dû leur appartenir. Le mari qui bâtit sur le fonds dotal retire les impenses qu'il a faites ; l'héritier institué sur l'héritage qu'il doit restituer.

Malgré ces arguments, il semble bien que la tendance contraire l'a emporté ; il n'est pas dû de récompense par

l'héritier des propres. Il y a une grande différence entre celui qui bâtit sur le fonds qui lui appartient et celui qui bâtit sur un fonds qu'il doit restituer, ou sur le fonds d'autrui. Ce dernier a fait des améliorations qui profiteront au propriétaire du fonds ; il n'a aucune raison de les lui donner.

Celui qui bâtit sur son propre ne désire pas tant avantager son héritier des propres que se profiter à lui-même, pour se loger ou augmenter son revenu. Il dispose de son bien comme bon lui semble : il peut vendre ses acquêts ; il peut aussi bien les appliquer à l'augmentation de ses propres. S'il avait vendu tous ses propres et qu'il les ait remplacés par des acquêts, les héritiers des propres n'auraient pas eu le droit de réclamer le prix de ces biens aux héritiers des acquêts. Donc ceux-ci n'ont rien à demander aux héritiers des propres. Les successions se partagent en l'état où elles se trouvent ; des quantités d'exemples le montrent, citons-en quelques-uns :

Un fils, après avoir hérité de ses père et mère, décède sans enfants ; ses héritiers du côté maternel sont obligés de payer les dettes passives avec les héritiers paternels, bien qu'elles procèdent de ces derniers.

Un père achète un fief, puis décède avant d'en avoir payé le prix ; l'aîné qui profite de cette acquisition ne paye pas plus de dettes que ses frères et sœurs qui n'en bénéficient pas.

L'argument tiré de l'art. 139 n'a qu'une faible portée ; on ne doit pas étendre ses dispositions hors de leur cas : le retrayant subrogé au lieu et place de l'acquéreur est un véritable acquéreur ; il a acquis volontairement un héritage dans lequel il ne possédait rien. D'ailleurs si l'héritier des propres vient à décéder sans enfants, bien qu'il ait été obligé de récompenser celui des acquêts pour profiter du propre retiré, son héritier des propres recueillera cet héritage sans donner aucune récompense. Ceci montre combien les effets de l'art. 139 sont limités.

Un arrêt du 3 août 1688 a tranché définitivement la question, en décidant que le bâtiment élevé sur un propre serait partagé comme propre sans que les héritiers fussent tenus d'aucune récompense.

Si une personne rachète une rente foncière imposée sur son propre, les héritiers des propres ne devront aucune récompense : le rachat ne saurait former un acquêt ; il a servi à éteindre une servitude.

Mais si quelqu'un a joint des acquêts à un héritage propre pour l'augmenter, ces acquêts conservent leur qualité. Il n'y a pas ici de véritable accession, pas d'union réelle.

2^o Démolition d'un immeuble propre à fin de reconstruction.

Une personne qui veut transformer un immeuble propre le fait démolir pour ensuite le reconstruire avec les mêmes matériaux ; quelle est la nature et la qualité de ces matériaux ? Ils sont immeubles et propres comme le bien dont ils proviennent, car la maison n'a été démolie que pour être rebâtie.

Cependant, certains disent : les matériaux ont été détachés du fonds, ils sont meubles, car seules les choses attachées au fonds sont immeubles.

Mais la première opinion qui est celle de Chopin l'a emporté. Un arrêt rendu aux Grands Jours de Poitou le 27 octobre 1579 (1) la confirme.

3^o Alluvion, atterrissement, île.

L'alluvion est un accroissement qui se forme petit à petit, par un progrès insensible, c'est un accessoire qui appartient au propriétaire du fonds.

L'accession s'est faite ici sans intervention de l'homme. Si le fonds est propre, l'augmentation résultant de l'alluvion l'est aussi (2), bien que quelques docteurs prétendent le contraire parce que c'est un profit pour le propriétaire. Mais on ne saurait retenir cette opinion.

L'atterrissement est de l'alluvion. L'accession en ce cas se réalise brusquement ; par exemple la rivière abandonne tout d'un coup son lit et laisse ainsi à découvert un terrain considérable qui appartient au roi ou au seigneur auquel le roi en fait la concession. Il en est de même lorsqu'une île

(1) CHOPIN, PAPON.

(2) DU MOULIN, D'ARGENTRÉ.

s'est formée dans un fleuve. Si au contraire une île s'est formée dans une rivière non navigable, elle appartient aux plus proches propriétaires riverains, mais c'est un pur acquêt parce qu'elle n'est pas unie à l'héritage propre.

Le Brun pense qu'il faut juger la même chose dans tous les cas où l'accroissement provient d'un mouvement impétueux du fleuve.

Mais il peut arriver que l'île réunie au terrain riverain par le décours du fleuve soit une ancienne partie dudit terrain détachée par ce même fleuve. Ici le mouvement de l'eau n'a fait que rétablir les choses dans leur premier état. Cette île appartient au propriétaire et non au roi ; elle a la même qualité que le bien auquel elle est rattachée : s'il est propre, elle l'est aussi.

§ II. — La consolidation.

C'est la réunion de deux choses qui formaient une entité juridique.

Cette union qui se fait *non corpore, sed jure*, forme-t-elle des propres ? Le fief servant réuni au fief dominant prend-il la qualité de ce dernier ?

Cette question donne lieu à de nombreuses controverses entre les docteurs.

Jean Faber estime que ce qui est ainsi réuni a une qualité distincte de la chose principale. Il est suivi par Tiraqueau et plusieurs autres.

Pontanus pense, au contraire, qu'il faut distinguer la réunion à titre onéreux de la réunion à titre lucratif : dans le premier cas, le bien est acquêt ; dans le deuxième, il prend la qualité du principal. Mais on ne peut admettre cette distinction trop générale, il est des choses qui viennent à titre lucratif et ont la qualité d'acquêts : ainsi toutes les obventions de Justice sont acquêts au seigneur haut justicier.

Ceci dit, considérons les différents cas de consolidation, c'est-à-dire de réunion d'un fief servant à un fief dominant. Ils sont au nombre de quatre :

1^o Le seigneur achète au vassal le fief qui relève de lui.

2^o Le retrait féodal : le seigneur retient, par puissance de fief, le fief vendu par son vassal.

3^o La confiscation et la commise : le vassal a commis un crime donnant lieu à la confiscation de son fief : ou bien il décède sans héritier, ou bâtard il est incapable d'en avoir, ou encore le vassal est félon.

4^o L'expiration de l'inféodation : le temps de concession du fief est expiré naturellement, ou le bail emphytéotique s'est trouvé résolu faute de paiement du canon ; le domaine utile est alors réuni au domaine direct.

Pour que le fief servant prenne la qualité de propre du fief dominant, il faut que la réunion résulte d'une cause inhérente au contrat d'inféodation et non pas d'une cause nouvelle. La manière de voir de la doctrine est bien conforme à cette idée.

Tous les auteurs admettent qu'au cas d'acquisition le fief servant est acquêt (1) sans contestation possible. Il en est de même au cas de retrait féodal, bien que l'on puisse dire : le seigneur a exercé le retrait en vertu du contrat d'inféodation. Cependant on considère que le bien ne lui est point revenu directement et immédiatement en vertu d'une clause apposée au contrat d'inféodation, mais d'une clause nouvelle : la vente (2).

Quand le vassal a perpétré un crime, ses biens sont confisqués par le seigneur. Cette confiscation ne peut former des propres, car c'est le crime qui est la cause de la consolidation.

Certains auteurs veulent faire une différence entre la confiscation et la commise. La confiscation, disent-ils, n'est qu'un profit de justice, sans rapports avec les biens féodaux ; la commise résulte bien d'un délit du vassal, mais d'un délit qui est une contravention au contrat d'inféodation, donc le fief commis doit prendre la qualité du fief dominant et devenir propre si ce dernier l'est (3). Néanmoins, il paraît préférable de dire que le fief réuni par commise est

(1) La jurisprudence confirme ces opinions : arrêt du 9 janvier 1569.

(2) Arrêt du 24 janvier 1623. Un héritage réuni à un fief par retrait féodal est acquêt au seigneur.

(3) D'ARGENTRÉ, sur la *Coutume de Bretagne*.

toujours un acquêt (1), la consolidation ne s'est pas produite en vertu du titre de concession, mais par le fait du vassal. Le seigneur doit faire déclarer la commise ; la réunion dépend uniquement de lui ; il peut décider qu'elle n'aura pas lieu.

Si la consolidation résulte de l'expiration du temps de concession prévu par le titre d'inféodation, le fief servant prend la qualité du fief dominant ; la réunion se fait *ex natura rei*, en vertu de la convention (2) le fief retourne au seigneur *ex antiqua causa*, sans aucune intervention de sa part.

Nous avons pu constater au cours de cette étude que l'accession et la consolidation ne sont pas des sources de propres, mais des événements qui contribuent à leur augmentation.

Nous allons voir dans le chapitre suivant un moyen de conservation des propres qui a pris une grande extension au xvii^e et au xviii^e siècle : la SUBROGATION.

(1) Opinion de Ch. DUMOULIN sur la *Coutume de Paris*, § 30, n^o 186 ; de RENUSSEAU, *Traité des propres*.

(2) DUMOULIN, sur la *Coutume de Paris*, § 30, n^o 171.

CHAPITRE VI

De l'influence de la subrogation sur la qualité de propre.

Dans ce chapitre, nous allons voir se manifester d'une façon éclatante la tendance qui, apparue au ^{xvi}^e siècle, va se développer sans cesse jusqu'à la fin de l'Ancien Régime : ce n'est plus seulement le bien propre lui-même que l'on veut conserver dans la famille, mais à son défaut, sa valeur. Les nécessités nouvelles, nées de conditions économiques et sociales différentes, associées à l'individualisme naissant, ont accompli cette transformation. Il faut permettre à l'individu détenteur du propre de se débarrasser d'une charge parfois trop lourde, tout en protégeant le patrimoine familial. Il faut donc admettre que, si pour des raisons personnelles, le possesseur d'un propre se dessaisit dudit bien, ce dernier puisse être remplacé par un autre immeuble qui prend la même qualité : ce remplacement est réalisé grâce à la SUBROGATION.

Il existe deux sortes de subrogation : la subrogation personnelle et la subrogation réelle. Seule cette dernière nous intéresse, puisqu'il s'agit pour nous de savoir si un bien venu dans le patrimoine d'un individu à la place d'un propre prend la même qualité.

La subrogation permet, en quelque sorte, à un acquêt de devenir propre, puisque l'héritage acquis en remplacement du propre prend la même qualité que celui-ci, *subrogatum capit naturam subrogati*. Cependant on ne peut la considérer comme une source de propre. Elle nous apparaît plutôt comme un moyen de conservation de la qualité de propre ; elle n'empêche pas le bien lui-même de sortir de la famille,

mais sa valeur. Il n'y a pas création d'un nouveau propre, comme dans les successions, les donations ou les stipulations en effet, il ne faut pas perdre de vue que, si l'acquêt devient propre, le propre qui sort de la famille devient acquêt, à moins qu'il ne vienne lui aussi en remplacement d'un propre dans le patrimoine du co-contractant, mais dans un cas comme dans l'autre, il n'y a pas naissance d'un propre.

La subrogation est légale ou conventionnelle. Dans les deux cas elle conserve la qualité de propre. Elle est de droit étroit et ne saurait être étendue hors des applications expressément prévues par la loi ou les parties.

Quand et comment cette subrogation peut-elle se produire ?

Il faut qu'un propre sorte du patrimoine de l'individu, et qu'un bien y rentre à son lieu et place.

Deux contrats sont susceptibles de réaliser cette opération : l'échange et la vente.

Etudions comment la subrogation peut se produire dans ces deux contrats.

§ I. — L'échange.

L'échange est par essence le contrat le plus favorable à la subrogation dont nous venons de parler ; il la produit de plein droit (1). Mais trois conditions sont nécessaires ; il faut :

1^o Qu'il y ait justice à la subrogation ; cette condition ne souffre pas de difficulté, la protection de la famille suffit à justifier une mesure exceptionnelle.

2^o Que la chose reçue en échange soit susceptible des mêmes qualités que la chose donnée ; le bien reçu en échange doit donc être de même nature que le bien donné. Il en résulte que l'on ne peut échanger un immeuble contre un meuble (un meuble ne saurait devenir propre si ce n'est

(1) Art. 143 de la Coutume de Paris : « Quand aucun a échangé son propre héritage à l'encontre d'un autre héritage, ledit héritage est propre de celui qui l'a eu en échange. »

dans des cas déterminés par la loi, ainsi que nous l'avons vu au chapitre iv.

3° Que ces qualités puissent aisément passer d'un sujet à un autre ; la qualité de propre étant intrinsèque, peut passer facilement d'un immeuble à un autre. Il n'en est pas de même, par exemple, de la qualité du fief : si quelqu'un échange son fief contre une roture, celle-ci ne devient pas fief ; certaines coutumes font cependant exception, et décident que la roture reçue en échange sera partagée la première fois en succession, comme le fief donné.

Donc, le principe est bien établi : lorsqu'un individu échange son propre contre un immeuble, ledit immeuble prend la qualité de propre.

Il peut arriver que l'immeuble reçu en échange ait une valeur supérieure au propre donné, et qu'il y ait lieu à versement d'une soulte ; les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour décider que le bien reçu en échange est propre pour le tout. Mais lors de l'ouverture de la succession de celui qui a accompli l'échange, l'héritier des propres devra récompense de la soulte à celui des acquêts.

On estime que, lorsqu'une personne échange son propre, elle n'a pas l'intention d'aliéner ni de dépouiller sa famille, mais simplement de se procurer un bien dont la situation lui paraît plus avantageuse ; aussi lui donne-t-on toute facilité, tout en garantissant l'intégrité du patrimoine familial. A la fin du XVIII^e siècle, certains auteurs (1) ont combattu ce point de vue ; ils ont déclaré : si quelqu'un échange son propre, c'est qu'il ne veut pas convertir son immeuble en argent ; mais on ne peut en conclure qu'il ne veut pas le transformer en acquêt. Cette théorie marque chez ceux qui l'expriment un désir de limiter l'extension de la notion de propre, et de démolir l'œuvre élaborée par leurs prédécesseurs.

On s'est demandé si certaines opérations, faites en vue de consommer un partage de succession, ne pourraient pas être assimilées à l'échange. Il se peut qu'un héritier reçoive, pour sa part, dans les propres paternels, des propres ma-

(1) GUYOT, MERLIN.

ternels ; la subrogation aura-t-elle lieu ? les propres maternels deviendront-ils paternels en la personne de l'héritier ?

Le Brun estime que les conditions nécessaires à la subrogation se trouvent ici réunies, et qu'elle doit avoir lieu de plein droit. S'il en était autrement le partage risquerait de nuire aux intérêts familiaux ; il léserait une ligne au profit de l'autre. Il se produit une sorte d'échange entre les propres des deux lignes. Les propres maternels sont paternels en la succession de l'héritier et s'ils sont vendus les héritiers paternels pourront exercer le retrait.

Le même auteur ajoute que, si un des copartageants reçoit des acquêts au lieu et place de ses propres, ils seront subrogés de plein droit auxdits propres. Dès l'instant où l'on admet que les propres sont susceptibles d'être remplacés dans le patrimoine familial par leur valeur, il n'y a aucun inconvénient à ce que les acquêts du défunt deviennent propres anciens en la personne de l'héritier des propres, et que les propres anciens soient possédés comme naissants par l'héritier des acquêts.

La jurisprudence semble elle-même s'être orientée en ce sens dans un arrêt du 30 mars 1596 (1) qui décide que les biens maternels adjugés à un enfant pour sa part dans la succession de son père, doivent être réputés paternels par subrogation.

Il est des Coutumes qui contiennent des dispositions expresses conformes à ce point de vue : la Coutume de Troyes (art. 154), la Coutume de Sens (art. 44).

Une partie de la doctrine s'est opposée à cette extension, considérant qu'on ne peut faire changer en un moment une qualité comme celle de propre ; qu'il est inadmissible que par le partage, ouvrage relativement court, les parents paternels aient un droit de retrait lignager sur des biens qui, depuis deux cents ans, ont appartenu aux parents maternels.

Cependant si l'on déclare avec ces juristes qu'il n'y a pas de subrogation dans le partage, on aboutit à des consé-

(1) Entre Eustache et Saintion et les Danets. Les chambres furent consultées avant le prononcé de l'arrêt. LOUET P. n° 35. Autre arrêt dans le même sens, rendu en robes rouges à Pâques 1592. MONTHOLON, arrêt 74.

quences pour le moins bizarres. Supposons que le partage ait lieu entre collatéraux ; un cousin paternel, par exemple, reçoit pour sa part des propres maternels ; ceux-ci conservant leur qualité originaire, ne peuvent être retirés que par des parents maternels du défunt, qui ne sont unis au propriétaire du propre par aucun lien du sang. Pour pallier à cet inconvénient, les partisans de cette opinion ont admis une exception pour l'espèce dont s'agit, mais sans alléguer de raisons particulières justifiant cette différence.

Renusson a repris et développé la manière de voir de ces auteurs (1) : il distingue le partage qui a eu lieu entre les héritiers de différentes lignes et celui qui a eu lieu entre les enfants, frères et sœurs, habiles à succéder dans les deux lignes. Il considère que dans le premier cas il se fait un véritable échange ; le partage opère la subrogation des propres d'une ligne à l'autre. Dans le deuxième cas la subrogation est inutile ; les propres peuvent être indifféremment paternels ou maternels sans soulever les difficultés que nous avons remarquées plus haut. Le cohéritier qui a reçu tout le propre paternel pour sa part dans les propres paternels et maternels acquiert par droit d'accroissement l'excédent du propre paternel qui lui tient lieu de récompense de sa portion de propres maternels. Or, nous savons déjà que l'accessoire possède la nature et la qualité du principal : ainsi la soulte de partage ne détruit pas l'intégrité du propre ; un arrêt du 7 septembre 1710 (2) confirme ce point de vue.

Vers la fin du XVIII^e siècle, des juristes tels que Guyot et Merlin prétendent qu'on ne saurait regarder un acte de partage comme un échange. L'intention des parties, disent-ils, est de sortir de « communion », et non d'échanger. De plus, le partage produit un effet rétroactif et déclaratif, non pas attributif de propriété ; c'est-à-dire qu'il n'attribue rien de nouveau à chaque cohéritier, mais ne sert qu'à déclarer de quelle portion chaque héritier est propriétaire, en sorte

(1) D'ARGENTRÉ, DUMOULIN, CHOPIN, TIRAQUEAU.

(2) RENUSSON, ch. 1, S. 10, n° 19.

qu'il n'est présumé avoir été saisi, ni avoir droit qu'aux choses tombées dans son lot.

Qu'il y ait échange ou non dans le partage, il est nécessaire que la subrogation ait lieu, tout au moins lorsqu'il s'agit d'héritiers appartenant à diverses lignes ; s'il en était autrement on aboutirait à des solutions absolument illogiques.

§ II. — La vente.

Qu'est-ce que la vente sinon l'échange d'un meuble ou d'un immeuble contre des meubles d'une nature particulièrement instable : les deniers ?

Nous venons de voir au début de ce chapitre qu'un meuble ne pouvait être subrogé à un immeuble. Ainsi, il n'y a pas subrogation du prix à la chose vendue, car les deniers qui sont mobiliers ne peuvent sans une stipulation expresse de l'homme prendre la qualité de propres. Un arrêt du 20 février 1660 (1) a décidé que les deniers procédant de la vente d'un propre seraient adjugés comme meubles aux légataires des meubles et acquêts, à l'exclusion de l'héritier des propres.

La même solution intervient lorsque le propre a été vendu à terme et que le vendeur vient à décéder avant l'échéance du terme. En effet, l'existence du terme n'empêche pas l'action en paiement du prix d'être purement mobilière : le Parlement de Paris a rendu, le 8 janvier 1611, un arrêt en ce sens (2). La jurisprudence est en accord avec la doctrine ; Le Brun déclare : si je vends mon fief et que le prix en soit dû après ma mort, mon aîné n'y aura aucun droit

(1) SOEFVE, ch. XII, t. II, p. 96. Rendu en la cinquième chambre des Enquêtes du Parlement de Paris, sur les conclusions de l'avocat général Talon.

(2) Arrêt rendu en la cinquième Chambre des Enquêtes du Parlement de Paris. Entre Marie Breschard, mère et héritière mobilière de défunt Claude Germain son fils, appelant d'une sentence donnée par le Sénéchal de Bourbonnais ou son Lieutenant à Moulins, le 9 juillet 1605, d'une part ; et Claudine Germain, tante et héritière des propres paternels du dit Claude, intimée, d'autre part. Une somme due des propres vendus par le défunt Claude majeur, quoiqu'elle ne fût payable qu'à terme non encore échu à son décès, fut adjugée à la mère héritière mobilière.

d'ainesse, même s'il y a eu terme donné pour le paiement et que ce terme ne soit encore échu.

On va même jusqu'à considérer qu'une rente constituée par l'acheteur, dans le contrat de vente, pour le prix du propre vendu est acquêt en la succession du vendeur ; on estime que la rente constituée remplace les deniers qui eussent dû être versés et qui sont purs acquêts. La jurisprudence va, ici encore, de pair avec la doctrine, ainsi qu'il résulte d'un arrêt du 24 mars 1692 (1).

Si les deniers provenus de la vente du propre sont employés à l'achat d'un autre héritage, ce dernier est acquêt en la personne de son propriétaire.

Il existe des exceptions au principe que nous venons d'exposer ; exceptions résultant de la loi, de la nature spéciale du contrat de vente, des circonstances particulières dans lesquelles il a été passé, ou de la convention. Etudions-les.

1^o *Exception résultant de la loi* : l'article 94 de la Coutume de Paris prévoit un cas dans lequel les deniers sont subrogés aux immeubles et prennent leur qualité, lorsqu'il s'agit de rentes constituées appartenantes à un mineur. Il s'ensuit que, si ces rentes sont propres, les deniers en provenant le deviennent jusqu'à expiration de la minorité. On a étendu les termes de cet article aux deniers provenus d'héritages vendus pendant la minorité. Ces dispositions sont une protection pour le mineur et sa famille à la fois : le tuteur ne peut dilapider le patrimoine de son pupille, ni frustrer les héritiers des propres de la part qui leur revient au cas de décès du mineur. Si les deniers se retrouvent en nature dans la succession du mineur, ils appartiennent aux héritiers des propres ; s'ils sont confondus avec les effets mobiliers, lesdits héritiers prendront leur valeur ; s'il n'y a pas suffisamment d'effets mobiliers, ils seront récompensés sur les autres biens. La fiction cesse en la personne des héritiers majeurs ; elle n'aurait plus sa raison d'être. Mais qu'advient-il, si c'est un autre mineur qui succède au premier ?

Une partie de la doctrine répond : la fiction ne continue pas en la personne du second mineur, bien qu'il ait suc-

(1) Entre Marie de Travers et Denis de Beauclerc.

cédé à ces deniers comme héritier des propres, il les possède comme acquêts ; s'il en était autrement, ce serait prorroger la fiction au delà de son objet et de sa fin. De Ferrière écrit (1) : quand un mineur succède à de simples deniers, sa minorité ne les rend pas immeubles ; l'article 94 a pour but d'empêcher le tuteur d'intervertir l'ordre des successions, ce n'est pas à craindre en notre espèce.

Auzanet, Brodeau, Duplessis, Lamoignon, Ricart, sont d'un avis différent. Ils estiment que, si la fiction de l'article 94 cesse lorsque c'est un majeur qui succède au mineur, elle continue quand c'est un autre mineur qui hérite du premier, et son héritier des propres recueillera lesdits deniers : un arrêt rendu par la grand'chambre du Parlement de Paris est conforme à ce point de vue.

Si les deniers provenant de la vente d'un propre ou du rachat des rentes ont été employés à l'achat d'héritages ou rentes, les nouveaux héritages, ou les nouvelles rentes sont subrogés aux anciens. La subrogation est ici perpétuelle, car l'héritier qui recueille ces héritages n'en peut disposer que comme des propres, alors que les deniers non employés deviennent meubles en sa personne.

Si avec l'avis des parents on vend un fief appartenant à un mineur et que l'acheteur constitue une rente pour le prix, cette rente est partagée de la même manière que le fief, au cas de décès du mineur (2).

On s'est demandé si l'on ne pourrait pas faire extension de l'article 94 aux interdits pour fureur ou démence. Les juristes se sont prononcés contre une telle extension, en l'absence d'un texte légal ; divers arrêts montrent que les magistrats de l'ordre judiciaire ont fait de même, notamment l'arrêt rendu le 18 décembre 1702, au sujet de la succession de l'abbé d'Orléans, fils de M^{me} de Longueville (3).

On ne doit pas non plus étendre cette fiction aux coutumes muettes ; la règle générale est que les successions se partagent en l'état où elles se trouvent. Avant la réformation

(1) Sur l'art. 94, glos. 9, n° 10.

(2) Application extensive de l'article 94. LE BRUN, *Traité des successions*, Tit. des propres, p. 166.

(3) RENUSSON, ch. I, S. 10 et 11.

de la Coutume de Paris en 1580, l'article 94 n'existait pas, et l'on jugeait que les deniers provenus du rachat de rentes propres à un mineur étaient acquêts en sa personne, ainsi qu'il résulte d'un arrêt rendu le 12 mai 1581 (1), au sujet d'une cause appointée en 1575.

2^o *Exception résultant de la nature du contrat de vente* : Un héritage a été vendu avec faculté de réméré ; le réméré est exercé après la mort de l'acquéreur ; les deniers en provenant sont-ils propres ou acquêts en sa succession ?

Certains juristes (2) prétendent qu'ils sont acquêts, ils disent : s'il est vrai que les successions se partagent en l'état où elles se trouvent, ceci n'a lieu que lorsqu'il s'agit de droits fixes et incommutables. Quand il s'agit de ce qui est en suspens, on attend que l'événement décide. Il en résulte que, dans le cas présent, on doit regarder le bien racheté comme n'ayant jamais appartenu au défunt, et, par conséquent, on ne peut attribuer aux deniers qui le remplacent d'autres nature et qualité que celles qu'ils ont par eux-mêmes.

La plupart des auteurs regardent les deniers dont s'agit comme propres, parce que la faculté de rachat n'empêche pas le possesseur du bien d'être propriétaire ; la vente subsiste jusqu'à l'événement du réméré. Il se passe la même chose que si l'on remboursait une rente constituée ; or les deniers d'une telle rente remboursés après la mort du *de cujus bonis*, appartiennent à l'héritier auquel la rente aurait appartenu si elle avait subsisté. Renusson déclare que par un usage général de la France coutumière les héritages acquis de particuliers ou du roi avec faculté de rachat perpétuelle sont considérés dans les successions comme les autres immeubles acquis incommutablement, et deviennent propres de même ; les deniers provenant de leur rachat, après le décès de leur propriétaire, sont propres en sa succession. Il estime de même que les deniers provenant de la vente d'un propre avec faculté de réméré sont propres

(1) BACQUET, ch. 21, n^o 308.

(2) TIRAQUEAU, *De jure primogeniturae*, quest. 82. — D'ARGENTRÉ, sur l'art. 229 de la Coutume de Bretagne, gl. 6, n^o 4, l. I.

en la succession du vendeur : ce dernier, en stipulant le réméré, a manifesté le désir de ne pas aliéner son bien pour toujours, de ne pas dépouiller complètement son héritier des propres qui aura la faculté d'exercer le réméré entre les mains de l'acheteur.

Ceci dit, supposons que l'héritier d'un bien acquis avec faculté de réméré soit un mineur, et que le rachat soit exercé en sa personne ; les deniers en provenant lui sont-ils propres ?

Il est des auteurs qui décident : quand le mineur a pris possession de l'héritage frappé de réméré, c'est comme s'il n'avait hérité que des deniers, l'héritage ayant une disposition prochaine    être converti en deniers ; s'il vient à décéder, son héritier mobilier les recueillera. Un arrêt du Parlement de Bretagne du 2 mai 1619 (1) admet ce point de vue, mais il n'a pas été suivi.

L'opinion contraire résulte nettement de ce que nous avons écrit au sujet de l'article 94, et du réméré en général. Les deniers du réméré sont propres en la personne du mineur.

3^o *Exception résultant des circonstances particulières dans lesquelles le contrat de vente a été passé.* Si un propre est vendu après le décès de son propriétaire, et avant le partage des biens entre les divers héritiers, les deniers de la vente sont subrogés de plein droit au bien aliéné et vont à l'héritier des propres. Nous retrouvons ici le principe suivant lequel les successions se partagent en l'état où elles se trouvent. La volonté du *de cujus* n'est pas intervenue dans l'aliénation, le bien existait en nature dans sa succession, ce sont ses héritiers qui l'ont aliéné pour faciliter le partage ; il est équitable que la subrogation ait lieu.

4^o *Exception résultant de la convention :* Un individu est obligé pour une raison personnelle de se débarrasser de son propre, et n'ayant pas trouvé d'échange, il l'aliène ; cependant il ne désire pas frustrer ses héritiers des propres ; peut-il, par une stipulation, déclarer que les deniers du prix

(1) FRAIN, t. I, p. 245.

seront employés à l'achat d'un autre immeuble qui lui sera propre au même titre que le premier ?

Renusson déclare qu'on doit faire intervenir ici les mêmes considérations que dans l'échange : on dit que celui qui échange son propre n'a pas l'intention de se dépouiller, puisqu'il substitue un autre héritage au sien. Il en est de même de la personne qui vend son propre pour acheter un autre bien à la place, et qui manifeste sa volonté tant dans l'acte de vente que dans l'acte d'acquisition. Il y a deux actes au lieu d'un, mais une volonté permanente et continue. Plusieurs coutumes déterminent de quelle manière la déclaration de subrogation peut être faite.

Dans la Coutume de Bourbonnais (art. 239), il faut deux déclarations : une lors de la vente ou auparavant au greffe ou par-devant notaire, l'autre lors de l'acquisition du nouvel héritage.

Dans la Coutume de Nivernais (ch. 23, art. 31), il faut également deux déclarations en justice au moment de la vente et de l'acquisition.

Dans la Coutume de Melun, il suffit d'une déclaration faite au moment de la vente du premier héritage, devant le notaire ou le juge.

Dans la Coutume de Bar (tit. 7, art. 83), la stipulation doit être faite dans les contrats de vente et d'acquisition.

Renusson pense que les dispositions de ces Coutumes doivent être étendues aux coutumes muettes, de même que celles de l'article 143 de la Coutume de Paris, relatives à l'échange.

De Ferrière (1) estime que l'immeuble acquis est propre, si l'acquéreur déclare expressément dans l'acte d'acquisition que celle-ci est faite avec les deniers provenant de son propre, et qu'il veut et entend que l'héritage soit propre pour appartenir à son héritier des propres.

L'opinion de ces auteurs est confirmée par un arrêt du 4 août 1721, qui a jugé propres des rentes acquises avec des deniers provenant du remboursement d'anciennes rentes

(1) Sur l'article 129 de la *Coutume de Paris*, gl. 2, n° 9.

propres, parce qu'il y avait eu déclaration de l'origine des fonds au moment de l'acquisition.

Quelques juristes sont opposés à cette conception, Loyseau par exemple (1) qui écrit : si un homme qui souffre l'extinction de ses propres n'en peut faire le remploi pour les conserver à ses héritiers, à plus forte raison celui qui aliène volontairement son propre n'a pas la possibilité de le remplacer. On cite plusieurs arrêts en ce sens, notamment deux, des 23 janvier 1625 (2) et 16 avril 1671 (3); mais, si l'on en croit certains arrêtistes, ils sont dus à des espèces particulières. On ne saurait donc en tirer une règle générale.

D'autre part, il nous semble que la manière de voir de Renusson est juste. En effet, lorsqu'une personne a déclaré lors de la vente de son propre qu'elle désirait employer les deniers du prix, et qu'elle a dit lors de l'acquisition du nouvel héritage qu'elle y consacrait lesdits deniers, sa volonté de conservation est assez claire pour que l'on doive en tenir compte. Cela nous paraît la conséquence directe de la tendance de plus en plus grande à prendre en considération la volonté de l'individu, tout en protégeant la famille.

Nous avons vu au chapitre iv, une stipulation destinée à empêcher les deniers provenant de la vente d'un propre de succession de tomber dans la communauté entre époux. Cette stipulation suffit à subroger au propre aliéné une action de remploi qui devient immobilière et propre, par le fait même de cette subrogation. Au cas de décès du conjoint propriétaire du propre aliéné, l'action de remploi va aux héritiers des propres.

Mais l'étude de ces exceptions ne doit pas nous faire

(1) L. 2, ch. 7, n° 54.

(2) DUFRESNE, *Journal des audiences*, l. 1, ch. 37.

(3) Nicolas Bailly avait vendu ses propres maternels, et des deniers de la vente avait acquis une rente et un office, avec déclaration dans les contrats d'acquisition, que ces biens lui tiendraient lieu de propres à lui et aux siens de son estoc et ligne. Décédé sans enfants, il y a contestation entre les héritiers paternels et maternels. La rente et l'office furent déclarés acquêts.

Renusson remarque qu'ici, la déclaration, la stipulation de propre n'a pas eu lieu dans le contrat de vente; elle n'existait que dans le contrat d'acquisition.

oublier le principe suivant lequel la subrogation ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et autorisés par la jurisprudence. On ne doit pas intervertir l'ordre des successions. Les stipulations ne peuvent modifier les qualités réelles et intrinsèques d'un bien ; deux arrêts des 15 juillet 1589 (1) et 22 juin 1607 (2) confirment ce principe élaboré par la doctrine.

La subrogation n'est d'ailleurs pas absolument nécessaire dans la vente, car les intérêts familiaux sont préservés par le retrait lignager, dont nous allons étudier les effets au chapitre suivant.

(1) Entre M. Bailli, président à la Chambre des comptes, et M. de Mesme, conseiller en la Cour. Le père de M. Bailli avait acquis par engagement du domaine du roi la baronnie de la Ferté-Aleps. On sait que de tels domaines sont considérés comme ceux appartenant incommutablement à leur propriétaire : ils peuvent devenir propres et ont tous les effets attachés aux propres, mais le Roi peut les reprendre et les rembourser. La terre est partagée noblement ; M. Bailli prend son droit d'aînesse ; après le partage le roi retire la terre et la rembourse. Il y eut contestation pour les deniers, M. Bailli réclamant son droit d'aînesse, l'arrêt le lui refuse. En cette espèce la solution jurisprudentielle nous paraît assez contestable, car le rachat est intervenu après le partage.

(2) Un père vend un héritage féodal qui lui est propre et déclare par le contrat qu'il veut que les deniers soient partagés féodalement entre ses enfants. Il acquiert une rente constituée sur l'Hôtel de Ville avec les deniers procédant de la vente. Après son décès, l'aîné demande le partage noble, tant à cause de la subrogation que de la disposition particulière du père ; les puînés disent qu'un particulier ne peut faire qu'une chose roturière se partage féodalement entre ses héritiers. La Cour confirmant la sentence du bailli de Chartres du 10 novembre 1605, ordonna, conformément aux conclusions de l'avocat général Le Bret, que la rente serait également partagée entre les parties.

CHAPITRE VII

De l'influence du retrait lignager sur la qualité de propre.

Nous avons constaté dans le chapitre précédent que la vente faisait sortir définitivement le propre de la famille, les deniers en provenant n'étant pas subrogés à l'immeuble vendu. Un individu peut donc, en vendant tous ses propres, dépouiller la famille des biens destinés à assurer sa prospérité et sa perpétuité. On a donné à cette dernière un moyen de récupérer l'héritage aliéné : le RETRAIT LIGNAGER.

Quelle est la qualité de l'héritage retiré dans le patrimoine du retrayant ? C'est ce que nous allons voir.

L'article 139 de la Coutume de Paris s'exprime ainsi : « L'héritage retiré par retrait lignager est tellement affecté à la famille que, si le retrayant meurt délaissant un héritier des acquêts et un héritier des propres, un tel héritage doit appartenir à l'héritier de la ligne dont est venu et issu ledit héritage et non à l'héritier des acquêts, en rendant toutefois dans l'an et jour du décès aux héritiers desdits acquêts le prix dudit héritage. »

Cet article ne dit pas si l'héritage retiré est propre ; cependant il nous semble logique de le tenir pour tel : on a institué le retrait pour conserver les biens à la famille ; il manquerait complètement son but si l'héritage en provenant était acquêt en la succession du retrayant, car le bien pourrait alors sortir de la famille. Or, le désir de conservation est tel que l'on a été jusqu'à admettre que, si le retrayant vendait le bien retiré, les lignagers pourraient exercer le retrait.

Le retrait lignager est purement et simplement un moyen de conservation des propres ; il doit accomplir sa mission ; en

faisant rentrer le bien dans la famille, il doit lui rendre sa qualité première (1).

La doctrine et la jurisprudence en ont ainsi décidé dès le xvi^e siècle. Un arrêt du 9 juillet 1569 a été rendu en ce sens ; un autre arrêt rendu par le Parlement de Paris en robes le 7 septembre 1570, infirmant la sentence du prévôt de Chaumont, adjuge à la tante maternelle un héritage vendu par elle, et retiré par un tuteur de mineurs, à l'exclusion des héritiers paternels qui succédaient comme plus proches aux meubles et acquêts, à charge pour ladite tante de rembourser le prix de l'héritage.

D'autres arrêts ont jugé, par la suite, dans le même sens. Citons notamment un arrêt très important du 18 avril 1760 (2), qui fait bien ressortir le rôle essentiel du retrait et les effets qui en découlent. Voici l'espèce : M. Longuet de Vernouillet a vendu, le 4 août 1735, une maison sise à Paris, qui lui était prore de ligne de son aïeul Louis Longuet. Louis-Marie Le Boulanger, parent lignager qui a exercé le retrait, est entré en possession de la maison le 5 mars 1736 ; il meurt laissant une fille et un fils ; la fille décède et le fils meurt mineur le 2 octobre 1752 ; ses héritiers sont : sa mère pour les meubles et acquêts, MM. de Chavaudon pour les propres naissants, M. de Vernouillet et la dame de Vigny pour les anciens propres de leur ligne.

Aucune difficulté quant à la mère : la maison ne peut lui appartenir, car même si elle avait été acquêt entre les mains du père elle serait devenue propre au fils.

Le procès eut lieu entre MM. de Chavaudon, et M. de Vernouillet et la dame de Vigny, respectivement héritiers des propres naissants et anciens : il s'agissait de savoir si la maison retirée avait eu la qualité de propre ou d'acquêt en la personne du retrayant, en l'espèce Louis-Marie Le Boulanger.

(1) Dans certaines Coutumes telles que celles de Normandie, du Poitou, du Maine, tous les immeubles, même acquêts, sont sujets au retrait. Mais cette constatation ne soulève pas de difficultés particulières : le bien retiré reprend la qualité qu'il possédait avant l'aliénation.

(2) Rendu par le Parlement de Paris, confirmant la sentence des requêtes du Palais, Guyot, t. XIV, p. 35 ss.

Examinons rapidement les moyens employés par les héritiers des propres naissants. Ils soutiennent deux propositions : 1^o l'héritage retiré n'est pas propre de succession dans les mains du retrayant ; 2^o dans la succession du retrayant la saisie légale appartient à l'héritier des acquêts.

Pour appuyer leur première proposition, ils disent : le propre de succession est l'immeuble échu par succession ; le bien retiré n'est pas dans ce cas. La Coutume ne dit pas que l'héritage retiré soit propre ; tel est l'avis de Bourjon (part. 4, S. 5, nos 19-20).

Ils ajoutent que la deuxième proposition est la suite directe et nécessaire de la première, confirmée par les termes clairs de l'article 139 qui impose une récompense à l'héritier des propres, s'il veut devenir propriétaire. Ce dernier a la faculté de prendre ou de ne pas prendre l'héritage ; il le recueille non à titre de succession mais de retrait. Ils invoquent encore une série d'autres raisons. A la suite de quoi ils concluent que la maison était acquêt en la succession de Louis-Marie Le Boulanger et propre naissant à son fils.

Arrivons maintenant aux moyens employés par les héritiers des propres anciens. Tout d'abord, ils déclarent que le retrait n'a été introduit que pour maintenir et y conserver les biens ; c'est l'objet unique. Le retrayant agit *jure sanguinis* ; il retire comme lignager ; il doit donc posséder comme lignager, c'est-à-dire comme propre. Il n'acquiert pas, il conserve pour la famille ; s'il possédait comme acquêt ce serait contraire au vœu de la loi.

L'article 139 ne règle qu'un seul cas, celui où le retrayant meurt laissant des héritiers collatéraux de différentes lignes ; par exception à la règle générale « les successions se partagent en l'état où elles se trouvent », l'héritier des propres doit récompense à celui des acquêts, mais dans une espèce précise. Lorsque le retrayant ne laisse qu'un seul héritier, l'article 139 n'est plus appliqué ; cet héritier recueille le bien en vertu de la succession aux propres ; à son décès il n'y a pas lieu à récompense même s'il a des héritiers collatéraux de plusieurs sortes ; cette charge n'a été établie que pour la succession immédiate du retrayant, une loi d'exception ne peut être étendue hors de ses termes. L'article 139 ne

saurait donc être appliqué dans l'espèce actuelle, où le re-trayant n'a laissé que des enfants pour héritiers des propres et acquêts. De plus, cet article est décisif en faveur des héritiers des propres ; il déclare que « l'héritage est affecté à la famille », et qu'il « doit appartenir à l'héritier des propres de la ligne dont est venu et issu ledit héritage, et non à l'héritier des acquêts ». La loi dit « doit » appartenir, et non pas « peut » ; l'héritier des propres en est donc saisi. Quant à la récompense, « en rendant toutefois dans l'an et jour du décès aux héritiers desdits acquêts le prix dudit héritage », cela signifie que l'héritier des propres est saisi de la propriété et celui des acquêts du droit d'en demander le prix. L'héritage reste propre, malgré l'indemnité qui doit être payée, à l'exemple de ce qui se passe lors d'un partage quand un cohéritier recueille un propre et doit une soulte ; cette soulte n'empêche pas l'intégrité du propre.

Si l'héritier des propres accepte la succession des propres, il est tenu de rembourser le prix du bien retiré à celui des acquêts ; il ne peut pas l'abandonner pour s'affranchir de sa récompense et conserver en même temps les autres ; sa qualité est indivisible.

À côté de ses arguments logiques, M. Vernouillet et M^{me} de Vigny invoquent les Auteurs, les Coutumes et les Arrêts : Bouteiller, *Somme rurale*, titre 74 ;

Tiraqueau, *De retractu lineari*, art. 32, n^o 5 ;

Chopin, *De moribus parisiorum*, livre 2, tit. 6, n^o 8 ;

Charondas, en ses *Responses du droit français* (l. 2, r. 101).

Bouchel, dans sa *Bibliothèque*, au mot « propre » : l'héritage retiré par retrait lignager reste propre de la ligne à laquelle il est affecté ;

Dumoulin, sur l'article 175 de la Coutume de Paris, ne dit rien de contraire à ce sentiment ; dans la Coutume de Berry (art. 4, tit. 14), il écrit : *istud* (le retrait lignager) *non est acquisitorium, sed conservatorium in familia*.

Brodeau, Auzanet, Le Maître, de Ferrière, Ricard, Le Brun, Duplessis et autres sont du même avis.

Parmi les Coutumes qui contiennent des dispositions expresses quant à la qualité du bien retiré, il y en a vingt et une qui lui attribuent nettement la qualité de propre ; huit

celle d'acquêts, et dans ce nombre il en est cinq qui admettent indistinctement le retrait pour les acquêts et pour les propres et ne l'accordent pas au lignage, mais à la proximité ; c'est l'avantage personnel du retrayant qu'elles ont en vue, plus que la conservation des propres dans la famille ; c'est une classe à part et l'on ne saurait en tirer une règle générale. Presque toutes les lois s'accordent à déférer aux biens retirés la qualité de propres. Le Parlement de Paris a étendu ces dispositions aux coutumes muettes.

Quatre arrêts doivent être particulièrement remarqués en cette matière : ce sont les arrêts rendus les 31 mai 1609 (1), 10 avril 1668 (2), 7 septembre 1684 (3), 2 septembre 1651 (4).

L'arrêt rendu le 18 avril 1760 au rapport de Monsieur l'Abbé de Terray a confirmé la sentence des requêtes du Palais qui avait décidé que la maison était propre ancien dans la succession du fils du retrayant.

Un arrêt du 12 mai 1640 a décidé que l'héritage retiré par le père sous le nom de son enfant est propre à ce dernier, et à son décès appartient aux héritiers du côté et ligne dont il

(1) Juge en faveur de Jacqueline Tuffa qu'un propre retiré par retrait lignager sous le nom d'un des conjoints appartient pour le tout à ses héritiers, sans qu'il soit besoin d'intenter une action en retrait de mi-denier ou autre ; et tout ce que peuvent prétendre l'autre conjoint ou ses héritiers est la moitié du prix employé pour exécuter le retrait.

(2) RENUSSON, ch. 6, S. 8, n° 31.

(3) Suzanne Cluny avait exercé le retrait lignager d'un héritage vendu par décret sur la succession vacante de Jean Gala son aïeul. Elle laissa à sa mort pour seul héritier des propres et des acquêts Guillaume Cluny, son frère ; celui-ci étant décédé, il s'éleva une contestation entre Thibaud, héritier des propres de la ligne de Gala, qui réclamait à ce titre l'héritage retiré, et les nommés Cluny et Giraud, héritiers plus proches, qui prétendaient que l'héritage retiré avait été acquêt en la succession de Suzanne Cluny et propre naissant dans celle de son frère. Le Prévôt d'Angers, par sa sentence adjugea l'héritage comme propre aux héritiers de la ligne de Gala. L'arrêt confirme la sentence.

(4) Rendu au rapport de M. Bochart. Au sujet de la terre de Périgny retirée sous le nom d'un enfant à naître de Marie Herbelin et de Charles Duplessis. Cette terre était un propre de la famille Duplessis. La contestation eut lieu entre les héritiers de l'enfant décédé après ses parents sans postérité. La Cour jugeant le retrait véritable déclare la terre propre paternel.

est procédé, et non au père. Un autre arrêt de la Notre-Dame 1607 (1) avait jugé dans le même sens.

On s'est demandé si le droit à récompense qui appartient à l'héritier des acquêts pouvait appartenir au légataire universel au cas où le retrayant en aurait fait un. Brodeau pense qu'on doit favoriser l'héritier du sang. Cette opinion n'est pas suivie ; la jurisprudence et la plupart des auteurs ne la partagent pas : du moment que la Coutume donne l'héritage retiré à l'héritier des propres, à charge de récompenser celui des acquêts, le légataire universel qui le représente doit avoir, semble-t-il, le même droit.

Les dispositions de l'article 139 de la Coutume de Paris doivent-elles être étendues aux coutumes muettes ? Il semble bien qu'il n'y ait aucun inconvénient à une telle extension, en l'absence de dispositions contraires. Cet article a été rédigé d'après la jurisprudence et les auteurs, et ajouté lors de la réformation de la Coutume. Il a été conçu dans un esprit d'équité, de conciliation entre deux idées : le désir de protéger la famille et la nécessité de ne pas léser certains héritiers au profit des autres. Il nous faut d'ailleurs remarquer que le désir de conserver le bien à la famille l'emporte finalement, puisque le remboursement du prix de l'héritage retiré n'a lieu que pour le premier degré de succession.

Il ressort de ce que nous venons de dire que, dans un grand nombre de Coutumes, l'héritage retiré par retrait lignager est propre en la personne du retrayant.

Mais qu'advient-il si un lignager du vendeur acquiert directement le propre, au lieu d'exercer le retrait entre les mains d'un étranger ; l'héritage est-il acquêt ou propre en sa personne ?

Nous avons vu plus haut que la vente faisait perdre au bien sa qualité de propre ; en est-il de même si l'héritage a été vendu à un lignager ?

Il y a à ce sujet discussion entre les auteurs. Les uns avec Brodeau, Duplessis, de Ferrière et autres estiment que l'héritage ainsi acheté est acquêt en la personne du lignager

(1) PAPON, l. XI, 7

acquéreur. Un arrêt du 16 février 1647 (1) vient confirmer leur point de vue en jugeant que des héritages propres acquis par un parent du côté et ligne d'où ils sont venus au vendeur sont acquêts à l'acquéreur, et propres naissants à ses enfants à l'effet d'appartenir à leurs plus proches héritiers.

Les autres, comme de Laurière, pensent qu'il y a lieu d'assimiler celui qui acquiert de son lignager et celui qui exerce le retrait lignager : en l'un et l'autre cas on est acquéreur et lignager. De plus, si l'héritage retiré et depuis vendu à un étranger par le retrayant est sujet à retrait, l'héritage acquis par un lignager et par lui aliéné l'est aussi, ainsi qu'il résulte formellement de l'article 133(2) de la Coutume de Paris. Selon de Laurière, ce n'est pas le retrait qui fait le propre, mais l'acquisition faite d'un lignager par un autre lignager, par la voie du retrait, le retrayant se trouvant subrogé à l'acheteur. De Laurière ajoute dans ses commentaires sur l'article 139 de la Coutume de Paris que l'héritage venu d'un lignager à un autre lignager, à quelque titre que ce soit, achat, donation, échange ou autrement, est toujours propre en sa succession ; il estime que l'opinion contraire dénature la Coutume.

Il semble qu'on ne puisse admettre sans restrictions l'opinion de cet auteur : ce serait étendre démesurément la notion de propre.

(1) DU FRESNE, t. I, l. 5, ch. 6. BRODEAU sur Louet A, n° 2. Entre Messieurs Charlet et Lallemand.

(2) « Si aucune personne acquiert un héritage propre de son parent du côté et ligne dont il est parent et vend ledit héritage, tel héritage chet en retrait, auquel cas peut retraire aussi le premier vendeur, comme ne l'ayant au précédent mis hors la ligne. »

CHAPITRE VIII

Dégradation et disparition de la notion de propre.

Nous venons de voir dans les chapitres précédents que la notion de propre a pris une grande extension du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle. Cette extension est non seulement relative aux choses susceptibles de devenir propres (1), mais encore aux moyens de former et de conserver les propres (2).

Cette extension a pour conséquence directe la dégradation de la notion de propre. On ne peut appliquer aux propres réputés réels et aux propres conventionnels toutes les règles concernant les propres réels et naturels. Ce serait dangereux pour l'économie nationale, car les fortunes se trouveraient ainsi presque totalement immobilisées.

A l'idée de conserver le bien lui-même dans la famille se substitue celle de conserver sa valeur ; c'est ainsi que l'on admet que la stipulation et la subrogation conservent les propres.

Jusqu'au ^{xvi}^e siècle, les terres, les maisons sont des éléments essentiels nécessaires à la vie familiale ; il faut à tout prix les conserver ; leur vente est un malheur. La transformation des fortunes amène de grands changements ; elle est un des principaux facteurs de la dégradation de la notion de propre. Les rentes, les offices doivent, de par leur nature même, pouvoir être aliénés ; il faut concilier la protection de la famille avec les nécessités économiques : ces biens ne sont pas sujets à retrait lignager. Les propres conventionnels ne

(1) Rentes, offices, propres conventionnels.

(2) Dons et legs, stipulation, accession, consolidation, subrogation, retrait lignager.

sont pas propres de disposition, en l'absence d'une stipulation expresse.

A côté des phénomènes économiques, les phénomènes politiques et sociaux concourent aussi à la dégradation du propre. L'affermissement du pouvoir central rend moins nécessaire l'autodéfense familiale ; la copropriété familiale est en voie de disparition. Le propre représente un intérêt moins vital ; il assure plutôt l'éclat du nom que la subsistance de la famille. L'individu prend plus d'importance dans le groupe ; la tendance à tenir compte de son intérêt personnel, de ses affections présumées, de sa volonté, se développe de plus en plus. La pénétration du Droit romain active cette évolution.

A côté des phénomènes économiques, politiques et sociaux, apparaît un désir d'équité, d'équilibre ; on ne veut pas léser l'individu au profit de sa famille, l'héritier des acquêts au profit de celui des propres.

Peu à peu, sous l'influence de ces différents facteurs, l'institution du propre perd de sa vigueur et de son utilité. On arrive à considérer la qualité de propre comme une exception ; les règles particulières à la dévolution d'un tel bien s'atténuent ; les héritiers des propres sont tenus d'acquitter les dettes de la succession comme ceux des meubles et acquêts ; on va petit à petit vers l'unité romaine. Enfin l'individu peut, de sa seule volonté, faire perdre au propre sa qualité, du moins momentanément.

Voyons rapidement ces différentes transformations.

L'opinion de Dumoulin (1), selon laquelle un bien dont l'origine est incertaine doit être présumé acquêt, l'emporte sur celle de Tiraqueau (2) qui prétend que la qualité de propre est naturelle. On invoque en faveur de cette conception l'argument suivant : le droit de disposition des propres est limité ; on doit présumer la liberté. Ici l'on voit apparaître l'individualisme auquel nous avons fait allusion plus haut. Celui qui prétend que le bien est propre est tenu d'en faire

(1) Sur la *Coutume de Paris*, § 13, tit. I, gl. 6, n° 3. *In dubio praedia non praesumuntur antiqua. sed novo conquista.*

(2) *De utroque retractu*, 32, I, n°s 91 et 92.

la preuve. Plusieurs arrêts ont confirmé ce point de vue : arrêt du 26 juin 1775, rendu par la Cour de Nancy entre les Sieurs de Barst et Dumont (1) ; arrêt du 19 novembre 1775 (2), rendu par le Parlement de Flandre entre les Sieurs Caulier et Desfontaines. Remarquons que la Coutume de Normandie adopte un parti directement opposé : dans l'article 102 du règlement de 1666 « tous biens sont réputés propres, s'il n'est justifié qu'ils sont acquêts », mais cette disposition est exceptionnelle. Dans la plupart des Coutumes, un bien dont l'origine est douteuse est présumé acquêt.

A l'origine, en l'absence d'héritiers de la ligne d'où vient le propre, c'est le fisc qui le recueille. Au xvi^e siècle, on admet qu'au défaut de parents de la ligne du propre, ce sont les parents de l'autre ligne qui y succèdent, bien qu'ils soient étrangers à l'héritage dont s'agit ; ils sont proches du défunt et sont ainsi préférables au fisc. Cette transformation est due à un mouvement doctrinal et jurisprudentiel, et particulièrement à Dumoulin (3).

Dans le Droit coutumier primitif, les propres ne répondent pas des dettes du *de cuius* ; ceci à raison même de leur affectation, de leur fonction sociale ; s'il en était autrement un individu pourrait, par ses dettes, faire sortir le propre de la famille. Dans la plupart des Coutumes, seul l'héritier des meubles et acquêts est tenu d'acquitter les dettes de la succession. Les créanciers doivent discuter les meubles avant de saisir les immeubles en vertu de l'ordonnance de 1539 (art. 74).

Le texte de l'article 150 de l'ancienne Coutume de Paris est assez obscur. Dumoulin, dans ses notes, estime que les dettes doivent être payées d'abord sur les meubles et acquêts ; il ajoute que, si l'on admet un recours sur les propres, les meubles et acquêts étant épuisés, ceux-ci ne sont tenus qu'à proportion de leur émolument : *ergo prius debet (debita) capi super omnibus conquaestis et mobilibus, deinde residuum pro rata bonorum priorum*.

(1) Guyot, t. XIV, au mot « propre ».

(2) *Ibid.*

(3) Sur la Coutume de Paris, § 147, nos 1 et 4.

Un arrêt du 3 mars 1537 décide que les héritiers des meubles et acquêts et les héritiers des propres doivent payer les dettes également, car ils ont tous le titre d'héritier.

Un autre arrêt du mois de février 1542, rendu entre les héritiers des propres maternels et paternels, les condamne à payer les dettes également par moitié, bien que les propres paternels fussent plus considérables que les maternels (1).

Quelques Coutumes chargent l'héritier des meubles des seules dettes mobilières et personnelles (2), les héritiers des immeubles devant supporter les dettes immobilières grevant les immeubles recueillis par eux. Cependant peu à peu s'est introduit le principe que les dettes personnelles du *de cuius* ne sont pas à la charge d'une catégorie de biens, mais de la personne, c'est-à-dire de l'ensemble de la succession.

Après la rédaction de la nouvelle Coutume de Paris, les héritiers des propres sont tenus de concourir au paiement des dettes du *de cuius* sans distinction d'origine, et ce, à proportion de ce qu'ils en amendent (*pro modo emolumenti*), ainsi qu'il a été jugé par un arrêt rendu en la cinquième Chambre des Enquêtes du Parlement de Paris le 23 août 1586.

Un arrêt du 5 août 1619 (3) décide que l'héritier des propres d'une femme doit contribuer, à proportion de l'émolument qu'il prend dans la succession, au paiement des dettes de la communauté, bien que les dettes de la communauté ne puissent être, en principe, payées sur les propres de la femme.

Certains auteurs ont voulu réagir contre cette évolution, notamment Renusson. Il prétend que si une personne, après avoir acheté un héritage, décède sans en avoir payé le prix, ce prix est une charge réelle qui doit suivre le fonds et doit être acquittée par l'héritier du fonds ; il invoque à l'appui de sa théorie un arrêt du 23 mai 1592. Il estime d'ailleurs

(1) RENUSSON, ch. 3, S. 13, n° 13.

(2) Melun (267), Mantes (71), Sens (94)...

(3) AUZANET, p. 247.

qu'il n'en serait pas de même, si le *de cujus* avait emprunté des deniers dont il aurait créé une rente, au paiement de laquelle il aurait affecté et hypothéqué spécialement certains héritages dont il était propriétaire, car en ce cas ce serait une dette à laquelle tous les biens seraient également obligés, et qui devrait être acquittée par tous les héritiers *pro modo emolumenti*. Mais on ne peut adopter une telle distinction qui est d'ailleurs rejetée par la doctrine et la jurisprudence. D'autre part, Rénusson décide que les dettes qui viennent des père et mère ou autres ascendants du défunt ne doivent pas être acquittées par tous les héritiers *pro modo emolumenti* ; que les dettes du côté paternel sont payées par les héritiers paternels, et les dettes du côté maternel par les héritiers maternels, ceci étant la conséquence directe de la règle *paterna paternis, materna maternis*. La jurisprudence est contraire à cette manière de voir, notamment dans un arrêt du 16 août 1678 (1).

Le Brun et Pothier pensent que l'on ne doit pas considérer la cause des dettes pour en régler le paiement ; les héritiers des propres contribuent au règlement des dettes de la succession tout comme ceux des acquêts. Il y a donc unité de patrimoine au point de vue du passif.

Nous avons vu plus haut que par la stipulation on peut faire perdre au propre sa qualité, du moins momentanément, en l'ameublissant (2), c'est-à-dire en le faisant entrer dans la communauté entre époux. On a permis une telle disposition, qui est une atteinte à la notion de propre, dans un but d'équité : il ne faut pas que l'époux, qui ne possède que des meubles, soit lésé au profit de celui qui ne possède que des propres.

Les choses sont en cet état lorsque la Révolution éclate. Les juristes de l'époque révolutionnaire s'attaquent aux institutions. Ils veulent, en haine de la Féodalité presque totalement disparue, détruire l'ancienne constitution de la famille, comme ils ont détruit l'ancienne constitution de la

(1) RÉNUSSON, ch. 3, S. 13, n° 16 ss.

(2) V. *supra*, ch. iv, p. 83 et sq.

société. Ils veulent, dans leur amour de l'égalité, niveler les fortunes et morceler les héritages.

Merlin (de Douai) fait à la Constituante, le 21 novembre 1790, un discours violent, dans lequel il condamne les successions de notre ancien Droit. Il présente un projet de décret sur le partage des successions *ab intestat* et propose à cette occasion le partage des biens, sans distinction de meubles et d'immeubles, de propres et d'acquêts, afin de faire disparaître complètement la règle *paterna paternis, materna maternis* qui crée autant d'héritiers qu'il se trouve de différentes espèces de biens dans la succession du *de cujus* : « Les législateurs les plus éclairés et les plus sages de l'Antiquité n'ont pas cru devoir distinguer dans les successions ce qui provenait du père du défunt d'avec ce qui provenait de sa mère. » Les Romains n'ont pas connu cette distinction, création de la Féodalité. « Après avoir éteint la Féodalité, après avoir annoncé hautement que nous voulions la poursuivre jusque dans ses derniers retranchements... comment conserver dans nos successions une de ses conséquences les plus remarquables et le plus manifestement prononcée ! »

Ce réquisitoire reste sans effet. Le décret des 8-15 avril 1791 n'abroge pas la règle *paterna paternis, materna maternis* ; il détruit seulement les inégalités résultant de la primogéniture et du privilège de masculinité. Le goût de la conservation des biens dans les familles est encore profondément enraciné dans le cœur des Constituants.

C'est la loi du 17 nivôse an II qui abolit la distinction entre les propres et les acquêts, dans son article 62 : « Le décret ne reconnaît aucune différence dans la nature des biens ou dans leur origine pour en régler la transmission. » Cette loi provoqua une grande émotion et un grand bouleversement dans le pays. L'idée qui domine la notion de propre est légitime ; on aurait pu en tenir compte en simplifiant le système successoral. La notion de propre n'était pas une institution purement aristocratique ; la bourgeoisie en a largement profité, et ce sont ceux qui l'ont ruinée qui lui devaient le plus.

Au moment de la rédaction du Code civil, il y a discussion entre les juristes.

Le consul Cambacérès propose le rétablissement de la règle *paterna paternis, materna maternis*, à condition que ses effets ne s'étendent pas au delà des parents assez proches du *de cujus*, pour que l'origine des biens ne soit pas incertaine. Il estimait qu'une telle disposition était propre à maintenir la paix dans les familles.

Bigot de Préameneu partage l'opinion du consul Cambacérès ; elle lui paraît fondée sur les considérations qui ont toujours déterminé l'ordre des successions. La loi règle cet ordre d'après les divers degrés d'affection qu'elle a dû supposer : désir que les biens d'une famille ne passent pas à une autre. Il pense que, resserré dans les limites raisonnables, le système favorisera les mariages : un collatéral donnera plus facilement son héritage s'il pense que jamais il ne passera dans une autre famille.

Portalès soutient un point de vue purement individualiste. Il déclare que celui qui succède devient propriétaire ; il peut donc disposer du bien qu'il recueille. Il estime que s'il en était autrement la propriété ne serait plus dans l'individu, mais dans la famille entière. On doit tenir compte de la présomption de l'individu et non de celle de la famille.

C'est cette opinion qui l'emporte et qui donne naissance à l'article 732, successeur de l'article 62 de la loi de Nivôse an II.

BIBLIOGRAPHIE

I. — COMMENTATEURS DE LA COUTUME DE PARIS.

- AUZANET, *Notes sur la Coutume de Paris*, dans *Œuvres*, 1 vol. in-fº, Paris, 1708.
- BOURJON, *Le droit commun de la France et la coutume de Paris réduits en principes*, 2 vol. in-fº, Paris, 1770.
- BRODEAU, *Coutume de la Prévosté et Vicomté de Paris*. 2 vol. in-fº, Paris, 1669.
- CHARONDAS LE CARON, *Coutume de la ville, prévosté et vicomté de Paris ou droit civil parisien*, 1 vol. in-fº, Paris, 1667.
- CHOPPIN, *Commentaires sur la Coutume de Paris*, dans *Œuvres*, t. III, in-fº, Paris, 1663.
- DU MOULIN, *Commentarius posthumus nusquam antea in lucem editus in reliquos titulos antiquae consuetudinis parisiensis*, dans *Opera*, 5 vol. in-fº, Paris, 1681.
- DUPLESSIS, *Traité sur la Coutume de Paris*, 5^e édition avec des notes de Berroyer et de Laurière, 1 vol. in-fº, Paris, 1754.
- FERRIERE (DE), *Corps et compilation de tous les commentateurs anciens et modernes sur la Coutume de Paris*, 4 vol. in-fº, Paris, 1685.
- GUÉRIN, *Commentarii in jus civile Parisiorum*, un in-fº, Paris, 1634.
- LAURIÈRE (DE), *Textes des Coutumes de la Prévosté et vicomté de Paris*, 3 vol. in-12, Paris, 1777.
- LE CAMUS, *Observations jointes à de Ferrière; corps et compilations de tous les commentateurs de la coutume de Paris*, Cf. supra. (de Ferrière).
- LE MAISTRE, *Coutume de Paris*, 1 vol. in-fº, Paris, 1741.
- TRONÇON, *Le Droit français et coutume de la Prévosté et Vicomté de Paris*, Paris, 1664, 1 vol. in-fº.

II. — ARRÉTISTES.

- AUGEARD, *Arrests notables des différents tribunaux du Royaume*, nouvelle édition, 2 vol. in-fº, Paris, 1756.
- BARDET, *Recueil d'arrêts du Parlement de Paris*, nouvelle édition, 1 vol. in-fº, Avignon, 1773.
- BLONDEAU et GUÉRET, *Journal du Palais*, 3^e édition, 2 vol. in-fº, Paris, 1713.

- BOUGUIER, *Arrests de la Cour décisifs de diverses questions tant de droit que de coutumes, prononcez en robes rouges ou donnez sur procès partis et autres*, 1 vol. in-4°, Paris, 1638.
- BOUCHEL, *Bibliothèque ou Trésor du droit français*, 3 vol. in-f°, Paris, 1671.
- BRILLON, *Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des Parlements de France et autres Tribunaux*, nouvelle édition, 6 vol. in-f°, Paris, 1727.
- CHARONDAS LE CARON, *Responses ou décisions du droit français confirmées par arrests des cours souveraines de France, des matières ecclésiastiques ou bénéficiales*, 1 vol. in-f°, Paris, 1605.
- CHENU, *Cent notables questions de droit décidées par arrests mémorables des Cours souveraines de France*, 1 vol. in-4°, Paris, 1603.
- CORMIS (DE), *Recueil de consultations sur diverses matières*, 2 vol. in-4°, Paris, 1735.
- DENISART, *Collection des décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle*, 4 vol. in-4°, Paris, 1777.
- FRESNE (DU), *Journal des principales audiences du Parlement depuis l'année 1623 jusqu'à présent*, 3^e édition, 7 vol. in-f°, Paris, 1652.
- GUYOT, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 17 vol. in-4°, Paris, 1784-1785.
- HENRYS, *Œuvres*, 6^e édition, 4 vol. in-f°, Paris, 1711.
- LE PRESTRE, *Questions notables de droit*, 1 vol. in-f°, Paris, 1679.
- LE VEST, *CCXXXVII arrests célèbres et mémorables du Parlement de Paris*, 1 vol. in-4°, Paris, 1612.
- LOUET, *Recueil de plusieurs arrests notables du Parlement de Paris, avec un grand nombre d'arrests et notables décisions, recueillies par feu Maître Julien Brodeau, avocat en la Cour*. Nouvelle et dernière édition, 2 vol. in-f°, Paris, 1712.
- MONTHOLON (DE), *Arrests de la Cour prononcez en robes rouges depuis le Parlement commençant à la Saint-Martin 1586 jusques à la Noël 1621*, 1 vol. in-4°, Paris, 1622.
- PAPON, *Recueil d'arrests notables des Cours souveraines de France*, 1 vol. in-12, Lyon, 1569.
- PREVOST DE LA JANNES, *Les principes de la jurisprudence françoise*. Nouvelle édition, 2 vol. in-12, Paris, 1780.
- ROUSSEAUD DE LA COMBE, *Recueil de jurisprudence civile du pays de droit écrit et coutumier*. Nouvelle édition, 1 vol. in-4°, Paris, 1746.
- SOEFVE, *Nouveau recueil de plusieurs questions notables jugées par arrêts d'audiences du Parlement de Paris depuis 1640 jusqu'à présent*, 2 vol. in-f°, Paris, 1682.

III. — DICTIONNAIRES, RÉPERTOIRES, TRAITÉS.

- BACQUET, *Œuvres*, 2 vol. in-f°, Lyon, 1744.
- DU MOULIN, *Omnia quae exstant opera*, 5 vol. in-f°, Paris, 1681.
- LAMOIGNON (DE), *Recueil des arrêtés de Monsieur le premier Président de Lamoignon*. Nouvelle édition, 1 vol. in-4°, Paris, 1777.
- LE BRUN, *Traité des successions*. Nouvelle édition, 1 vol. in-f°, Paris, 1775.
- LOYSEAU, *Du droit des offices dans Œuvres*. Nouvelle édition, 1 vol. in-f°, Paris, 1678.

LOYSEL, *Institutes coutumières*, 2 vol. in-12, éd. Dupin et La Boulaye, Paris, 1846.

RENUSSON, *Traité des propres* dans *Œuvres*, nouvelle édition par Sérieux, 1 vol. in-fº, Paris, 1780.

IV. — TEXTES DES COUTUMES.

BOURDOT DE RICHEBOURG, *Nouveau coutumier général*, 8 tomes en 4 volumes in-fº, Paris, 1724.

VU :
Le Président de la Thèse,
HENRI REGNAULT.

Faculté de Droit de Paris,
25 avril 1938.

VU : *le Doyen,*
E. ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
CHAPITRE I. — <i>Des différentes catégories de propres, et de leur multiplication au XVI^e siècle.</i>	7
§ I. — Les immeubles par nature qui font les propres « réels ».	9
§ II. — Les immeubles par volonté de la loi qui font les propres « réputés réels ».	9
1 ^o Les rentes constituées à prix d'argent.	10
2 ^o Les contrats pignoratifs	15
3 ^o Les offices.	18
§ III. — Les immeubles par volonté de l'homme qui font les propres « conventionnels ».	27
CHAPITRE II. — <i>De l'influence des successions sur les immeubles et sur les propres.</i>	30
§ I. — Des divers ordres de succession. De leur influence sur les immeubles échus aux héritiers.	31
§ II. — Des difficultés qui peuvent survenir à l'occasion des successions. De leur influence sur la qualité des biens échus aux héritiers.	37
1 ^o Le rappel à succession.	37
2 ^o De l'état litigieux de certains biens lors de l'ouverture de la succession.	38
3 ^o Du partage des biens composant la succession.	39
CHAPITRE III. — <i>De l'influence des actes à titre gratuit sur les immeubles et sur les propres.</i>	44
§ I. — Des donations entre vifs et à cause de mort.	44
1 ^o Les donations entre vifs et à cause de mort en ligne directe.	44
2 ^o Les donations entre vifs et à cause de mort en ligne collatérale.	54
3 ^o Les donations entre vifs et à cause de mort entre conjoints.	63
§ II. — Des substitutions.	64
§ III. — De la confiscation	68

CHAPITRE IV. — <i>De l'influence de la stipulation sur la nature et la qualité des biens.</i>	71
§ I. — De la stipulation de propre.	72
1 ^o La stipulation créatrice de propres.	72
2 ^o La stipulation conservatrice de propres.	82
§ II. — De la stipulation qui fait perdre la qualité de propre : l'ameublissement.	83
CHAPITRE V. — <i>De l'influence du droit d'accroissement, de l'accession et de la consolidation sur les immeubles et sur les propres.</i> . . .	88
§ I. — L'accession.	89
§ II. — La consolidation.	92
CHAPITRE VI. — <i>De l'influence de la subrogation sur la qualité de propre.</i>	95
§ I. — L'échange.	96
§ II. — La vente.	100
CHAPITRE VII. — <i>De l'influence du retrait lignager sur la qualité de propre.</i>	108
CHAPITRE VIII. — <i>Dégradation et disparition de la notion de propre.</i>	115
BIBLIOGRAPHIE	123
TABLE DES MATIÈRES	127

